



# Études économiques de l'OCDE BRÉSIL

FÉVRIER 2018 (VERSION ABRÉGÉE)





# **Études économiques de l'OCDE : Brésil 2018 (version abrégée)**

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

**Merci de citer cet ouvrage comme suit :**

OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : Brésil 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris.  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2018-fr)

ISBN 978-92-64-30643-1 (PDF)

Série : Études économiques de l'OCDE  
ISSN 0304-3363 (imprimé)  
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Brésil  
ISSN 1995-3771 (imprimé)  
ISSN 1999-0839 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

**Crédits photo :**

Couverture © iStockphoto.com/zxvisual.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm).

© OCDE 2018

---

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com), ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

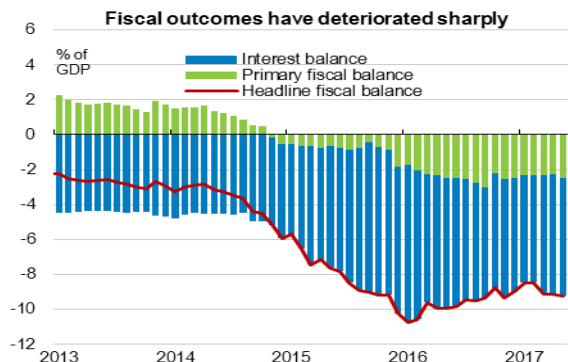
---

## Résumé

- Favoriser une croissance inclusive grâce à de nouvelles réformes de grande ampleur
- Un renforcement de l'investissement et de la productivité est indispensable à la croissance future
- Le Brésil peut tirer davantage parti d'une meilleure intégration mondiale et régionale

**Favoriser une croissance inclusive grâce à de nouvelles réformes de grande ampleur**

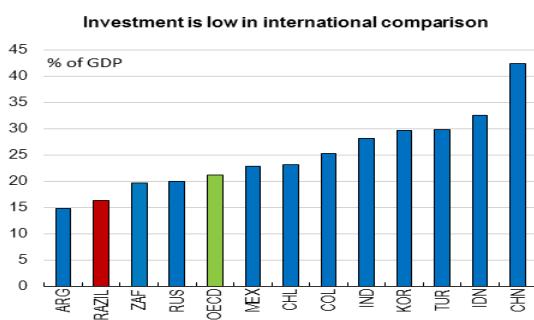
**Les résultats budgétaires se sont fortement dégradés**



Ces deux dernières décennies, une forte croissance, associée à des progrès sociaux remarquables, a fait du Brésil une des principales économies du monde, malgré la longue récession amorcée en 2014 dont l'économie sort aujourd'hui lentement. Toutefois, l'inégalité reste forte et les comptes publics se sont nettement dégradés, rendant nécessaires des réformes de grande ampleur pour soutenir le progrès de la croissance inclusive. Mieux orienter les dépenses sociales vers les pauvres permettrait de réduire les inégalités et d'assurer dans le même temps la viabilité de la dette publique. Des choix politiques difficiles devront être faits dans cette optique, concernant notamment les pensions et les transferts sociaux. La réduction des transferts économiques au secteur des entreprises, conjointement à des évaluations plus systématiques des programmes de dépenses publiques, renforcera la croissance, améliorera la gouvernance économique et limitera les possibilités futures de recherche de rentes et de commissions occultes politiques. La lutte contre la corruption exigera des réformes pour améliorer l'obligation de rendre compte.

**Un renforcement de l'investissement et de la productivité est indispensable à la croissance future**

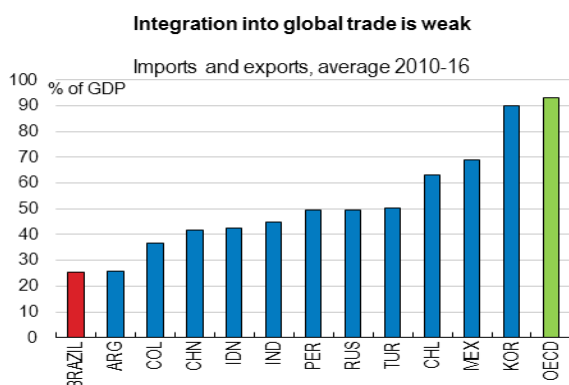
**L'investissement est peu dynamique en comparaison internationale**



La croissance, à laquelle a contribué l'accroissement de la main-d'œuvre pendant de nombreuses années, est appelée à se ralentir du fait du vieillissement rapide de la population. Pour maintenir le potentiel de croissance de l'économie, il faut renforcer l'investissement, de façon à accroître aussi la productivité et, parallèlement, les possibilités de hausses futures des salaires. Les dépenses publiques ont évincé les investissements privés dans le passé et l'absence de marchés des capitaux privés bien développés, offrant des échéances plus longues, a entravé les transferts de l'épargne vers des projets plus efficaces, y compris dans les infrastructures. La simplification fiscale, la réduction des charges administratives et la rationalisation des régimes d'octroi de licences augmenteraient la rentabilité des investissements. Le renforcement de la concurrence permettra aux entreprises performantes de prospérer et élargira encore les possibilités d'investissement.

**Le Brésil peut tirer davantage parti d'une meilleure intégration mondiale et régionale**

**L'intégration dans le commerce mondial est faible**



L'intégration au commerce international est beaucoup plus faible que pour d'autres marchés émergents, car les obstacles commerciaux isolent les entreprises des débouchés mondiaux et de la concurrence étrangère. Les exportations et la croissance pourraient être plus fortes si les entreprises pouvaient se procurer les meilleurs intrants et biens d'équipement sur les marchés internationaux. Une plus grande ouverture aux échanges conduira également à des gains de productivité parmi les producteurs nationaux à mesure qu'ils améliorent leur efficacité et saisissent de nouvelles possibilités d'exportation. Ces évolutions pourraient créer de nouveaux emplois dans l'ensemble de l'économie, mais surtout pour les personnes les moins qualifiées et aux revenus les plus faibles, rendant la croissance plus inclusive. Les consommateurs bénéficieraient également de prix plus compétitifs, avec des effets particulièrement marqués pour les ménages à faible revenu. Une meilleure intégration à l'économie mondiale serait un moyen efficace de renforcer la concurrence et faciliterait la réussite des entreprises et des branches de production les plus productives, même si un petit nombre de secteurs verraient leur production décliner. Des politiques bien conçues protégeant les travailleurs plutôt que les emplois, en conjuguant formation et garantie des revenus, peuvent éviter aux plus pauvres et aux plus vulnérables d'avoir à supporter le poids de l'ajustement, favorisant ainsi une croissance inclusive.

## PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
<b>Améliorer les politiques macroéconomiques et la gouvernance économique</b>	
<p>Les résultats budgétaires se sont nettement dégradés depuis 2014, du fait essentiellement de l'augmentation des dépenses. Un excédent primaire de 2 % environ du PIB est nécessaire pour stabiliser la dette publique à moyen terme.</p> <p>Les transferts sociaux ont accru les dépenses, mais seuls quelques-uns d'entre eux parviennent jusqu'aux pauvres.</p> <p>La Banque centrale a conduit la politique monétaire de manière indépendante, mais une officialisation de son indépendance renforcerait l'efficacité de cette politique.</p> <p>Les politiques ciblées de soutien à l'industrie ont généré des rentes importantes sans effets sur l'investissement ni sur la productivité.</p> <p>La recherche d'un consensus politique a exigé des dépenses coûteuses et inefficaces qui n'ont pas fait l'objet d'audits systématiques et ont réduit l'efficacité du secteur public, ce qui a constitué l'un des principaux obstacles à l'adoption de réformes.</p> <p>La passation des marchés publics a donné lieu à des pratiques de corruption à grande échelle.</p>	<p>Mettre en œuvre les ajustements budgétaires prévus au moyen de réductions permanentes des dépenses. Relever progressivement l'âge de la retraite. Indexer les pensions de retraite sur les prix à la consommation et non sur le salaire minimum.</p> <p>Découpler les planchers de prestations du salaire minimum. Orienter plus de ressources vers les transferts qui parviennent aux pauvres, notamment <i>Bolsa Família</i>.</p> <p>Limiter la possibilité de révocation du Gouverneur de la Banque centrale aux cas de faute grave afin d'exclure à l'avenir toute influence politique dans les décisions de politique monétaire. Garantir l'autonomie budgétaire de la Banque centrale.</p> <p>Restreindre les politiques de soutien à l'industrie spécifiques à un secteur ou à un lieu, y compris les avantages fiscaux. Évaluer les programmes existants.</p> <p>Limiter les nominations politiques, en particulier dans les entreprises d'État. Renforcer les incitations à la performance dans les entreprises publiques. Entreprendre des audits plus systématiques de toutes les dépenses, y compris les crédits budgétaires parlementaires.</p> <p>Procéder à un examen des lois sur la passation des marchés publics. Utiliser des organes d'achats plus centralisés. Renforcer les procédures de signalement et de clémence.</p>
<b>Accroître l'investissement</b>	
<p>Une conjoncture difficile, notamment les coûts élevés du respect des obligations fiscales, la cherté du capital et la lourdeur des charges administratives, limitent la rentabilité des investissements, alors que la faiblesse de la concurrence conduit à une mauvaise allocation des ressources.</p> <p>La domination de la Banque nationale de développement (BNDES) sur le crédit à long terme crée des conditions de concurrence inéquitables et peut entraver le développement du financement par l'investissement privé. La décision prise récemment d'éliminer progressivement les subventions aux opérations de prêt de la BNDES favorisera une redéfinition de son rôle.</p> <p>Les déficiences dans le montage des projets ont freiné la participation du secteur privé au financement des infrastructures. Le régime de concession ne peut être applicable aux projets pour lesquels des redevances d'utilisation ne sont pas possibles.</p>	<p>Consolider les taxes à la consommation au niveau des États et au niveau fédéral en une seule taxe sur la valeur ajoutée à large assise, en prévoyant le remboursement intégral de la TVA payée sur les intrants et un taux nul pour les exportations. Réduire les obstacles à l'entrée dus aux procédures administratives.</p> <p>Limiter les activités de prêt de la BNDES à des niches dans lesquelles le secteur privé a du mal à intervenir, notamment le financement de la création de petites entreprises innovantes et des projets d'innovation. Utiliser davantage la BNDES pour monter des crédits syndiqués pour les investissements dans l'infrastructure et piloter la création d'instruments financiers structurés.</p> <p>Assurer une meilleure formation aux fonctionnaires chargés du montage des projets d'infrastructure. Utiliser plus largement la capacité technique de la BNDES pour aider les entités publiques, notamment les administrations locales, à monter les projets. Avoir plus largement recours aux partenariats public-privé, tout en veillant à ce que toutes les obligations présentes et futures soient prises en compte de manière transparente.</p>
<b>Favoriser l'intégration à l'économie mondiale</b>	
<p>Les importants obstacles entravant les échanges internationaux réduisent les avantages d'une intégration à l'économie mondiale.</p> <p>Une plus grande intégration à l'économie mondiale permettra de redéployer les emplois entre les entreprises et les secteurs.</p>	<p>Baisser les tarifs douaniers et alléger les obligations de contenu local.</p> <p>Encourager les programmes de formation et d'aide à la recherche d'un emploi pour les travailleurs touchés.</p>
<b>Renforcer la croissance verte</b>	
<p>La déforestation s'est ralentie jusqu'en 2014, mais a connu depuis lors une nouvelle accélération.</p>	<p>Faire en sorte que la déforestation continue de se ralentir, notamment en renforçant les mesures de contrôle et en préservant le statut des zones actuellement sous protection environnementale.</p>

## Évaluation et recommandations

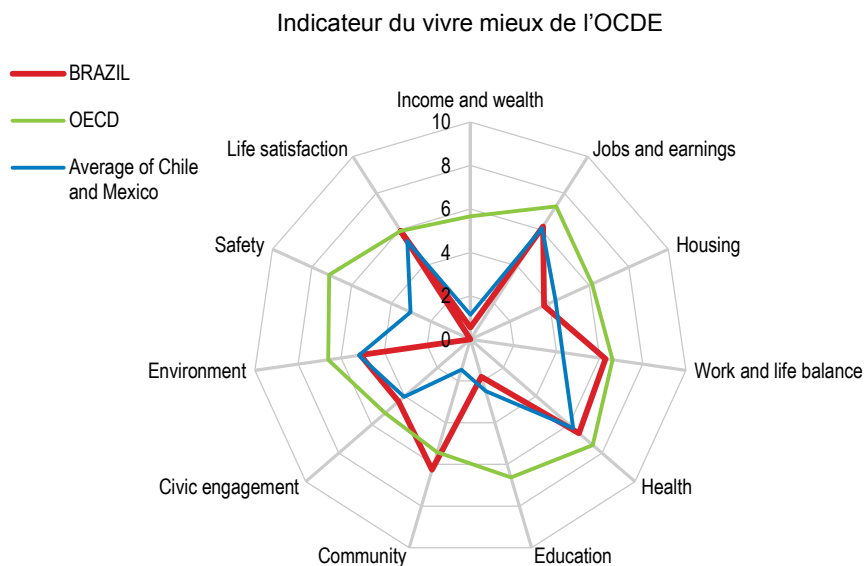
- L'économie sort progressivement de la récession
- L'inflation a diminué mais l'intermédiation financière pourrait être améliorée
- Les résultats budgétaires doivent être améliorés pour assurer la viabilité de la dette publique
- Améliorer la gouvernance et réduire la corruption
- Encourager l'investissement est en tête des priorités pour les pouvoirs publics
- Favoriser l'intégration au sein de la région et de l'économie mondiale
- Les défis de la croissance verte



La forte croissance et les avancées sociales remarquables qui ont marqué les deux dernières décennies ont fait du Brésil l'une des principales économies mondiales, malgré la profonde récession dont l'économie est aujourd'hui en train de sortir. La stabilité macroéconomique et des tendances démographiques et conditions extérieures favorables ont favorisé une expansion de la consommation privée et publique, dans le contexte d'un marché de l'emploi solide et d'une croissance soutenue des salaires. Le dynamisme du marché du travail, associé à une amélioration de l'accès à l'éducation et à de larges programmes de transferts, a permis à des millions de Brésiliens de trouver de meilleurs emplois et d'améliorer leur niveau de vie. La sortie de 25 millions de Brésiliens de la pauvreté depuis 2003 a contribué à une croissance beaucoup plus inclusive. Ces résultats sont exceptionnels.

Cependant, le Brésil reste l'un des pays les plus pauvres au monde. La moitié de la population perçoit 10 % du total des revenus des ménages, tandis que l'autre moitié en détient les 90 % restants. Les femmes, les minorités raciales et les jeunes défavorisés continuent de souffrir de graves inégalités. Les travailleurs de sexe masculin gagnent 50 % de plus que les femmes, soit un écart de 10 points supérieur à la moyenne de l'OCDE. La probabilité d'exercer un emploi dans le secteur informel est également plus grande pour les femmes. Ce sont les enfants qui sont les plus touchés par la pauvreté et le chômage chez les jeunes est plus de deux fois supérieur à la moyenne générale. Ces inégalités ont tendance à s'alimenter entre elles, ce qui limite considérablement la capacité d'une partie de la population d'atteindre son potentiel productif et d'améliorer ses conditions de vie. Le Brésil n'est bien placé que pour quelques mesures du bien-être, notamment le bien-être subjectif et les liens sociaux, mais il se situe au-dessous de la moyenne pour ce qui est des revenus et de la richesse, des emplois et des salaires, du logement, de la qualité de l'environnement, de la santé, de la sécurité, de l'éducation et de la formation (graphique 1). Néanmoins, des progrès considérables ont été réalisés. Outre la baisse des inégalités et de la pauvreté, l'écart du taux d'activité entre les hommes et les femmes a diminué de moitié depuis 1990 et, avec un taux d'activité des femmes de 54 %, le Brésil dépasse la moyenne de l'OCDE ou des pays d'Amérique latine.

**Graphique 1. Indicateurs du bien être**



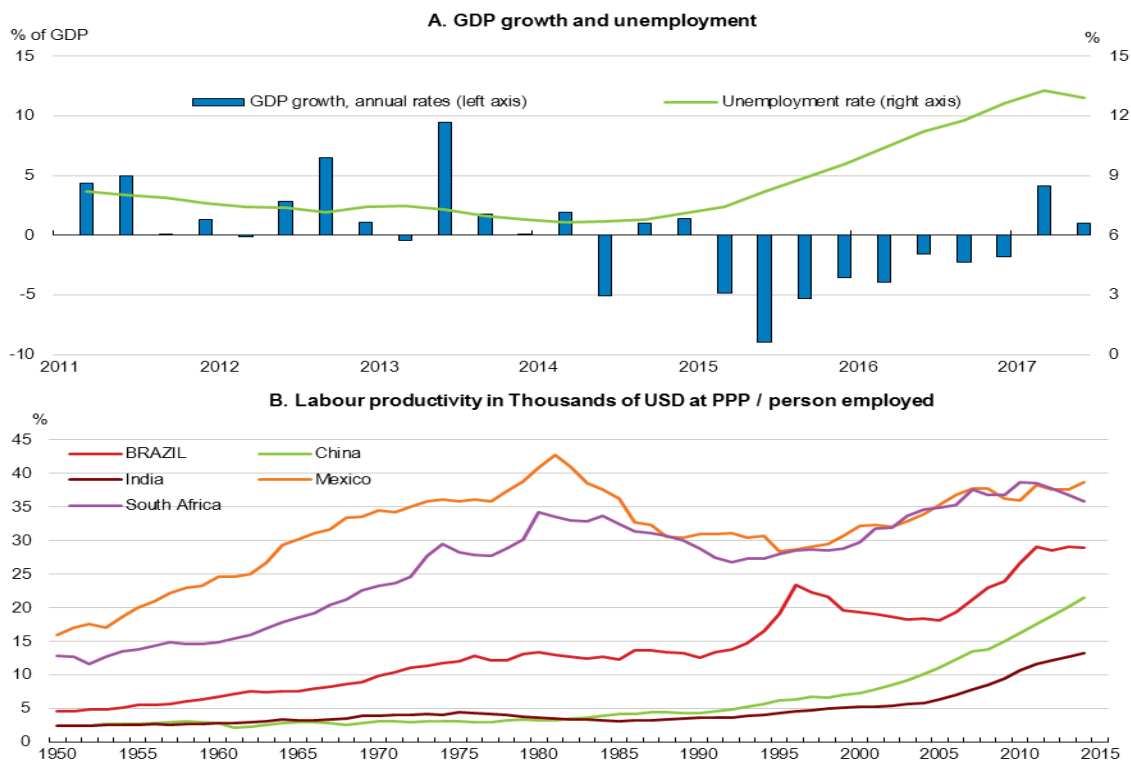
Note : chaque dimension du bien-être est mesurée à l'aide d'un à quatre indicateurs entrant dans la composition de l'Indicateur du vivre mieux. Ces indicateurs sont assortis de coefficients de pondération égaux et normalisés de telle sorte qu'ils varient sur une échelle de 0 à 10 (allant du pire au meilleur résultat possible), et sont calculés pour les pays de l'OCDE et les pays non membres à l'aide de la formule suivante :  $(\text{valeur de l'indicateur} - \text{valeur minimum}) / (\text{valeur maximum} - \text{valeur minimum}) \times 10$ .

Source : Calculs de l'OCDE à partir de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE – Édition 2017.

**Encadré 1. Coup de projecteur sur l'histoire économique récente du Brésil**

L'histoire économique du Brésil se caractérise par une instabilité économique marquée jusqu'en 1994. Entre le rétablissement de la démocratie, en 1985, et 1994, l'économie a traversé des épisodes d'hyperinflation et de récession entrecoupés de brefs intervalles de relative stabilité à la faveur de plans économiques qui ont finalement échoué. L'inflation a atteint le niveau record de 2950 pour cent en 1990. Les turbulences macroéconomiques ont amené les agents économiques à se concentrer fortement sur le court terme et ce sont les pauvres, incapables de se protéger face à l'inflation, qui en ont le plus pâti. La situation n'a changé qu'après le lancement, en 1994, du « plan real », lequel s'est concrétisé par l'adoption d'un système de parité à crémaillère et la limitation des dépenses publiques ainsi que par la suppression d'une bonne partie du système d'indexation sur l'inflation. Le nouveau régime des changes a abouti à une surévaluation du real et à l'apparition de déficits de la balance courante non négligeables, de sorte qu'il est devenu difficile de trouver des financements en raison de l'assèchement de la liquidité internationale après la crise asiatique. C'est pourquoi le Brésil est passé à un régime de taux de change flottant en 1999 et a adopté un système de ciblage de l'inflation. Il est entré dans la crise mondiale de 2008 doté d'amortisseurs économiques importants pour mettre en œuvre des politiques contracycliques et a, dans un premier temps, fait montre d'une forte résilience puisque la croissance économique a nettement rebondi en 2010. Depuis lors cependant, aggravation des déséquilibres budgétaires, politiques économiques de plus en plus interventionnistes et inaction face à des faiblesses

Depuis le début du millénaire, l'augmentation de la main-d'œuvre a fait grimper les revenus par habitant, alors que la hausse des prix des matières premières a soutenu l'accroissement des recettes publiques. Mais ce modèle de croissance est désormais largement obsolète et la récession a mis à jour des déséquilibres structurels existant de longue date. La population du Brésil a commencé à vieillir rapidement et la viabilité des finances publiques ne peut plus être tenue pour acquise. Les politiques ont tardé à s'adapter à cette situation nouvelle. Les tentatives faites pour remédier aux enjeux de compétitivité générés au fil du temps par les politiques mises en œuvre, notamment les subventions et les transferts généreux aux entreprises nationales, ont été peu utiles car elles n'ont pas contribué à résoudre les véritables problèmes. Les dépenses publiques ont progressé, pour partie au prix d'une baisse des investissements privés. Ce facteur et d'autres, notamment la dégradation des termes de l'échange, les troubles politiques et les allégations de corruption, ont entraîné une baisse des investissements d'environ 30 % depuis 2014. La hausse de l'inflation a été supérieure à 10 %. Dans ce contexte, la confiance dans les politiques économiques et les perspectives commerciales s'est sensiblement effritée, faisant basculer l'économie dans une récession profonde et prolongée en 2015, qui a anéanti près de 7 années de croissance et a fait doubler le taux de chômage (graphique 2). Les gains de productivité du travail ont commencé à stagner en 2010, avant même que la demande ne diminue.

**Graphique 2. L'économie se redresse après une profonde récession et la croissance de la productivité s'est ralentie**

Source : base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, Feenstra, Robert C., Robert Inklaar et Marcel P. Timmer (2015), « The Next Generation of the Penn World Table » American Economic Review, 105(10), 3150-3182, disponible pour téléchargement sur le site [www.gdpc.net/pwt](http://www.gdpc.net/pwt)

Pour que le niveau de vie puisse progresser encore, il faudra mettre en place une nouvelle stratégie en faveur d'une croissance verte et inclusive, qui garantisse véritablement une large répartition des bienfaits de la croissance dans l'ensemble de la population. La productivité devra devenir le principal moteur de l'activité, mais des investissements nettement plus élevés et un vaste programme de réformes microéconomiques devront être réalisés à cet effet, afin de contribuer aussi à la création de davantage d'emplois mieux rémunérés pour tous les Brésiliens. Il existe un lien étroit entre les gains de productivité et une plus grande inclusivité de la croissance. L'amélioration de la productivité exige une augmentation des investissements non seulement dans le capital physique, mais également dans les compétences des individus, ce qui à son tour aidera chacun à contribuer à des gains de productivité plus importants et à leur répartition dans tous les segments de la société (OECD, 2016<sup>e</sup>, World Bank, 2018).

Plusieurs faiblesses structurelles, masquées par l'envolée des prix des produits de base, ont désormais été mises en évidence. Dans le même temps, le rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire rendra plus difficile un consensus sur les réformes à mener, eu égard au système politique fragmenté, dans le cadre duquel le rapprochement des positions n'a été par le passé obtenu la plupart du temps qu'en sacrifiant l'efficacité des dépenses publiques. Sans une réforme importante des dépenses publiques obligatoires, le déficit budgétaire de 7.8 % du PIB et la dette publique de 74 % du PIB en novembre 2017 risquent de devenir intenable.

Le secteur public devra faire un choix politique difficile entre maintenir le statu quo ou réduire les transferts aux non-pauvres, tout en stimulant l'aide aux pauvres et aux ménages vulnérables pour continuer

de contribuer à la croissance et au progrès social, qui sont indissociables. Par le passé, la réduction des inégalités a résulté de la conjugaison d'une croissance solide, de l'amélioration correspondante des perspectives sur le marché du travail, d'un meilleur accès à l'éducation et des transferts sociaux. S'agissant de ces derniers, des programmes très efficaces et bien ciblés coexistent avec d'autres systèmes allouant des ressources importantes aux ménages de la classe moyenne et n'ayant que des effets très limités sur les inégalités et quasiment aucune incidence sur la pauvreté. Une répartition plus judicieuse des ressources entre les programmes sociaux et au sein de ceux-ci peut doper les perspectives de progrès social s'offrant au pays.

Le caractère généralisé des pratiques de corruption mis à jour par les récentes allégations touchant les échelons les plus élevés témoigne également d'importants problèmes en matière de gouvernance économique. Les exonérations fiscales, les prêts subventionnés, les politiques de soutien à l'industrie privilégiant certains secteurs et les irrégularités dans les contrats conclus avec des entités publiques ou des entreprises d'État ont abouti à la distribution de larges avantages économiques au secteur des entreprises, créant un terrain fertile à des comportements de recherche de rentes et à la corruption politique. Des rentes ont également été tirées des politiques protégeant des pans entiers de l'économie de la concurrence, grâce en particulier à des mesures de protection commerciale. Dans la pratique, ces politiques ont redistribué des ressources vers les classes aisées et rendu le processus de prise de décisions politiques moins transparent. Dans le même temps, elles ont bénéficié aux entreprises qui s'étaient employées à nouer des relations politiques et non à celles qui ont été les plus performantes. Une réexamen de ces politiques réduira les inégalités en matière de revenus et de débouchés et stimulera la productivité.

Mais les événements récents illustrent aussi un renforcement constant des institutions du Brésil, notamment de l'appareil judiciaire, qui a fait montre de son indépendance et n'a pas hésité à poursuivre et condamner de hauts responsables. Cette situation offre l'occasion au Brésil de prendre ses distances avec le passé et de continuer à renforcer son cadre institutionnel, de façon à réduire les vulnérabilités qui pourraient apparaître à l'avenir et peut-être à améliorer les perspectives de croissance à long terme. Les recherches internationales ont montré les liens puissants qui existent entre le bon fonctionnement des institutions et la croissance (Acemoglu et al. 2005).

En dépit des bouleversements politiques de ces dernières années, d'importantes réformes ont été approuvées (voir encadré 2). Amplifier cette dynamique de réforme aurait d'importantes retombées positives. Selon les estimations de l'OCDE, l'incidence à long terme sur le PIB de la poursuite des réformes structurelles serait de 20 % sur un horizon d'environ 15 ans (tableau 1), ce qui aurait un impact considérable sur les revenus (graphique 3) ainsi que sur les inégalités et la pauvreté même si ces bénéfices mettront peut-être un certain temps à se concrétiser. Les réformes qui auraient les répercussions positives les plus importantes sur la croissance sont celles qui permettraient d'améliorer les institutions, les réglementations commerciales, les marchés des capitaux et l'intégration commerciale. Parallèlement, l'économie politique de ces réformes ne sera pas facile à trouver. Il sera primordial de définir le bon calendrier, de déployer la bonne communication et de mener des politiques d'accompagnement efficaces pour s'assurer que les bénéfices qui en résulteront seront partagés par tous.

### **Encadré 2. Initiatives de réformes récentes et en cours**

**Depuis 2016, les réformes suivantes ont été mises en œuvre :**

- Une règle de dépenses prévoit un gel de la croissance des dépenses publiques primaires réelles au cours des 20 prochaines années.
- Un Conseil fiscal indépendant a été établi et a commencé à élaborer des rapports mensuels de qualité.
- Une réforme du marché des capitaux alignera les taux de prêt dirigés avec les taux du marché dans un délai de 5 ans au plus.

Cette réforme égalisera les conditions de concurrence et facilitera le développement des marchés de capitaux privés à long terme grâce à un nouveau taux d'intérêt à long terme fondé sur le marché, le TLP.

- La concurrence dans le secteur du pétrole et du gaz a été renforcée.

Les règles de contenu local ont été assouplies dans le secteur et la compagnie pétrolière d'État Petrobras n'a plus à être un partenaire dans chaque projet de forage en mer.

- Une réforme du marché du travail a éliminé les obstacles à une plus forte croissance de l'emploi formel.

À la suite de cette réforme, les accords au niveau des entreprises prévalent sur la loi, ce qui confirme une pratique de longue date et réduit les incertitudes juridiques. Dans le même temps, les droits fondamentaux des salariés sont restés non négociables.

- Une réforme du système d'éducation a été adoptée en 2016.

La réforme a réduit le nombre de matières obligatoires, laissant le choix entre plus d'options ainsi qu'une plus grande latitude pour adapter le contenu de l'enseignement aux élèves moins attirés par des études académiques, ce qui est de nature à contribuer à réduire les taux d'abandon scolaire.

- Une nouvelle loi sur l'immigration a été votée en 2017.

La nouvelle loi simplifie les procédures de demande de visa de travail et permet aux travailleurs déjà présents dans le pays de changer d'emploi sans avoir à demander un autre visa.

- Les crédits d'impôt sont désormais inscrits dans le registre des crédits et peuvent être utilisés par les entreprises comme sûretés d'un prêt.
- Le Brésil a demandé à adhérer aux Codes de l'OCDE de la libération des mouvements de capitaux et des opérations invisibles courantes.

**D'autres propositions de réforme sont actuellement examinées, notamment :**

- Un vaste projet de réforme des pensions de retraite a été soumis au Congrès, mais il n'a pas été voté. Un nouveau projet de réforme moins ambitieux devrait être soumis au Congrès dans un proche avenir.

Le projet de réforme initial soumis au Congrès fixait à 65 ans l'âge minimum de départ à la retraite et porte la durée minimale de cotisation de 15 à 25 ans, avec une disposition transitoire pour les personnes déjà proches de la retraite. Les règles s'appliquant aux femmes convergeront progressivement vers celles applicables aux hommes sur une période de 20 ans. Pour ceux qui reçoivent plus que la pension de retraite minimale, il faudra plus d'années de cotisations pour atteindre le même taux de remplacement que celui appliqué actuellement. Les pensions de réversion seront réduites et il a été proposé que le montant minimum de cette pension puisse être inférieur au salaire minimum.

- Un important programme de privatisation des entreprises d'État a été annoncé.
- Une réforme des faillites visant à accélérer les procédures d'insolvabilité a été élaborée.
- Un projet d'amélioration des registres des crédits vise à réduire les écarts de taux d'intérêt.

Ce projet élargira la couverture des informations factuelles figurant dans ces registres, comme l'historique des paiements des factures des services publics, sauf si la personne concernée choisit de garder ces informations confidentielles.

- Des plans pour une réforme fiscale sont actuellement en cours de discussion.

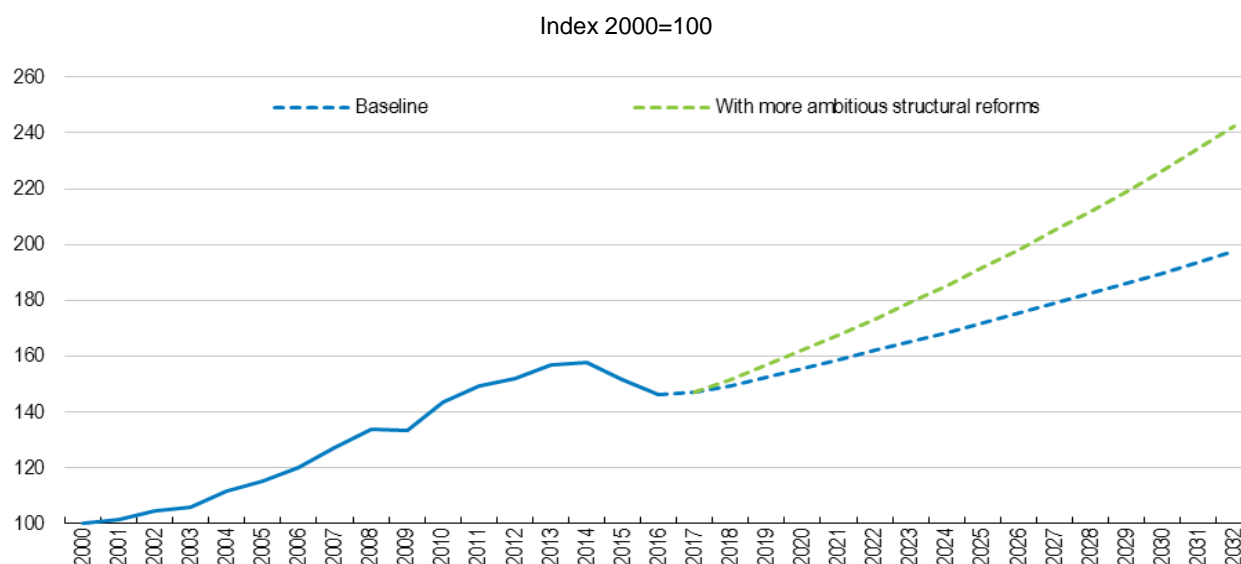
**Tableau 1. Les gains escomptés des réformes structurelles sont importants**

Incidence estimée de certaines réformes sur le PIB réel

Réforme	Incidence sur le PIB réel
Réduction des obstacles commerciaux ( <i>notamment par une baisse des droits de douane et un assouplissement des règles de contenu local</i> )	8 %
Réduction des obstacles à l'entrepreneuriat ( <i>notamment par un allègement des charges administratives et une simplification des prescriptions en matière de licences</i> )	5 %
Développement des marchés intérieurs des capitaux ( <i>notamment par la promotion de l'entrée du secteur privé sur les marchés des crédits à long terme</i> )	3 %
Réduction de la corruption ( <i>notamment par l'amélioration des lois sur la passation des marchés et des procédures de signalement</i> )	3 %
Amélioration de l'efficacité du secteur public ( <i>notamment par la réalisation d'audits et d'évaluations systématiques</i> )	2 %
<b>Toutes les réformes ci-dessus</b>	<b>21 %</b>
Correspondant à une augmentation du taux annuel moyen de croissance de :	1.4 % point

Note : Ces estimations ont été obtenues à partir : i) d'un indicateur chiffré de l'orientation de la politique du Brésil dans chaque domaine de l'action publique, tiré des Indicateurs de gouvernance mondiaux, de l'indice de la facilité de faire des affaires et des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; ii) d'une simulation de choc dû à l'action des pouvoirs publics, consistant à faire en sorte que le Brésil se rapproche de la moyenne de tous les pays couverts par les différents indicateurs ; iii) du cadre analytique défini par Egert pour quantifier l'impact des réformes (2017), proposant une estimation de l'impact des variations de l'indicateur relatif à la croissance de la production à long terme. Pour ce qui est de l'ouverture des échanges, le scénario part de l'hypothèse que le Brésil se rapproche de la moyenne de pays de taille similaire. Clairement, ces tentatives de quantification sont sujettes à une incertitude relative tant à l'ampleur des effets anticipés qu'à l'horizon temporel de leur concrétisation.

Source : Calculs de l'OCDE.

**Graphique 3. La croissance du PIB pourrait être beaucoup plus forte si les réformes structurelles étaient plus ambitieuses**

Note : Niveau de référence

Avec des réformes structurelles plus ambitieuses

Pour la projection de croissance de référence, on prend pour hypothèse la croissance retenue dans le tableau 2 puis une croissance de 2 % par la suite, alors que le scénario de réformes plus ambitieuses ajoute les gains de PIB qui devraient, selon les estimations, résulter des réformes structurelles supplémentaires visées dans le tableau 1.

Source : Estimations de l'OCDE établies à partir de la base de données des Perspectives économiques de l'OCDE

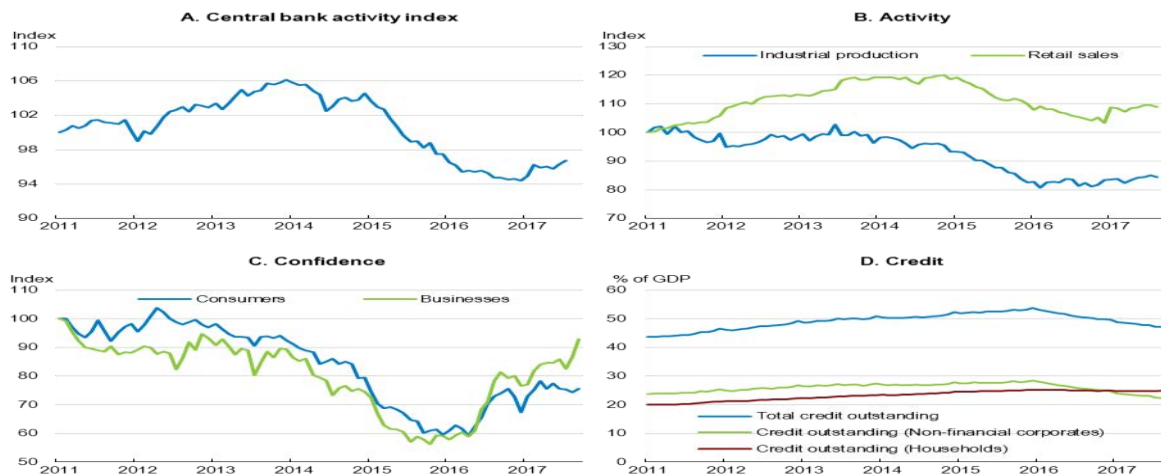
Dans ce contexte, les principaux messages de l'Étude sont les suivants :

- Stabiliser la dette publique et veiller à ce que l'inflation reste proche de la cible sont des priorités macroéconomiques essentielles. La nouvelle règle de dépenses jouera un rôle déterminant dans le rétablissement de la crédibilité de la politique budgétaire.
- Le bien-être pâtit sensiblement des fortes inégalités, qui touchent tant les revenus que les débouchés. Une plus grande efficacité des dépenses publiques, et en particulier des transferts publics, sera indispensable au progrès social. Sans des transferts bien ciblés, associés à d'autres améliorations dans les domaines de l'éducation et de la santé, il est impossible d'assurer une croissance plus inclusive.
- Augmenter l'investissement en améliorant le climat des affaires et l'accès au financement pourrait accroître la productivité et la croissance potentielle. L'élimination des goulets d'étranglement dans les infrastructures résultant d'années de sous-investissement sera déterminante.
- Une plus grande intégration à l'économie mondiale stimulerait la croissance potentielle et la productivité grâce à une concurrence accrue et à des gains d'efficacité et permettrait de prendre part aux bénéfices du commerce international. Elle favoriserait également la création de davantage d'emplois à plus forte productivité et à plus hauts salaires et encouragerait un plus grand nombre de travailleurs à rejoindre le secteur formel.

### L'économie sort progressivement de la récession

Après avoir fléchi pendant huit trimestres consécutifs, la croissance s'est redressée au début de 2017. Une plus grande détermination des autorités à assurer la viabilité budgétaire et la mise en œuvre de plusieurs réformes structurelles ont amélioré la confiance et les indicateurs à court terme (graphique 4). Le chômage a atteint un point haut de 13,3 %, puis a commencé à reculer. Le mouvement de contraction du crédit total au secteur privé se poursuit en glissement annuel, mais le crédit aux ménages s'est sensiblement redressé.

**Graphique 4. Après une profonde récession, l'économie se redresse**

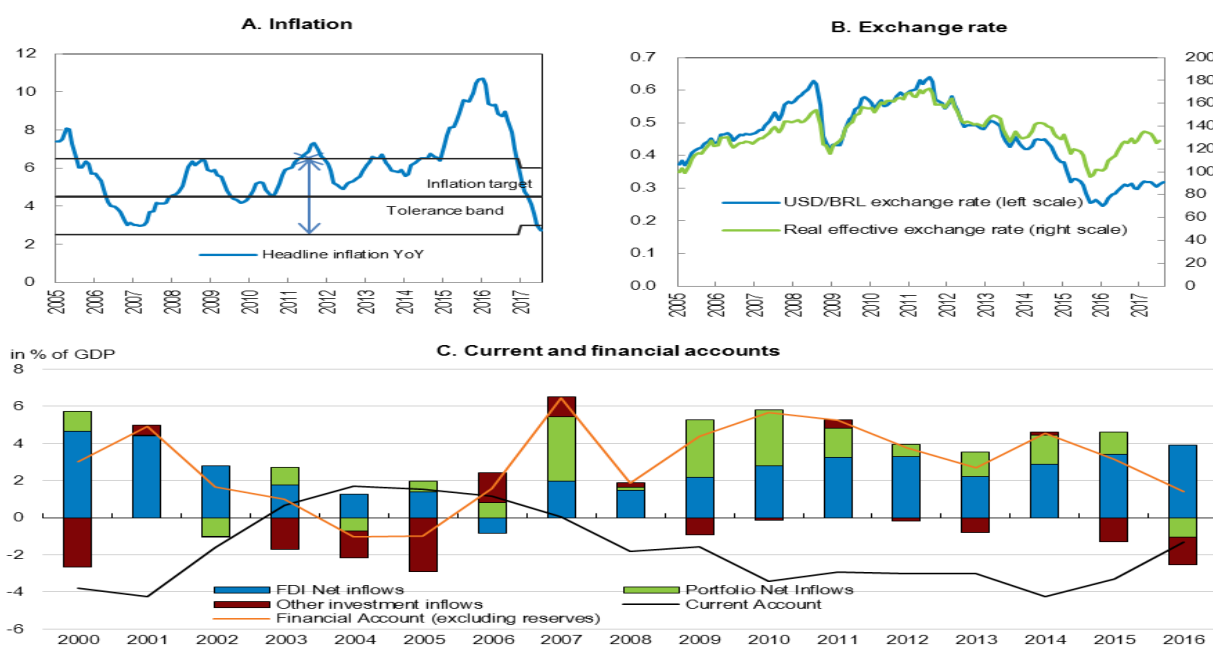


Source : Banque centrale, CEIC.

Le taux d'inflation annuel s'est sensiblement réduit, passant d'un sommet de plus de 10 % en janvier 2016 à moins de 3 % en janvier 2018, soutenant les revenus réels des ménages et ouvrant la voie à des réductions notables des taux d'intérêt. La consommation privée a commencé à augmenter et gagnera de la vigueur à mesure que la croissance de l'emploi s'accélèrera et que la masse salariale en volume progressera. Grâce à des conditions extérieures favorables, la progression des exportations devrait dépasser celle des

importations, ce qui se traduira par une nouvelle amélioration de la balance commerciale. Le taux de change s'est déprécié sensiblement depuis 2012, tant en valeur nominale qu'en valeur réelle (graphique 5.) Le déficit de la balance courante s'est contracté, la balance commerciale devenant excédentaire. L'investissement étranger direct, qui est plusieurs fois supérieur à ce déficit, restera élevé, tandis que les entrées d'investissement de portefeuille, qui étaient devenues négatives en 2016, mais se sont redressées depuis, seront dynamisées par une faible hausse des taux d'intérêt dans les pays avancés. On assiste à une nette dépréciation du taux de change depuis 2011, tant en termes nominaux qu'en termes réels (graphique 5).

**Graphique 5. L'inflation s'est ralentie, le taux de change s'est déprécié**



Source : Banque centrale, CEIC.

La croissance devrait se renforcer en 2018 et 2019 (tableau 2). En supposant qu'une part importante des projets de réforme en cours seront mis en œuvre, la confiance et l'assouplissement des conditions de crédit soutiendront l'investissement. La politique monétaire peut continuer d'offrir un appui en assurant le maintien du bas niveau actuel des taux d'intérêt dans un contexte de sous-emploi important des ressources dans l'économie, même si l'évolution dépendra en grande partie du succès de l'ajustement budgétaire. Dans un contexte de pressions inflationnistes modérées et eu égard à la nécessité de garantir la viabilité des comptes publics, un tel panachage de mesures semble approprié.



**Tableau 2. Indicateurs macroéconomiques**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB réel	0.5	-3.8	-3.5	1.1	2.2	2.4
Consommation privée	2.3	-3.9	-4.4	1.1	3.0	2.5
Consommation publique	0.8	-1.1	-0.6	-0.5	0.7	1.3
Investissement	-4.2	-13.9	-10.3	-2.5	2.5	2.7
Demande intérieure finale	0.7	-5.3	-4.6	0.2	2.5	2.3
Variation des stocks <sup>1</sup>	-0.3	-1	-0.5	0.7	-0.5	0
Exportations	-1	6.3	1.7	6.6	5.9	4.5
Importations	-1.9	-13.9	-10.3	5.0	5.0	3.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	0.2	2.6	1.7	0.2	0.2	0.2
Inflation (moyenne pour l'année)	6.3	9.0	8.7	3.6	3.9	4.2
Inflation (fin de période)	6.4	10.7	7.0	3.2	4.2	4.2
Chômage	6.8	8.5	11.5	12.7	11.2	9.4
Solde budgétaire (pourcentage du GDP)	-6.0	-10.2	-9.0	-7.8	-8.0	-7.3
Solde primaire (pourcentage du PIB)	-0.6	-1.9	-2.5	-1.7	-2.3	-1.8
Dette du secteur public (brute, pourcentage du PIB)	56.3	65.5	69.9	74.	77.1	81.1
Solde de la balance des opérations courantes (pourcentage du PIB)	-4.3	-3.1	-1.3	-0.7	-1.9	-1.9

1. Contribution aux variations du PIB en volume.

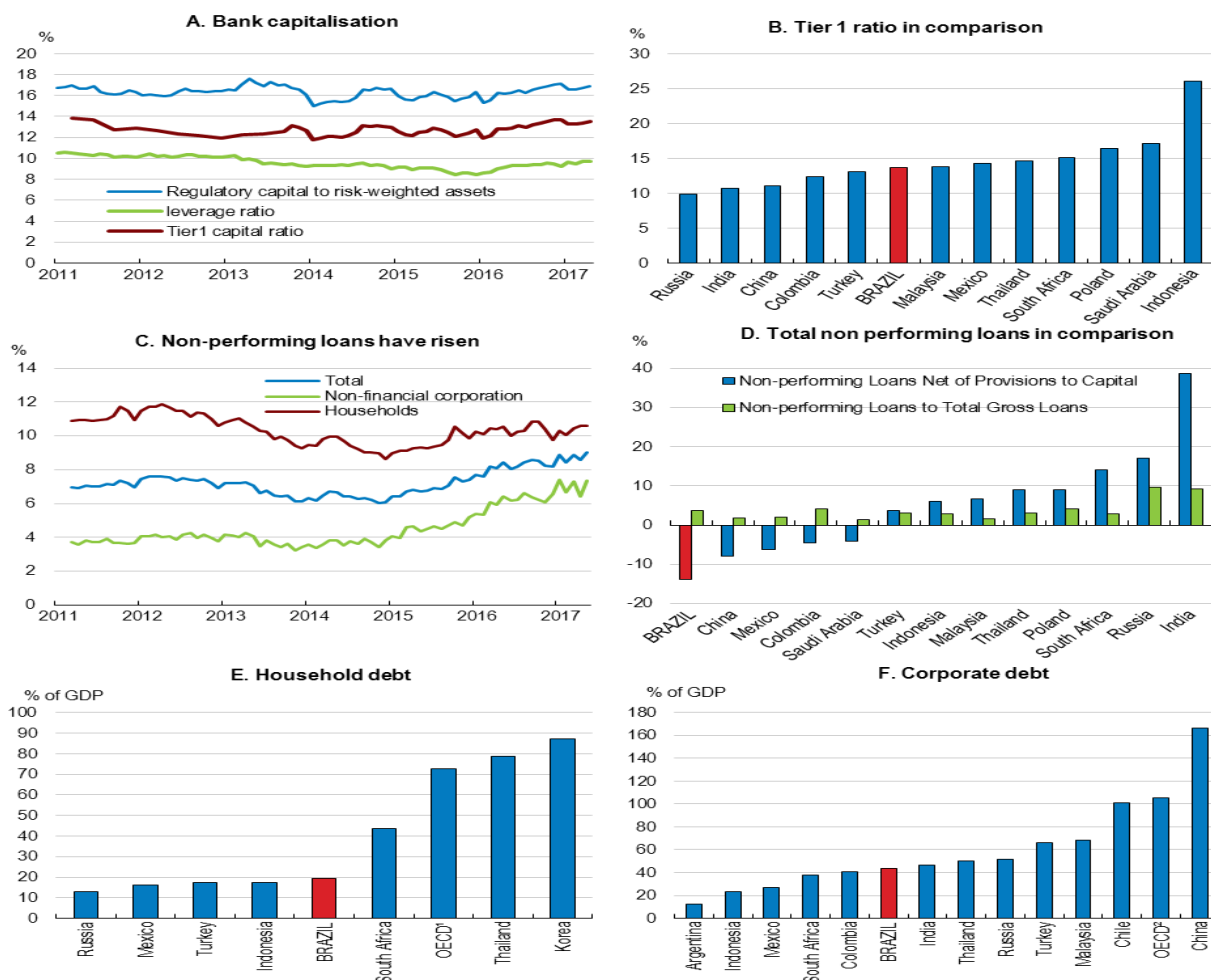
Source : Projections de l'OCDE, base de données des Perspectives économique de l'OCDE, Banque centrale.

### *Les risques liés aux évolutions politiques sont importants*

Parmi les risques qui pèsent sur ces projections figurent l'incapacité de mettre en œuvre les réformes prévues, comme le nécessaire ajustement budgétaire. Si la nouvelle règle de dépenses n'est pas respectée, une dynamique budgétaire non viable pourrait réduire la confiance et faire retomber le pays dans la récession. En particulier, une réforme réussie du régime de retraite, sans laquelle la règle de dépenses ne peut pas être appliquée à moyen terme, servira de révélateur de la capacité des autorités de mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles. La plus grande volatilité des marchés des capitaux, associée à une normalisation de la politique monétaire des États-Unis, pourrait également présenter des risques pour le Brésil, même si les épisodes d'instabilité ont été bien gérés par la Banque centrale par le passé. Les réserves et la part importante des IED dans les entrées de capitaux devraient atténuer les risques de change.

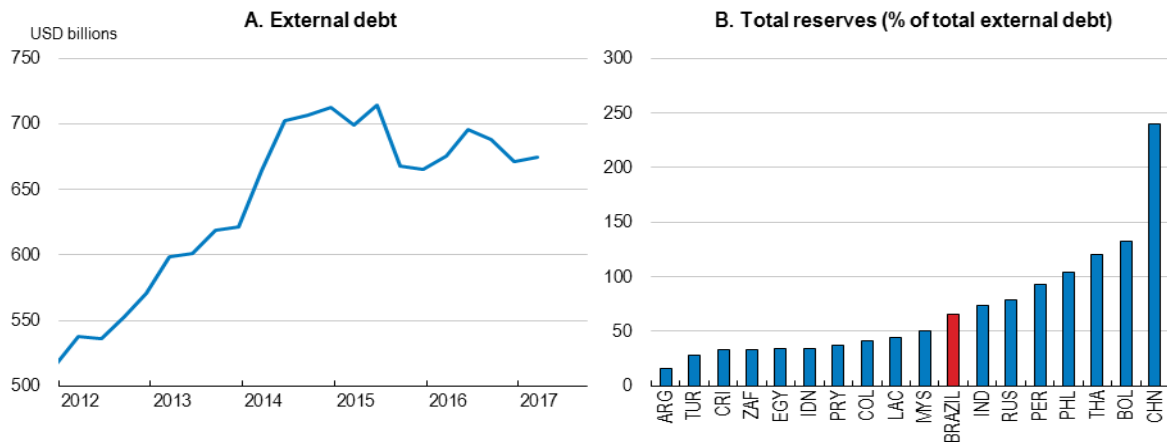
Dans le secteur bancaire, la capitalisation va au-delà des prescriptions réglementaires, ce qui réduit les risques au niveau de la solvabilité (graphique 6). Les résultats des tests de résistance montrent une aptitude à résister à des chocs importants touchant la croissance ou les primes de risque (BCB, 2017; IMF, 2017a). D'une certaine manière, la grave récession a servi de test de résistance en grandeur réelle pour les institutions financières, qui l'ont anticipée, en renforçant les normes de crédit et en augmentant les revenus qu'elles tirent des droits et commissions, et qui sont restées solides. Toutefois, les prêts improductifs ont augmenté et environ un tiers des entreprises doivent acquitter des paiements d'intérêts qui dépassent leurs gains. Dans les scénarios défavorables, cette proportion pourrait passer à 40 %, soit environ 15 % de l'encours total de la dette des entreprises (IMF, 2017a). Du côté des ménages, l'éducation financière a une contribution à apporter à la prise de décisions prudentes en matière d'emprunt, et à la qualité des actifs qui en résulte, ainsi qu'à l'amélioration de l'inclusion financière (Banco Central do Brasil, 2015, OECD, 2015h).

**Graphique 6. Les marchés des capitaux sont porteurs de risques, mais ceux-ci paraissent gérables**



1. Moyenne non pondérée de 24 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données.  
 2. Moyenne non pondérée de 30 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données.  
 Source : CEIC, Banque centrale.

La flexibilité du taux de change agit comme un amortisseur, mais en interaction avec une dette en devises non couverte, elle peut être source de risques. Le secteur des entreprises, dont la dette représente près de 3.6 % du PIB, doit faire face à un risque de change car les passifs non couverts en devises étrangères des entreprises non exportatrices représentent environ 9 % du PIB (BCB, 2017). En revanche, la dette extérieure ne constitue pas un point faible du secteur public, car seuls 4 % de la dette publique sont libellés en devises et 12.7 % des titres de dette publique sont détenus par des non-résidents. Au niveau de l'ensemble de l'économie, la dette extérieure a augmenté ces 5 dernières années, mais elle est plus faible que dans la plupart des économies de marché émergentes (graphique 7). Le montant total de la dette extérieure devant être refinancé sur une période de 12 mois représente 40 % des réserves en devises.

**Graphique 7. La dette extérieure a augmenté mais les réserves monétaires sont élevées**

1. La définition de la dette extérieure utilisée ici englobe les prêts entre interentreprises et les titres nationaux à revenu fixe détenus par des non-résidents.

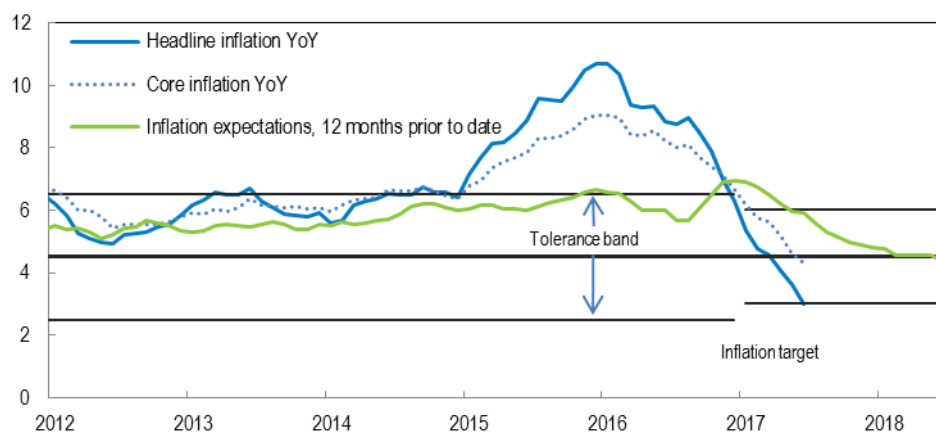
Source : CEIC, Banque centrale.

**Tableau 3. Principales vulnérabilités**

Incertitude	Résultat possible
Défauts de paiement dans le secteur des entreprises	En cas de diminution de leurs bénéfices ou d'une augmentation du service des intérêts, les entreprises très endettées pourraient être confrontées à des difficultés de paiement, avec des pertes en capital concomitantes pour le secteur bancaire. Ce risque est réduit par les provisions importantes constituées par les banques pour couvrir les crédits.
Important ralentissement économique en Chine	Le Chine représente un quart des exportations brésiliennes. Une baisse de la demande d'importations de ce pays et un repli des prix des matières premières entraînerait un fléchissement des exportations et de la croissance. Le secteur des matières premières représente 64 % des exportations brésiliennes, mais seulement 7 % du PIB.

### L'inflation a diminué, mais l'intermédiation financière pourrait être améliorée

L'inflation a commencé à augmenter au début de 2014 et elle est passée à près de 11 % au début de 2016 sous l'effet, entre autres facteurs, d'ajustements tardifs des prix administrés. Depuis lors, elle est tombée nettement au-dessous de l'objectif de 4,5 % fixé par la Banque centrale (graphique 8). L'inflation sous-jacente est revenue sous la barre des 4,5 % et les prévisions restent bien ancrées autour de l'objectif, ce qui représente une rupture avec le passé récent. La politique monétaire restrictive menée jusqu'à la mi-2016 a permis de contenir l'inflation, à la faveur d'une amélioration des attentes du marché concernant les politiques macroéconomiques, de l'évolution des prix des produits alimentaires, de la faiblesse de la demande intérieure et de la dissipation des effets des prix administrés.

**Graphique 8. L'inflation et l'inflation sous-jacente ont ralenti, alors que les anticipations convergent vers le taux cible**

Source : CEIC, Banque centrale.

Face à la baisse de l'inflation, la Banque centrale a réduit à plusieurs reprises le taux directeur (taux Selic), qui a été ramené de 14,25 % en octobre 2016 à 6,75 % en février 2018 (graphique 9), soit un niveau proche de celui résultant de l'application de la règle de Taylor, même si l'évolution dépendra beaucoup de la dynamique budgétaire (IFI, 2017d). Le marché du travail est encore en situation de sous-emploi, avec un taux de chômage toujours élevé. Le recul de l'emploi tient également à la baisse des taux d'activité, notamment parmi les jeunes. L'objectif d'inflation a été réduit à 4,25 % et à 4 % pour 2019 et 2020, respectivement.

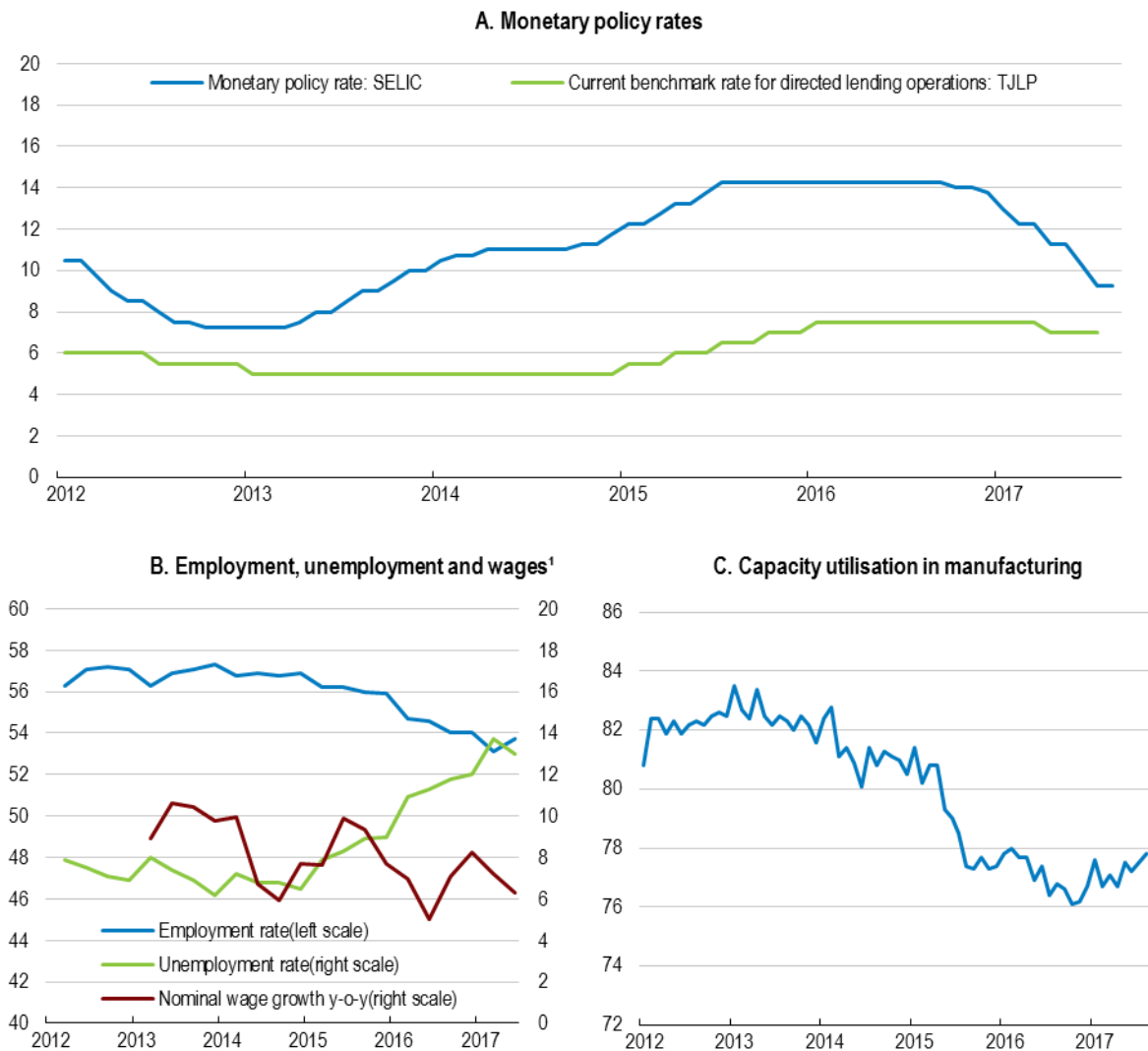
Même si la Banque centrale a récemment agi de façon indépendante, l'efficacité de la politique monétaire pourrait être encore améliorée en officialisant cette indépendance et en faisant en sorte qu'elle ne puisse être remise en cause par d'éventuelles ingérences politiques. Fixer une durée déterminée pour le mandat du Gouverneur de la Banque centrale et des membres du Comité de politique monétaire, pendant laquelle les intéressés ne peuvent pas être révoqués, serait conforme à la pratique actuellement suivie dans la plupart des pays pratiquant le ciblage de l'inflation (Hammond, 2012). En outre, la préservation de l'indépendance financière de la Banque centrale, notamment grâce à un budget et à des niveaux de fonds propres suffisants, est indispensable pour maintenir une forte crédibilité. Au Chili et au Mexique, l'indépendance de la Banque centrale est officiellement acquise depuis plus de 20 ans, avec notamment des membres du Conseil nommés pour de longs mandats de durée déterminée.

Le secteur financier compte de nombreuses banques publiques et privées, mais la plupart d'entre elles opèrent uniquement sur le segment à court terme. Les crédits à long terme, de plus de 3 ans, sont presque exclusivement consentis dans le cadre d'opérations de prêt dirigées, en particulier par la Banque nationale de développement (BNDES), alors que les marchés des capitaux nationaux privés ne représentaient que 8 % du financement des investissements en 2016. Il n'y a pas de données empiriques montrant que les augmentations marquées des prêts de cette banque à certains secteurs en particulier depuis 2008, avec des subventions atteignant plus de 2 % du PIB en 2015, ont contribué à prévenir une baisse considérable des investissements (World Bank, 2017 ; Bonomo et al., 2014 ; Ribeiro, 2016). Toutes les autres entreprises qui cherchent à financer leurs investissements sont confrontées à de graves contraintes de crédit, des taux de prêt élevés et des échéances courtes.

Par le passé, les crédits dirigés étaient fondés sur un taux de référence indépendant mais bien inférieur au taux de la politique monétaire, avec des taux d'intérêt réels négatifs pendant de nombreuses années. Une

nouvelle loi, approuvée en septembre 2017, prévoit un alignement progressif des taux des crédits dirigés avec les taux du marché d'ici à 2022 au plus tard, même si l'alignement pourrait de fait intervenir pour une large part plus tôt. La nouvelle loi devrait renforcer le canal de transmission de la politique monétaire par la voie du crédit, conformément à ce qui avait été recommandé dans l'Étude économique du Brésil, publiée par l'OCDE en 2015. Elle permettra en outre le développement des marchés privés de crédit à long terme en égalisant les conditions de concurrence entre prêteurs publics et prêteurs privés. (tableau 5). Le secteur financier sophistiqué, composé de banques nationales et étrangères, et dépourvu concrètement d'obstacles majeurs à l'entrée, sera vraisemblablement en mesure de procurer des financements à long terme à l'avenir. Si des difficultés se présentaient, il se pourrait qu'il faille prendre d'autres mesures.

**Graphique 9. La politique monétaire a réagi au recul des pressions inflationnistes**



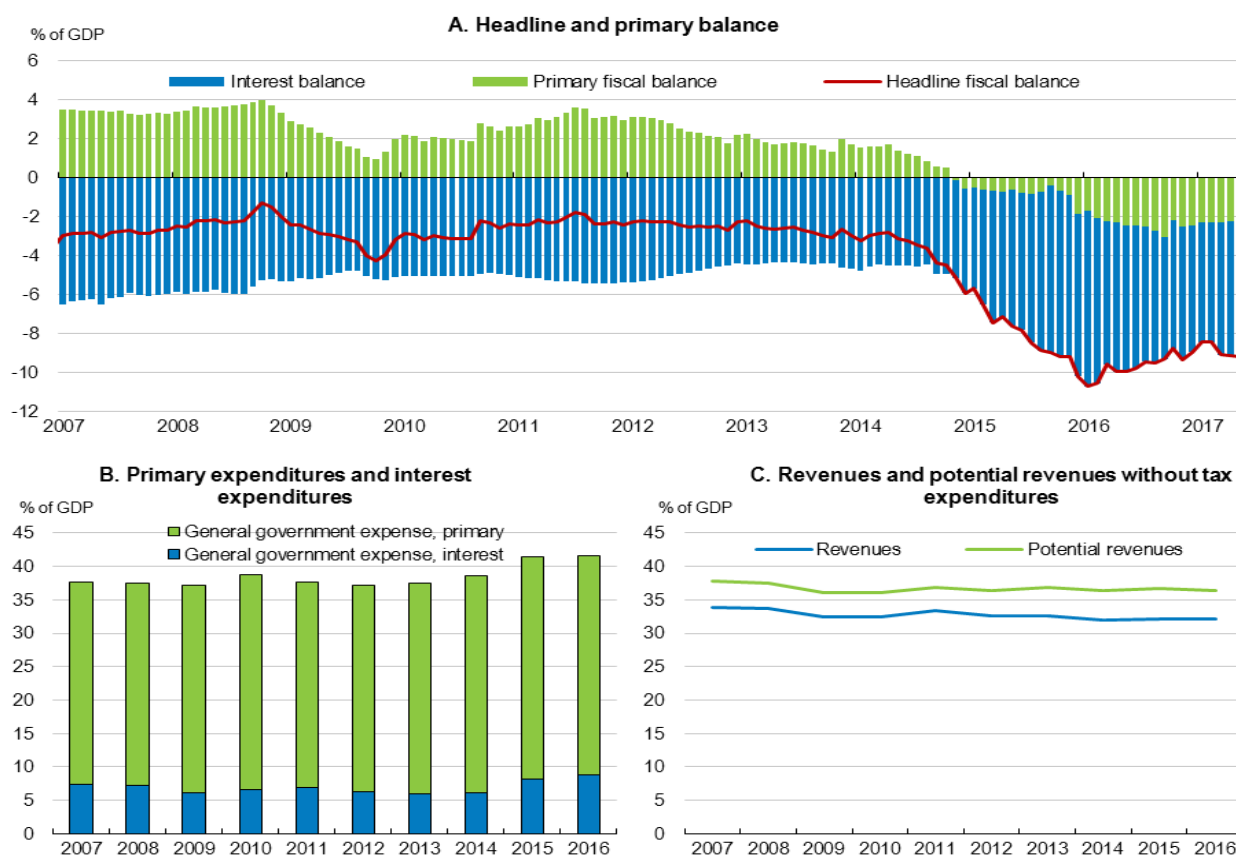
Source : CEIC, Banque centrale.

### Les résultats budgétaires doivent être améliorés pour assurer la viabilité de la dette publique

Les résultats budgétaires se sont nettement dégradés depuis 2014, lorsque le solde primaire (solde hors paiements d'intérêts) est devenu négatif après plus d'une décennie d'excédents, en raison principalement

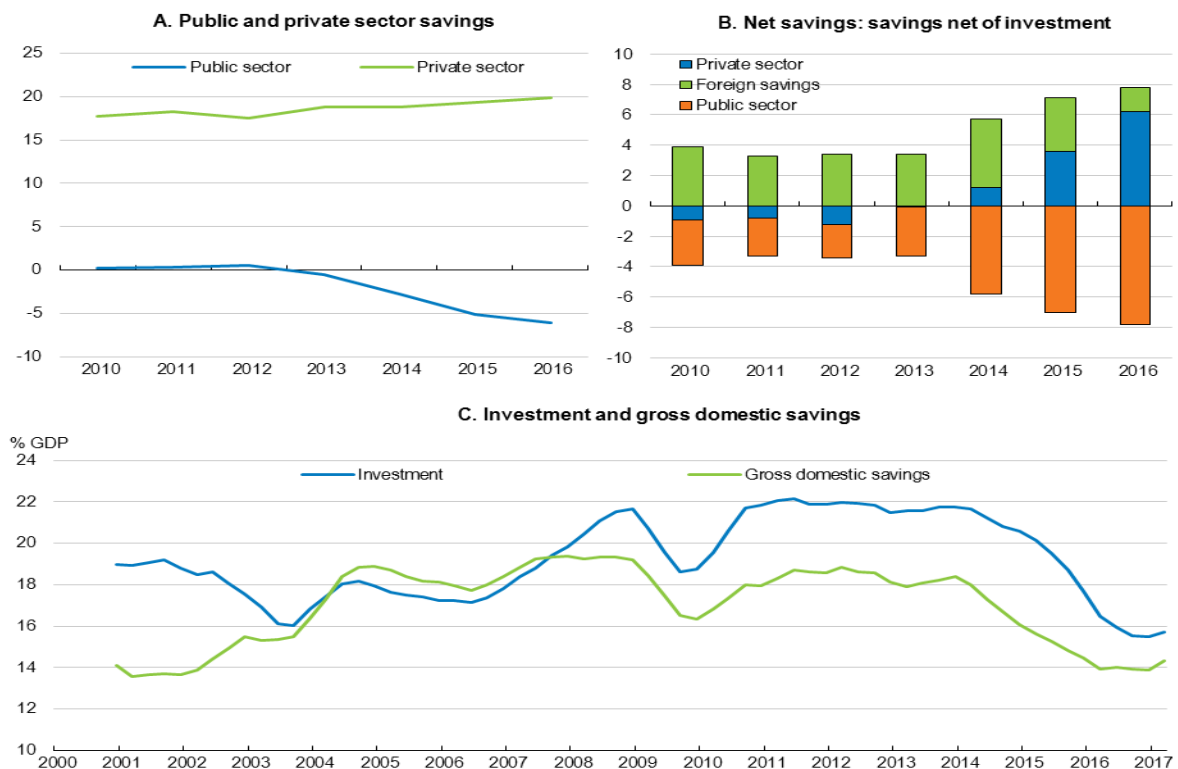
d'augmentations des dépenses, notamment des dépenses fiscales (graphique 10). Le déficit primaire actuel de 1.7 % du PIB (novembre 2017) est nettement en deçà de l'excédent primaire requis pour stabiliser la dette publique à moyen terme, qui se situe, selon les estimations, à environ 2 % du PIB. Les dépenses au titre des paiements d'intérêts sont tombées de 9 % du PIB en janvier 2016 à 6.1 % et elles devraient encore baisser puisque les dettes venant à échéance sont reconduites avec des taux d'intérêt plus faibles. Les recettes fiscales, qui s'élèvent à 32 % du PIB, sont proches de la moyenne de 34 % de l'OCDE. Le déficit budgétaire global s'établissait à 7.8 % du PIB en décembre 2017. La situation budgétaire d'un petit nombre d'états brésiliens s'est considérablement détériorée ces dernières années, ce qui peut faire naître des risques budgétaires bien que des mesures aient été prises pour contenir ces risques. (IMF, 2017a).

**Graphique 10. Les résultats budgétaires se sont fortement dégradés**



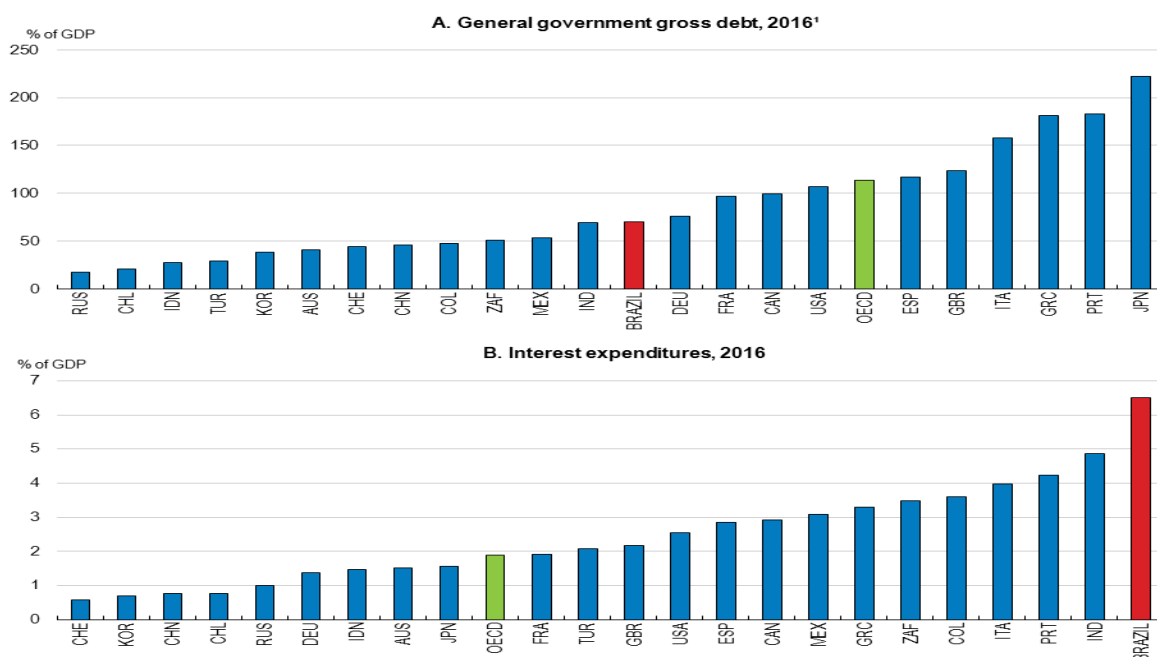
Source : Banque centrale, Trésor brésilien.

L'augmentation du déficit public a également réduit l'épargne intérieure et évincé l'investissement privé, qui a plus ou moins suivi l'évolution de l'épargne intérieure brute au fil des ans (graphique 11). Comme l'investissement public a également diminué, l'investissement privé a été remplacé par la consommation publique.

**Graphique 11. L'investissement est étroitement lié à l'épargne intérieure**

Source : IBGE, CEIC, CEMEC (2017).

Le montant brut de la dette publique s'est accru d'environ 20 points de pourcentage du PIB ces 3 dernières années et il s'établit actuellement à 74 % du PIB (décembre 2017), selon la méthode de calcul officielle du Brésil. L'augmentation des dépenses comme la baisse des recettes dans le contexte de la récession ont contribué à cette augmentation. Ce niveau de dette est important pour une économie de marché émergente (graphique 12, partie A). Le coût moyen de la dette du Brésil, à près de 10 %, et les dépenses au titre des intérêts, de 6.1 % du PIB (décembre 2017), sont parmi les plus élevés au monde (graphique 12, partie B). Même s'il est difficile de trouver des explications au haut niveau des taux d'intérêt observé au Brésil, l'instabilité macroéconomique historique, le bas niveau de l'épargne publique et privée, le peu de confiance dans la dynamique budgétaire, l'inflation élevée du passé et la segmentation du marché du crédit ont probablement joué un rôle (Segura-Ubiergo, 2012).

**Graphique 12. La dette publique se situe à un niveau intermédiaire, mais les dépenses d'intérêts sont élevées**

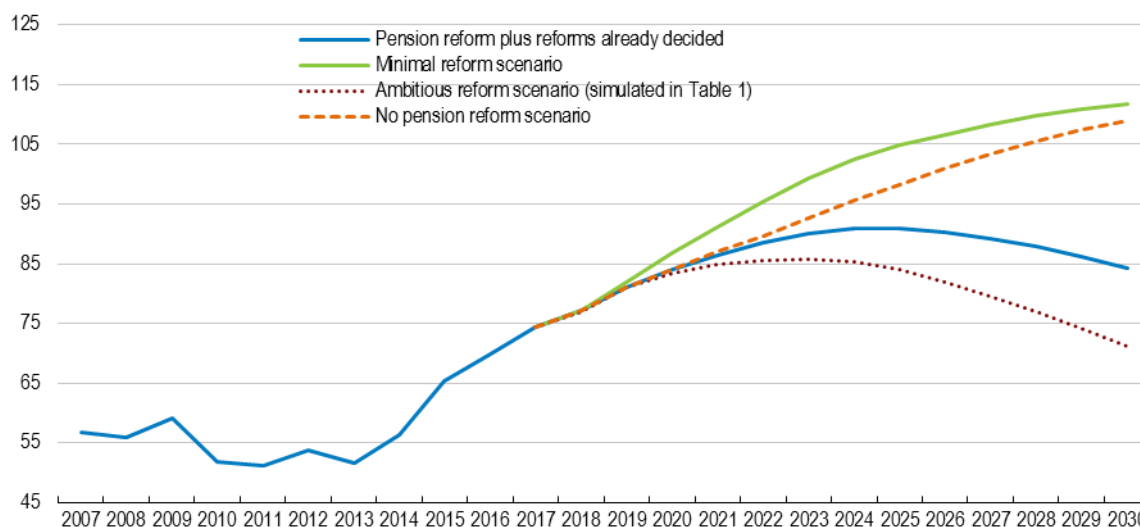
1. Sur la base de la définition de la dette du FMI, qui comprend aussi les titres détenus par la banque centrale, lesquels ne sont pas inclus dans la dette brute d'après la méthode officielle du Brésil.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, Perspectives économiques mondiales du FMI, 4/ 2017, Banque central du Brésil.

Les simulations de la dette donnent à penser que la dette brute continuera d'augmenter jusqu'en 2024, atteignant environ 90 % du PIB, pour diminuer progressivement par la suite (graphique 13). Ces simulations sont fondées sur l'hypothèse que les objectifs budgétaires actuels sont atteints par le présent gouvernement et le gouvernement futur et que la règle de dépenses est respectée. Toutefois, la trajectoire de la dette est très sensible à la mise en œuvre du programme de réformes. Dans un scénario dans lequel seules des réductions minimales des dépenses obligatoires peuvent être réalisées et le déficit primaire est réduit, mais sans passer à un excédent, le rapport de la dette au PIB continuera d'augmenter sans limites et ne sera pas viable. En revanche, dans un scénario de réforme ambitieux comme celui du tableau 1, tablant sur 1.4 point supplémentaire de croissance du PIB à partir de 2021, la dette devrait se stabiliser plus tôt et revenir aux niveaux actuels d'ici à 2027.

Durant les prochaines années, les objectifs budgétaires vont dans le sens d'une amélioration progressive du solde primaire, qui reviendrait à -0.6 % du PIB d'ici à 2020, par rapport au niveau actuel de -1.7 %. Au-delà de 2020, la nouvelle règle budgétaire deviendra contraignante, limitant en substance le taux de croissance de presque toutes les dépenses primaires de l'administration centrale au niveau du taux d'inflation pendant les 20 prochaines années, avec une possibilité de révision au bout de dix ans. La règle prévoit un mécanisme crédible de mise en œuvre et seuls les transferts au bénéfice des administrations infranationales, les dépenses d'urgence, les dépenses liées au processus électoral et certaines dépenses d'éducation et augmentations de capital d'entreprises publiques sont exclus. La mise en place d'une telle règle a été recommandée dans l'Étude économique du Brésil de 2015 (tableau 5).



**Graphique 13. Trajectoire de la dette publique**

Note : Dans le scénario de référence, le déficit primaire est le même que dans les objectifs du gouvernement. Par conséquent, sur la base des projections du PIB de l'OCDE, le solde primaire est de -2,3 %, -1,8 % et 0,6 % du PIB pour 2018, 2019 et 2020, respectivement. Après 2020, le respect de la règle des dépenses est retenu comme hypothèse. Le taux de change et le taux d'intérêt sont censés rester constants pendant la période sur laquelle portent les projections. La croissance du PIB est supposée se situer aux mêmes niveaux que dans le tableau 2 et rester constante à 2 % après 2019. Le scénario de réformes minimales prend pour hypothèse un ralentissement de la réduction des dépenses obligatoires, le solde primaire ne revenant pas à l'équilibre avant 2030. Le scénario de réformes ambitieuses part de l'hypothèse de réformes structurelles qui stimulent la croissance de la productivité (voir tableau 1) et se traduit par une croissance du PIB de 3,4 % au cours de la période 2021-2027. Le scénario sans réforme des pensions part de l'hypothèse de l'absence de toute réforme notable des paramètres du régime des pensions.

Source : Calculs de l'OCDE.

Alors que les objectifs actuels sont tout juste suffisants pour stabiliser la dette publique, le respect de la règle de dépenses sera difficile. La dégradation des comptes budgétaires tient à une évolution peu viable des dépenses primaires, qui ont progressé près de 3 fois plus vite que le PIB au cours de la dernière décennie. Les dépenses discrétionnaires, qui comprennent les investissements publics et les transferts monétaires aux pauvres, représentent seulement 20 % des dépenses primaires de l'administration centrale et n'offrent pas beaucoup de possibilités d'économies supplémentaires. La règle de dépenses ne peut être respectée que moyennant des réductions ambitieuses des dépenses obligatoires, peu flexibles, et c'est la principale voie qu'il conviendrait de suivre à l'avenir. Faute de quoi, la viabilité de la dette publique serait menacée, avec le risque d'une grave crise budgétaire à moyen terme. L'inconvénient de cette option est que les réformes des dépenses obligatoires sont politiquement plus difficiles car elles exigent l'approbation du Congrès. L'avantage est qu'elle offre d'importantes possibilités d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de réduire les dépenses fiscales, comme les exonérations et les taux réduits, sans nuire à la réalisation des objectifs sociaux et économiques.

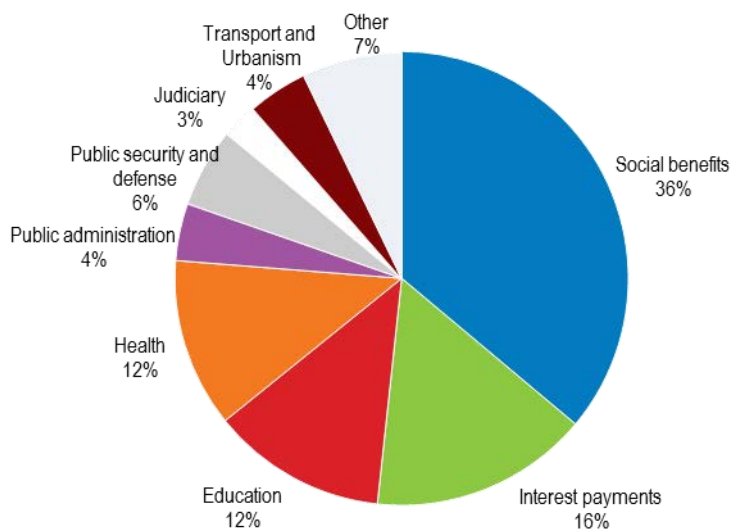
### ***Renforcement de l'efficacité des dépenses publiques, y compris les dépenses fiscales***

Le Brésil a consacré plus de 15 % du PIB aux prestations sociales en 2016, ce qui correspond à 35 du total des dépenses du secteur public (graphique 14). Les prestations sociales représentent plus de la moitié de l'augmentation des dépenses primaires et continuent à croître plus rapidement que le PIB. Plusieurs de ces programmes revêtent une importance déterminante pour une croissance plus inclusive mais beaucoup peut être fait pour accroître la rentabilité sociale grâce à un meilleur ciblage en faveur de ceux qui ont le plus besoin d'une aide. Dans certains cas, il faudra réexaminer les droits acquis pour réduire les inégalités entre

les générations, en admettant que l'État a fait des promesses qui ne peuvent être tenues pour les générations futures.

**Graphique 14. Principaux domaines fonctionnels des dépenses publiques**

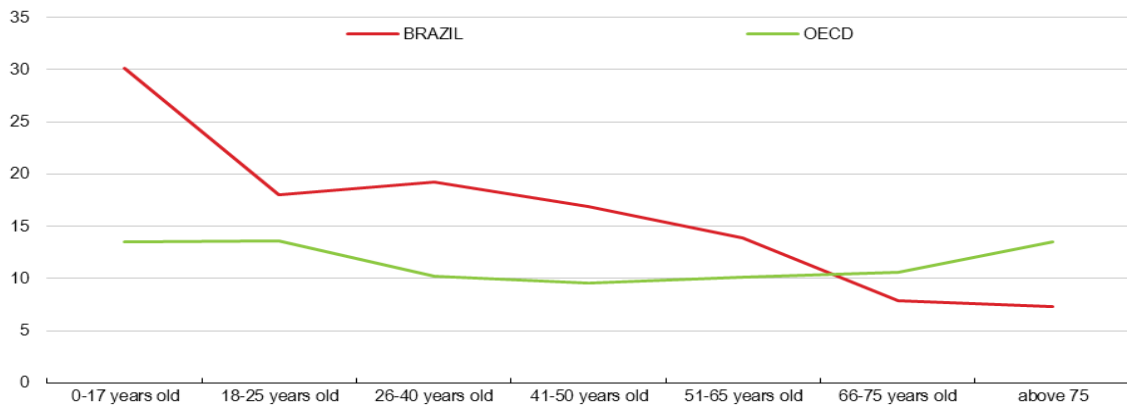
En pourcentage des dépenses totales du secteur public, 2016



*Note* : une part non négligeable des 4.5 % de son PIB que le Brésil consacre à des programmes de développement du secteur privé n'apparaît pas dans cette ventilation des dépenses car il s'agit de dépenses fiscales. Une partie du coût des transferts opérés dans le passé par le Trésor brésilien au profit de banques publiques, ayant permis une expansion des opérations de prêts subventionnés, est comptabilisée dans les paiements d'intérêts dans les comptes publics car le Trésor brésilien a émis des titres de dette supplémentaires pour financer ces transferts.

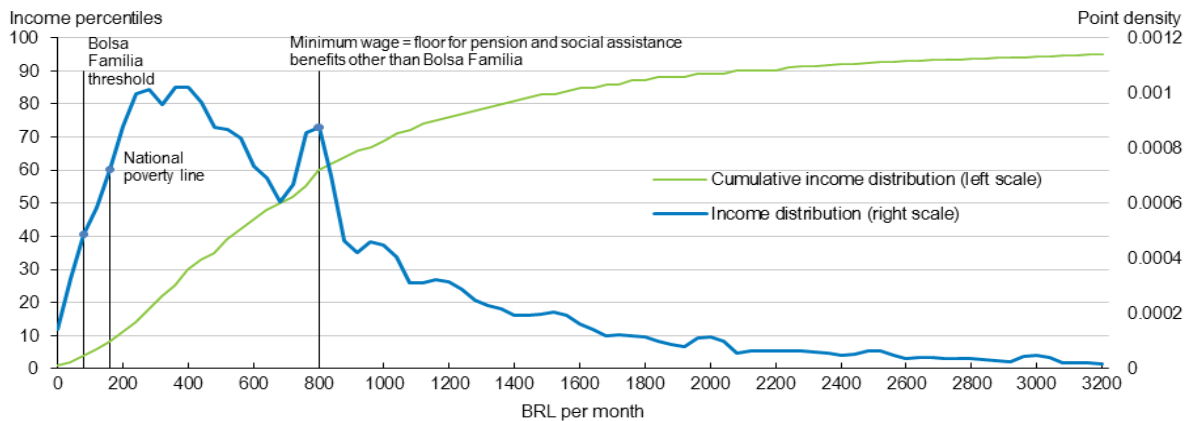
*Source* : Calculs de l'OCDE fondés sur les données du Trésor.

Une part importante et croissante des prestations sociales est versée à des ménages qui ne sont pas pauvres, ce qui réduit leur impact sur les inégalités et la pauvreté. La pauvreté frappe déjà le plus fortement les enfants et les jeunes (graphique 15). Limiter les futures augmentations des prestations sociales qui bénéficient essentiellement à la classe moyenne pourrait contribuer à accroître les transferts sociaux ayant un fort impact sur la réduction des inégalités et visant particulièrement les enfants et les jeunes, comme le dispositif de transferts monétaires conditionnels *Bolsa Família*. Les conditions auxquelles sont assujettis ces transferts en matière de fréquentation scolaire et de contrôles médicaux contribuent également à réduire les inégalités en matière d'éducation et de santé, ce qui à son tour renforce la productivité.

**Graphique 15. La pauvreté est relativement élevée chez les jeunes**

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution du revenu.

D'après la Constitution du Brésil, de nombreuses prestations sociales ne peuvent être inférieures au salaire minimum, mais le niveau actuel du salaire minimum est près de 7 fois supérieur au seuil de pauvreté (graphique 16). En fait, il est même supérieur au revenu médian puisque plus de 56 % des Brésiliens ont un revenu inférieur au salaire minimum. Celui-ci a augmenté rapidement au cours des années et, en valeur réelle, il est aujourd'hui supérieur de 80 % à son niveau d'il y a 15 ans, alors que le PIB par habitant n'a augmenté que de 23 %. Le maintien du salaire minimum comme plancher pour de nombreuses prestations sociales conduira probablement à de nouvelles hausses rapides, de sorte qu'une part toujours plus grande de ces prestations ira à ceux qui disposent de revenus supérieurs au niveau médian et non aux pauvres.

**Graphique 16. Les différents niveaux de revenu ne bénéficient pas tous des mêmes prestations**

Comment lire ce graphique : La ligne bleue représente la distribution du revenu du Brésil (ou la fonction de la densité de points). Des valeurs plus élevées impliquent que plus nombreux sont ceux qui ont des revenus du niveau correspondant à l'axe horizontal. La ligne verte est la fonction de distribution cumulative, illustrant le nombre de personnes qui ont un revenu égal ou inférieur au niveau de revenu correspondant à l'axe horizontal. Le salaire minimum de 788 BRL en 2015, par exemple, correspond au 56<sup>ème</sup> centile de revenu, ce qui signifie que 56 % des Brésiliens avaient des revenus de 788 BRL ou moins en 2015.

Source : Calculs de l'OCDE sur la base de la Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios de 2015, IBGE.

Une vaste réforme du système de sécurité sociale constitue désormais l'aspect le plus urgent de l'ajustement budgétaire et offre aussi l'occasion de rendre la croissance plus inclusive grâce à un meilleur ciblage des prestations. Le coût du régime de retraite brésilien avoisine les 12 % du PIB, ce qui est beaucoup, compte tenu de la jeunesse de la population du pays (graphique 17). Les dépenses au titre des pensions ont été largement responsables de la dégradation du solde primaire. Toutes les pensions se voient

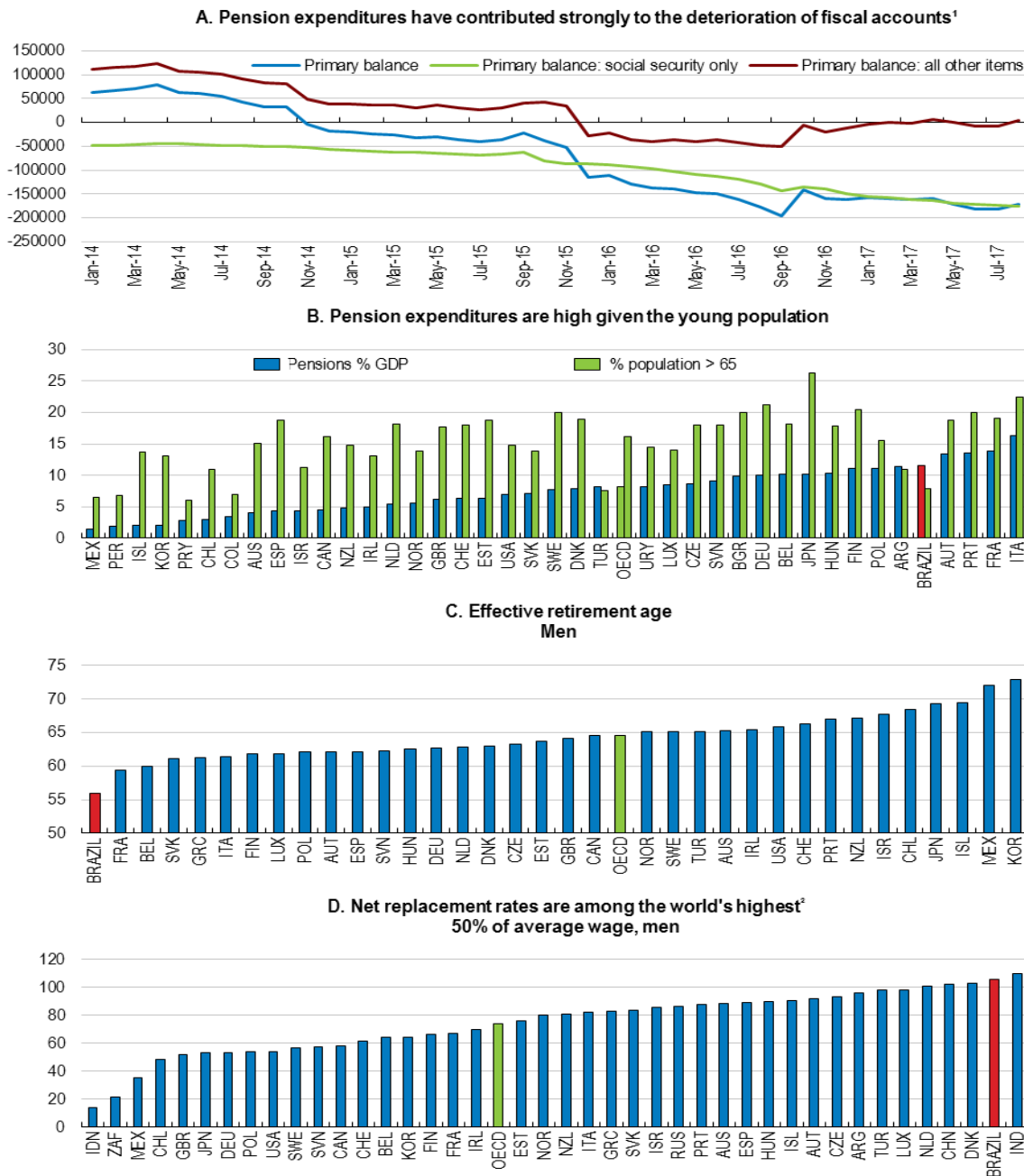
appliquer la règle du plancher du salaire minimum, ce qui conduit à des taux élevés de remplacement, en particulier pour les bas salaires. L'harmonisation des règles applicables aux pensions de retraite au Brésil avec celles en vigueur dans les pays de l'OCDE impliquerait une pension minimum inférieure au salaire minimum, avec l'admissibilité, dans certains cas, à des pensions calculées au prorata pour des périodes plus courtes. L'indexation des prestations de retraite sur l'indice des prix à la consommation pour les ménages à faible revenu préserverait le pouvoir d'achat des retraités tout en améliorant la viabilité du système de retraite. L'établissement d'un âge minimum légal de départ à la retraite, sachant que l'âge effectif actuel de 56 ans pour les hommes et de 53 ans pour les femmes est bien inférieur à l'âge effectif moyen de la retraite dans les pays de l'OCDE, soit 66 ans pour les hommes et les femmes, contribuerait également à la pérennité du système (OECD, 2015b). Sans réforme, les dépenses au titre des pensions de retraite devraient plus que doubler, rendant le système manifestement non viable (OECD, 2017a; IFI 2017a). En outre, l'aspect très régressif des subventions versées dans le cadre du régime des pensions, qui fait que 82 % des ressources sont consacrées aux 60 % les plus riches, serait encore accentué (World Bank, 2017).

Un projet de loi sur la réforme du régime des retraites a été soumis au Congrès. S'il est adopté sans modifications majeures, il permettra d'améliorer la viabilité des retraites. Pourtant, le découplage de la retraite minimum du salaire minimum sera inévitable à l'avenir. En outre, l'harmonisation des dispositions du régime plus généreuses pour les fonctionnaires avec celles des salariés du secteur privé pourrait être une autre source d'économies. Il faudrait aussi envisager de calculer au prorata la durée minimum de cotisations, qui est de 25 ans, pour ceux qui ont moins d'années de cotisations afin d'éviter les problèmes rencontrés par les travailleurs moins formés qui passent du travail formel au travail informel, les années passées dans le secteur informel ne donnant pas de droits à pension.

Au-delà des retraites contributives, différents programmes d'aide sociale pourraient être mieux coordonnés, voire fusionnés, afin d'éliminer les doubles emplois et le chevauchement des prestations. Le Brésil consacre environ 0.7 % du PIB aux retraites non contributives versées aux personnes handicapées et aux personnes âgées n'ayant pas cotisé. Faute d'application de critères de ressources, 30 % seulement de ces prestations atteignent les 40 % au bas de l'échelle des revenus, le reste revenant aux plus aisés (World Bank, 2017).

La seule dépense sociale véritablement progressive est le dispositif de transferts monétaires conditionnels bien ciblés *Bolsa Família*, auquel est consacré 0.5 % du PIB et qui aide aussi les familles à sortir de la pauvreté à terme en assujettissant les transferts à la fréquentation scolaire des enfants et à des bilans de santé de base. Quatre-vingt-trois pour cent des dépenses au titre des prestations bénéficient aux 40 % inférieurs de la distribution des revenus. La prestation maximum pour l'ensemble d'une famille représente moins d'un tiers d'un salaire minimum. Ces prestations ont fait l'objet d'augmentations discrétionnaires suivant en grande partie les prix, mais un ajustement prévu pour 2017 a été suspendu jusqu'en 2018.

Le programme *Bolsa Família* est le seul dispositif de transferts pour lequel tout accroissement des dépenses aurait véritablement une incidence sur les pauvres. Il s'agit également d'un instrument clef pour protéger les plus vulnérables, notamment les femmes, les afro-descendants et les personnes d'origine autochtone, dont beaucoup souffrent encore de discrimination, malgré les progrès réalisés récemment (World Bank, 2016). Un ensemble de réformes, qui permettrait de mettre fin à l'indexation entre les niveaux des prestations minimales et le salaire minimum fédéral, tout en transférant au moins une partie des économies à *Bolsa Família*, aurait pu conduire à un recul des inégalités de 63 % plus rapide ces dernières années (Arnold et Bueno, 2018). Dans le même ordre d'idées, les recettes fiscales perdues du fait de certaines exemptions de l'impôt sur la consommation, comme celles consenties pour les denrées alimentaires de base, seraient plus efficacement utilisées pour *Bolsa Família*.

**Graphique 17. La réforme des pensions est urgente**

1. Dépenses cumulées sur 12 mois en millions de BRL.

2. Taux nets de remplacement pour un travailleur de sexe masculin entré sur le marché du travail en 2016 et ayant travaillé le nombre d'années maximum.

Source : Trésor brésilien ; et OCDE, Panorama des pensions 2017.

Les prestations du marché de travail consistent pour l'essentiel en mesures passives de garantie de ressources pour les 64 % des travailleurs du secteur formel. Environ 36 % des emplois se situant actuellement dans le secteur informel, les régimes existants de protection contre le chômage ne parviennent pas à toucher le groupe le plus vulnérable de travailleurs (IBGE, 2017).

Le régime d'assurance chômage du secteur formel est constitué de deux systèmes parallèles, *Seguro Desemprego* et les comptes individuels d'assurance chômage, relevant du Fundo de Garantia do Tempo de Serviço (FGTS). Ces deux programmes ont un coût budgétaire d'environ 1 % du PIB lorsqu'on inclut dans les dépenses les majorations des primes versées par l'État en cas de cessation d'activité. Ils pourraient être progressivement fusionnés car ils servent essentiellement le même but et les cotisations patronales obligatoires de 8 % des salaires au FGTS augmentent le coût de l'emploi formel. Au cours de la période de transition, les soldes des comptes, dont la rémunération a traditionnellement été inférieure à l'inflation, devraient être rémunérés au taux du marché pour réduire les fortes incitations actuelles à de fréquents changements d'emploi, qui impliquent souvent des licenciements volontaires en accord avec l'employeur. La fusion des deux systèmes d'assurance chômage, *Seguro Desemprego* et FGTS, permettrait de dégager des économies qui pourraient financer le prolongement de la période maximale de couverture offerte par le premier. Actuellement de 3 à 5 mois, cette période est courte par rapport à une moyenne de l'OCDE de 16 mois.

Deux programmes de subventions à l'emploi qui se chevauchent pour un coût de 0.2 % du PIB et qui n'ont pas d'effets prouvés sur le passage au secteur formel, *Abono Salarial* et *Salário Família*, pourraient être réexaminés car ils ne touchent que les travailleurs ayant des revenus supérieurs au niveau médian, vu que le plancher pour ces prestations est le salaire minimum fédéral (graphique 16).

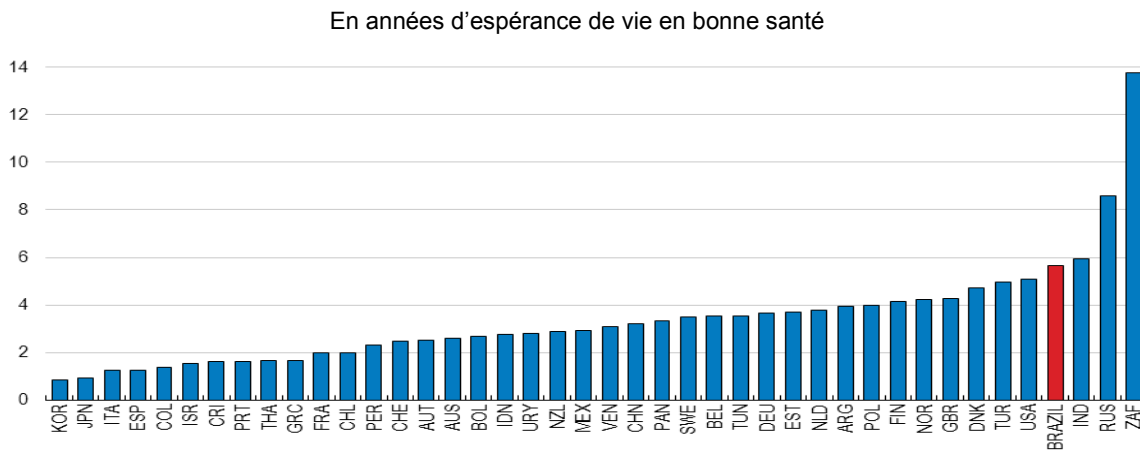
Le fait que le segment des travailleurs les plus vulnérables n'est pas couvert par les programmes du marché du travail à cause de l'emploi informel limite l'efficacité de ces programmes en tant que mécanisme d'assurance ou de soutien à large assise. Sachant que le travail informel est un sujet complexe et qu'il faudra du temps pour qu'il cède du terrain, axer davantage l'effort sur des dispositifs de garantie de revenu de portée générale destinés à protéger les travailleurs serait un moyen plus efficace de leur offrir une assurance contre les pertes de revenu que l'octroi de prestations liées à un parcours d'emploi dans le secteur formel. Un argument de plus en faveur du relèvement du niveau des prestations versées au titre de dispositifs de transferts en espèces soumis à conditions de ressources, au premier rang desquels *Bolsa Família*.

Parallèlement, la poursuite des efforts engagés pour faire reculer le travail informel sera l'une des clés d'une croissance plus inclusive pour l'avenir. Le secteur informel se caractérise non seulement par la piètre qualité des emplois offerts, mais aussi par une productivité généralement moindre (OECD, 2016e). Lorsque le travail informel est le fait d'entreprises entières, comme c'est souvent le cas, il interdit l'accès aux services financiers, au crédit et aux marchés publics. Le Brésil peut s'appuyer sur les progrès notables qu'il a accomplis dans la réduction de l'informalité, notamment grâce à des programmes destinés à alléger le fardeau administratif et fiscal pesant sur les petites entreprises et les microentreprises qui intègrent le secteur formel (World Bank, 2016 ; Silva et al., 2015 ; OIT, 2014). La réforme récente du marché du travail peut également renforcer les incitations à la création d'emplois dans le secteur formel car il est apparu que la réglementation restrictive visant les marchés du travail formels est l'un des facteurs qui favorisent le travail informel (Estevão et de Carvalho Filho, 2012). D'autres améliorations visant à simplifier l'enregistrement des entreprises peuvent également contribuer à inciter davantage les entreprises et les travailleurs à rejoindre le secteur formel et les efforts de mise en œuvre sont également un facteur qui compte.

Les dépenses de santé publique de 4.4% financent le système de santé publique unifié du Brésil qui assure à la population des services de santé publique depuis 1989. En comparaison avec d'autres pays, l'efficacité des dépenses de santé semble faible. Les études comparatives internationales fondées sur l'analyse des données montrent que le Brésil pourrait gagner plus de 5 années d'espérance de vie en bonne santé, qui est un indicateur de la santé couramment utilisé, si l'efficacité était augmentée, sans modifier les dépenses de santé par habitant (graphique 18, chapitre 2 de l'Étude économique du Brésil de 2015 par l'OCDE). Des économies considérables pourraient résulter de l'amélioration de la coordination entre les différents

niveaux d'administration et au sein d'une structure de soins complexe, qui faciliterait le contrôle de l'exécution et le renforcement des mesures d'incitation. Depuis 1990, le Brésil a connu l'une des plus fortes baisses de la mortalité infantile en Amérique latine (World Bank, 2016). Toutefois, les communautés autochtones souffrent de conditions sanitaires nettement défavorables, notamment des taux de mortalité infantile plus élevés, d'où la nécessité de mettre davantage l'accent sur les groupes vulnérables et défavorisés. L'élaboration d'une définition plus claire de la couverture du système de santé publique permettrait de mieux cibler les ressources existantes sur les principaux types de traitement et ceux qui en ont le plus besoin. Il s'agirait notamment de mettre fin à la pratique actuelle selon laquelle des patients relativement bien éduqués et plus nantis intentent des actions contre l'État pour couvrir leurs dépenses de médicaments sans prendre en compte leur rapport coût-efficacité, ce qui exacerbe les inégalités. La déductibilité fiscale des cotisations à des plans de santé privés acquittées par 25 % des Brésiliens et leurs employeurs a des effets régressifs et pourrait être éliminée, ce qui permettrait d'économiser 0.3 % du PIB (Castro, 2014).

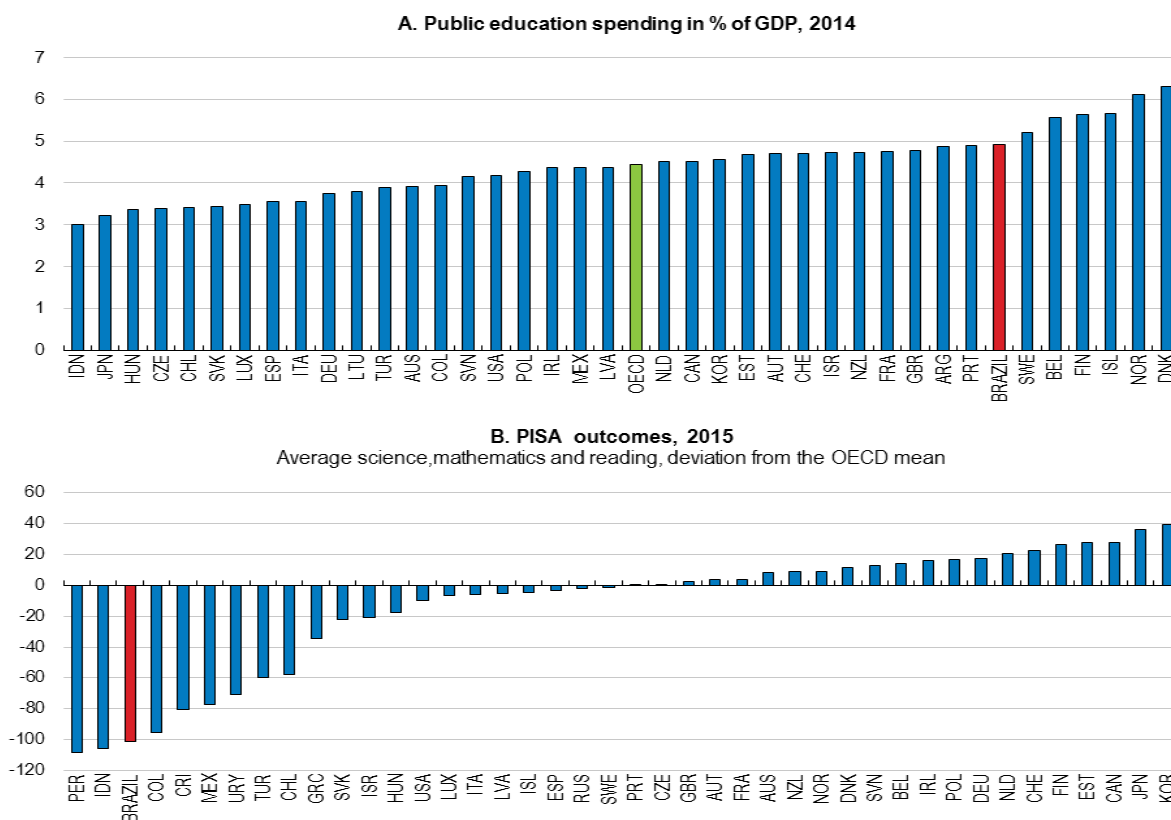
**Graphique 18. Gains pouvant être tirés d'une plus grande efficacité des dépenses de santé**



Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données de la Banque mondiale et de l'OMS.

Le secteur public brésilien consacre 5.4% du PIB à l'éducation, soit plus que la moyenne de l'OCDE et d'autres pays d'Amérique latine (graphique 19). Cependant, alors que la Colombie, le Mexique et l'Uruguay dépensent moins par étudiant que le Brésil, ils sont plus performants dans les tests PISA de l'OCDE, ce qui donne à penser qu'il est possible d'améliorer l'efficacité des dépenses (OECD, 2015f). Diminuer la part des dépenses consacrées à l'enseignement supérieur pour financer l'enseignement pré-primaire, primaire et secondaire augmenterait à la fois la progressivité et l'efficacité. L'enseignement supérieur public gratuit tend à bénéficier aux étudiants des familles à revenu élevé car les diplômés des établissements privés du secondaire obtiennent généralement de meilleurs résultats aux examens d'admission. En revanche, l'éducation pour la petite enfance réduit considérablement le risque que les élèves défavorisés n'abandonnent le système éducatif plus tard (OECD, 2016p). Lors de l'attribution des rares places dans les structures d'éducation de la petite enfance, il faudrait accorder la préférence aux ménages à faible revenu et aux mères célibataires, ce qui permettrait à plus de femmes de participer au marché du travail. Seulement 15 % des familles pauvres ayant des enfants de moins de 3 ans ont accès à des services de garde, contre 40 % des familles plus aisées (World Bank, 2016). Bien qu'il ait diminué ces dernières années, il existe toujours un écart important entre les niveaux d'instruction des blancs et des afro-descendants (World Bank, 2016).

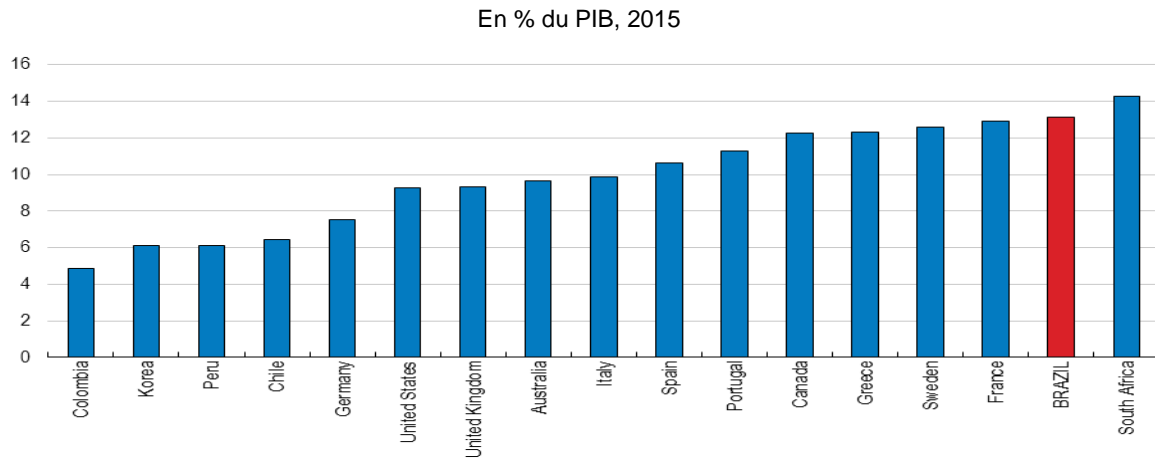
**Graphique 19. Le niveau élevé des dépenses d'éducation est à rapprocher de la faiblesse des revenus**



Source : Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation.

À 13.1 %, la masse salariale du secteur public est élevée en comparaison internationale (graphique 20). La concrétisation des plans actuels visant à aligner les salaires de début de carrière des fonctionnaires sur les salaires du secteur privé présente un potentiel d'économies considérable, puisque 39 % des fonctionnaires quitteront la fonction publique dans les dix ans (World Bank, 2017). L'efficacité de l'administration publique pourrait également être améliorée en restreignant davantage la possibilité de nominations politiques, y compris dans les agences de régulation et les entreprises publiques. Le droit de l'exécutif de procéder à des nominations politiques est régulièrement transféré à des parlementaires pour récompenser un comportement de vote particulier. Il ressort des recherches factuelles que les nominations politiques sont associées à une moindre capacité d'action, réduisant ainsi l'efficacité des dépenses ainsi que l'aptitude de l'administration à lutter efficacement contre la corruption (Bersch et al., 2017). Dans les entreprises publiques, notamment, où une expérience technique ou en matière de gestion est primordiale, le bien-fondé de nominations politiques est faible. La nouvelle loi de 2016 sur les entreprises publiques a effectivement limité les nominations politiques dans ces entreprises en définissant des compétences techniques minimales pour les candidats.



**Graphique 20. Rémunération des agents des administrations publiques**

Source : Statistiques de finances publiques du FMI.

Les programmes visant expressément certaines parties du secteur industriel ont un coût annuel de 4.5 % du PIB, pour l'essentiel sous la forme de dépenses fiscales peu transparentes, mais aussi sous la forme de subventions. Des évaluations rigoureuses de ces politiques sont rares, mais les données disponibles n'ont guère fait apparaître de retombées positives de ces programmes sur la productivité ou l'investissement (World Bank, 2017).

Pour un coût de 1.2 % du PIB, le régime fiscal *Simples Nacional* visant les petites et moyennes entreprises associe un allègement des charges fiscales et un calcul simplifié des impôts dus sur le chiffre d'affaires, ce qui encourage les entreprises à rester de petite taille et réduit les possibilités de réaliser des gains de productivité en se procurant les intrants intermédiaires auprès de prestataires externes potentiellement plus efficaces (Caprettini, 2015 ; OECD, 2009b). Pour les très petites entreprises, la plus grande facilité de s'acquitter des obligations fiscales l'emporte sans doute sur ces considérations, compte tenu en particulier du fait que les jeunes et les femmes sont surreprésentés dans les microentreprises et les petites entreprises informelles, en tant que travailleurs comme en tant qu'entrepreneurs (OIT, 2014). Néanmoins, avec un plafond maximum de participation de 1.5 million de dollars EU de chiffre d'affaires par an, le régime est actuellement utilisé par 74 % des entreprises brésiliennes. Les preuves qu'il favorise un passage au secteur formel se limitent aux microentreprises dans le commerce de détail (Piza, 2016 ; Monteiro et Assunção, 2012). Dans le contexte d'une réforme fiscale plus large qui simplifierait le régime fiscal général, une baisse du plafond de participation à *Simples Nacional* permettrait de réduire le champ d'application de ce régime d'imposition aux entreprises qui ont le plus de chances de passer au secteur formel et où les distorsions correspondantes dans la chaîne de valeurs sont moins problématiques. Une telle réforme permettrait d'obtenir des gains de productivité importants pour les entreprises et de promouvoir l'inclusion. Pour un coût financier sensiblement plus faible, le programme *Microempreendedor Individual*, avec un plafond de chiffre d'affaires de 20 000 dollars EU, a contribué à réduire le nombre d'entrepreneurs à faibles revenus, en particulier des femmes, opérant dans le secteur informel (OECD, 2012c).

Des avantages fiscaux spéciaux ont également été accordés aux véhicules et aux matériels électroniques produits localement afin de favoriser une modernisation des technologies, ce qui a contribué à renforcer la protection commerciale. Certaines de ces mesures ont récemment été considérées comme étant en violation des règles de l'OMC (OMC, 2017). Dans la plupart des cas, elles ont augmenté les prix pour les consommateurs et accru les revenus des producteurs, sans que l'on dispose de preuves solides de leurs effets positifs à long terme. En outre, les avantages fiscaux à grande échelle accordés aux producteurs de la Zone de libre-échange de Manaus, située dans l'État d'Amazonas, et de quelques autres zones spéciales

coûteront environ 0.4 % du PIB par an. Faire systématiquement des évaluations de ces régimes spéciaux pourrait permettre d'identifier les possibilités d'économies budgétaires.

Les entreprises d'État jouent un rôle important au Brésil. Elles sont au nombre de 141 et ont des recettes de l'ordre de 5 % du PIB (OECD, 2015b ; OECD, 2012a). Les autorités ont adopté une nouvelle loi sur les entreprises d'État en tant que première étape vers l'harmonisation et l'amélioration de la gouvernance en 2016 et ont annoncé une série de privatisations de quelques-unes de ces entreprises en 2017, notamment la compagnie d'électricité *Electrobrás*, des champs de pétrole, des lignes de transport d'énergie, des autoroutes et plusieurs aéroports. Si les privatisations génèrent des recettes ponctuelles qui peuvent contribuer à améliorer les comptes budgétaires à court terme, la principale raison d'y recourir devrait être d'améliorer les mécanismes de gouvernance et d'accroître l'efficacité. Au Brésil, les postes de direction dans les entreprises d'État ont souvent donné lieu à des nominations politiques, ce qui tend à diminuer la qualité de la gestion et de la gouvernance, alors que l'influence que les partis politiques exercent toujours au niveau des États sur les entreprises publiques locales témoigne des gains d'efficacité pouvant découler d'opérations privées. Les Principes de gouvernement d'entreprise de l'OCDE (OECD, 2015b) peuvent être un outil puissant pour régler les problèmes de gouvernance auxquels se heurtent généralement les entreprises publiques du fait des ingérences politiques, de l'absence de mesures d'incitation pour améliorer la performance et de la complexité des dispositifs institutionnels.

Les estimations permettent de penser que ces propositions d'amélioration de l'efficacité des dépenses pourraient générer des économies budgétaires annuelles pouvant atteindre 7.9 % du PIB (tableau 4).

**Tableau 4. Économies possibles attendues de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques**

Mesure	Économies annuelles potentielles
Réforme des prestations sociales, y compris des pensions contributives, des pensions d'aide sociale non contributives et élimination progressive des programmes du marché du travail <i>Abono Salarial</i> et <i>Salário Família</i> (effet maximum obtenu au bout de 10 ans en raison des règles de transition)	Jusqu'à 2.7 % du PIB
Rehaussement de l'efficacité des dépenses dans le secteur de la santé, notamment en intégrant les soins de base et les soins avancés, en instituant une couverture universelle pour les soins de base et en améliorant l'efficacité des établissements hospitaliers et des professionnels de santé	0.3 % du PIB
Suppression de la déductibilité de l'impôt fédéral des cotisations à des plans de santé privés	0.3 % du PIB
Élimination des inefficacités dans l'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans les établissements fédéraux d'enseignement supérieur	1.5 % du PIB
Harmonisation des niveaux de rémunération dans le secteur public avec les salaires du secteur privé	0.9 % du PIB
Réforme du régime fiscal ciblé pour les PME dans le cadre d'une réforme plus large de la fiscalité	Jusqu'à 1.2 % du PIB
Réduction des dépenses et des subventions fiscales visant des secteurs industriels	Jusqu'à 0.8 % du PIB
Amélioration des marchés publics	0.2 %
<b>TOTAL</b>	<b>Jusqu'à 7.9 % du PIB</b>

Source : Estimations des services de la Banque mondiale tirées de *World Bank* (2017), estimations de l'OCDE.

### *Améliorer le cadre budgétaire*

Le Brésil a accompli des progrès substantiels en matière de cadre budgétaire ; il a notamment adopté une nouvelle règle de dépenses, et créé récemment un conseil budgétaire, qui publie des rapports mensuels de bonne qualité, comprenant des projections et scénarios budgétaires. La création d'un conseil budgétaire figurait parmi les recommandations de précédentes études économiques de l'OCDE sur le Brésil (tableau 5). La transparence budgétaire a elle aussi progressé (IMF, 2017b). Une autre amélioration possible consisterait à inclure systématiquement une évaluation périodique de l'incidence des politiques

menées sur les grands postes de dépenses. En outre, la pratique généralisée consistant, pour les parlementaires, à affecter des crédits budgétaires au financement de projets dans leur circonscription pourrait être restreinte et rendue plus transparente, car les données empiriques semblent indiquer des liens entre ces dotations et des cas de corruption (Azevedo et Colaço, 2010). En l'absence d'audit systématique, ces budgets sont essentiellement utilisés pour bâtir des coalitions, comme le montre leur forte augmentation en amont des votes importants au parlement.

**Tableau 5. Recommandations passées de l'OCDE sur les politiques macroéconomiques**

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2015
Effectuer l'ajustement budgétaire conformément aux objectifs à moyen terme, ce qui implique de stabiliser la dette brute.	L'ajustement budgétaire a été intégré dans les plans, notamment avec la nouvelle règle de dépenses.
Relever progressivement l'âge de la retraite et indexer les pensions sur les prix à la consommation plutôt que sur le salaire minimum.	Un projet de réformes des retraites est actuellement examiné par le Congrès, mais il n'a pas été voté.
Adopter une règle de dépenses et réduire les rigidités budgétaires telles que l'affectation de recettes et l'attribution de parts de dépenses fixes à certains domaines. Renforcer le cadre de surveillance budgétaire afin que le respect de la règle budgétaire soit contrôlé <i>ex ante</i> .	Une règle de dépenses a été adoptée, l'indexation sur le PIB des dépenses fédérales minimales consacrées à la santé et à l'éducation a été supprimée et un conseil budgétaire a été créé.
Supprimer progressivement la déductibilité fiscale des dépenses de soins de santé privés afin de libérer des ressources pour le SUS.	Aucune mesure prise.
Nommer pour une durée fixe le gouverneur de la Banque centrale et les membres du comité de politique monétaire.	Aucune mesure prise.
Ajuster plus fréquemment le taux d'intérêt des crédits dirigés (TJLP) en suivant le taux directeur (Selic).	Le taux prêteur dirigé (TJLP) a été remplacé par un nouveau taux (TLP) qui convergera vers les taux du marché sur les cinq prochaines années.

### Améliorer la gouvernance et réduire la corruption

Le Brésil se classait au 79<sup>e</sup> rang sur 176 pays dans la dernière publication de l'indice de la corruption établi par Transparency International (TI, 2016). Les pratiques corrompues et les commissions occultes comme il en a été révélé ces dernières années (voir encadré 3) représentent un gaspillage des ressources publiques et exacerbent les inégalités de revenus, car elles permettent à des fonctionnaires et hommes d'affaires relativement prospères de détourner l'argent des contribuables. Des données concrètes sont surtout apparues au grand jour dans le contexte de la passation des marchés publics, y compris par des entreprises d'État, de la bonification des taux créditeurs et des avantages fiscaux en faveur de certains secteurs ou entreprises. Les concessions d'infrastructures sont elles aussi vulnérables à la collusion entre soumissionnaires et à la corruption : d'après les estimations, les entreprises qui contribuent au financement d'une campagne électorale accroissent sensiblement leurs chances de se voir attribuer des marchés publics (Boas et al., 2014). La réglementation du financement des partis politiques et des campagnes électorales, en cours d'examen au Brésil, est cruciale pour empêcher le détournement du processus d'élaboration des politiques par de puissants intérêts particuliers, manœuvres qui rendent la croissance moins inclusive et affaiblissent la confiance dans le gouvernement (OCDE, 2016d).

#### Encadré 3. Enquêtes menées récemment en matière de corruption

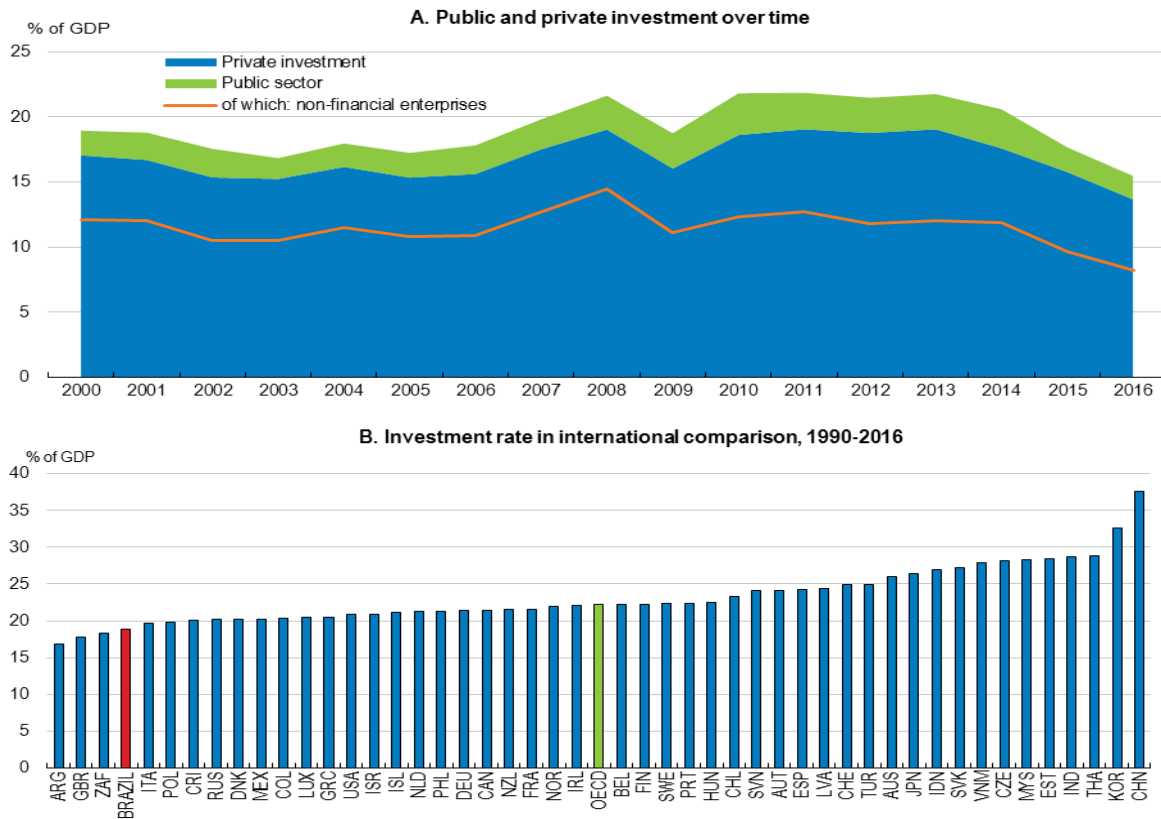
En 2014, une série d'allégations de corruption a commencé à apparaître au Brésil, d'où est née l'expression « Operação Lava Jato » (Opération lavage express). Les enquêtes, facilitées par une nouvelle loi anticorruption et par l'élargissement de la portée des accords de reconnaissance de culpabilité, ont visé, dans un premier temps, le groupe public pétrolier Petrobras, avant d'être étendues à d'autres secteurs, dont la construction, les infrastructures, l'énergie et l'agro-alimentaire. Dans le cadre de ces transactions pénales, les dirigeants d'entreprise ont cité le nom d'éminents responsables politiques, dont certains ont été condamnés. Dans de nombreuses affaires, les enquêtes sont encore en cours.

Améliorer la transparence et la responsabilisation est la première démarche à entreprendre pour s'attaquer aux racines de la corruption. Le Brésil a déjà adopté une loi sur la transparence mais, en dépit des progrès accomplis au niveau fédéral, elle n'est pas appliquée de façon uniforme dans tous les États et collectivités locales. Il arrive souvent que des informations essentielles sur les marchés passés, dont la publication est imposée par la loi, ne soient pas fournies (Mohallem et Ragazzo, 2017). De plus, il est arrivé quelquefois que les institutions chargées de lutter contre la corruption ne collaborent pas, malgré la stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux (Mohallem et Ragazzo, 2017). Dans le même temps, les progrès récemment accomplis dans les enquêtes et les poursuites dans des affaires de corruption sont remarquables et démontrent la force du système judiciaire du Brésil.

La lutte contre la corruption devrait inclure une évaluation minutieuse de la législation sur la passation des marchés publics, et en particulier des nombreuses complications et exemptions qui nuisent à l'intégrité et à la concurrence dans les procédures d'appel d'offres. Un tel examen devrait couvrir également le risque de collusion dans les marchés publics, qui est substantiel. Réduire la collusion permettra aussi d'abaisser les prix acquittés par les pouvoirs publics tout en limitant les possibilités de vicier les processus (OCDE, 2010b ; OECD, 2014). Les règles relatives aux conflits d'intérêts, aux incompatibilités et à l'impartialité dans la passation des marchés publics pourraient être rationalisées et durcies. Le recours obligatoire à des centrales d'achat, moins vulnérables à la corruption, pourrait être développé, de même que la formation systématique des fonctionnaires responsables de la passation des marchés pour améliorer leur efficacité dans la conception des appels d'offres et la détection des pratiques collusives (OCDE, 2012b). Actuellement, les procédures en matière de lancement d'alerte sont gênées par l'existence de compétences concurrentes et de systèmes parallèles pour le traitement de délits similaires, d'où la difficulté de protéger efficacement les lanceurs d'alerte. Alors que la plupart des pays de l'OCDE disposent de lois spécifiques protégeant les lanceurs d'alerte, le Brésil n'en a pas (OCDE, 2016c). En ce qui concerne la corruption transnationale, le Brésil a sensiblement amélioré sa capacité à mener activement des enquêtes en étroite coopération et coordination avec d'autres parties à la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption (OCDE, 2017e).

### **Encourager l'investissement est en tête des priorités pour les pouvoirs publics**

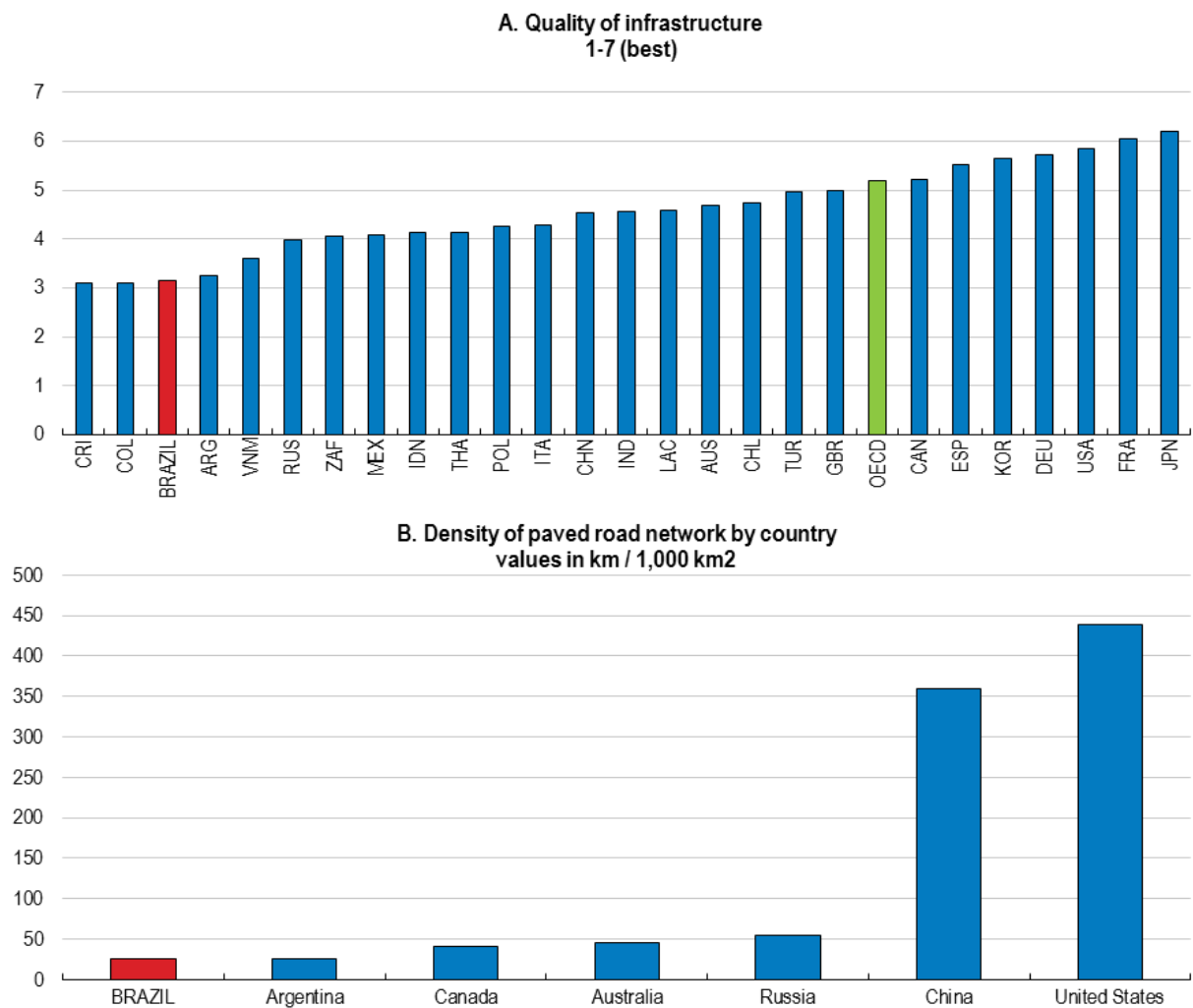
La tendance de l'investissement est à la baisse depuis 2013, et les montants sont faibles par comparaison internationale (graphique 21). Une reprise de l'investissement stimulerait le potentiel de croissance de l'économie et renforcerait la croissance de la productivité, laquelle définit aussi les hausses de salaire qui peuvent être accordées aux travailleurs sans nuire à la compétitivité des producteurs nationaux.

**Graphique 21. Après des années de recul, l'investissement est faible par comparaison internationale**

Source : OCDE, Base de données EO, IBGE, CEMEC (2017).

Il est particulièrement important d'investir dans les infrastructures. Perdant du terrain sur les autres pays depuis des années, le Brésil se classe au 116<sup>e</sup> rang de 138 pays pour la qualité des infrastructures dans la dernière enquête du Forum économique mondial. Les défauts de qualité sont communs à de nombreux domaines d'infrastructures (graphique 21).

**Graphique 22. La qualité des infrastructures est médiocre**



Source: Forum économique mondial, base de données sur la compétitivité mondiale ; CNT, disponible sur <http://pesquisarodovias.cnt.org.br/>. Données de 2016.

***Multiplier les possibilités de financer les investissements***

L'accès aux financements et le coût élevé du crédit sont les principaux obstacles à l'investissement. Dominés par la banque publique de développement BNDES, les marchés du crédit à long terme aux entreprises n'allouent pas efficacement les maigres fonds disponibles, et même les placements à long terme sont investis majoritairement dans des instruments à court terme, surtout au jour le jour. Si le marché privé du crédit était plus concurrentiel, il donnerait de meilleurs résultats ; les conditions pour qu'il se développe sont désormais optimales, puisque les taux prêteurs de la BNDES vont converger vers les taux du marché, et que les rendements des obligations d'État, plus sûres, ont baissé.

À l'extrémité longue du marché du crédit, 53 % des prêts en cours au titre d'infrastructures ont été accordés par la BNDES, dont les ressources seront insuffisantes pour répondre aux besoins futurs d'infrastructures. Pour attirer davantage de fonds privés, il faudrait proposer une plus grande gamme de produits financiers différents, susceptibles de convenir à divers types d'investisseurs, tels que des banques internationales, des fonds souverains, des fonds de pension étrangers et des banques multilatérales de développement.

Le cœur de métier de la BNDES pourrait évoluer : au lieu d'être la source principale de financement des infrastructures au Brésil, elle pourrait jouer un rôle de catalyseur pour mobiliser des fonds privés, y compris étrangers. Rendre le cofinancement obligatoire pour les prêts d'investissement est une manière de susciter la participation des bailleurs de fonds privés. Pour les grands prêts d'infrastructure, la BNDES pourrait mettre sur pied des prêts consortiaux associant plusieurs banques. Elle pourrait aussi entreprendre de créer des instruments financiers structurés, dont les tranches seraient achetées par une gamme élargie d'investisseurs institutionnels, y compris ceux qui sont obligés de détenir des actifs de qualité investissement. À l'instar de ce que font les bailleurs de fonds multilatéraux, la BNDES elle-même pourrait investir dans des créances subordonnées ou mezzanine assorties d'une capacité d'absorption des pertes afin de réduire le profil de risque pour les autres investisseurs, ou fournir des garanties contre certains types de risques pour combler les lacunes des marchés de l'assurance. Une réorientation de ses activités au détriment des prêts et au profit de ce type d'instruments, dont certains ont déjà été utilisés par elle dans le passé, lui permettrait de faire un usage plus efficace de son bilan, qui pourrait alors être considérablement réduit afin d'offrir davantage de place aux bailleurs de fonds privés. Dans le même temps, elle pourrait réorienter ses prêts vers des domaines spécifiques que le secteur privé a du mal à couvrir et où le marché est particulièrement défaillant, comme le financement des start-ups et des projets d'innovation. Dans la plupart des pays de l'OCDE où il existe une banque publique de développement, celle-ci se concentre sur de tels secteurs spécifiques.

La BNDES pourrait aussi jouer un rôle moteur dans la transition vers un modèle de financement sur projet, qui limite le recours des créanciers aux actifs et flux de trésorerie du projet, abaissant ainsi les risques encourus par les investisseurs en fonds propres. Actuellement, les promoteurs de projets doivent dans la plupart des cas fournir des sûretés pour emprunter auprès de la BNDES, ce qui restreint l'éventail des investisseurs en fonds propres aux plus grandes entreprises industrielles, aux compagnies de services collectifs et aux groupes de construction. Étant donné que nombre de ces derniers ont été affaiblis par des scandales de corruption, il est devenu urgent de diversifier la base des investisseurs en fonds propres pour l'élargir aux fonds d'investissement ou de pension.

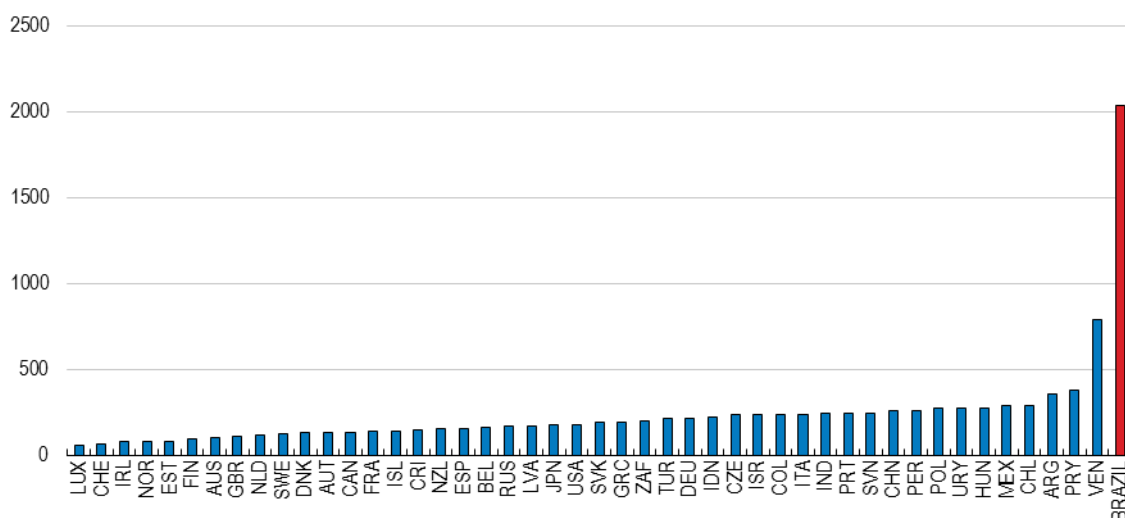
***Améliorer le climat des affaires pour accroître les rendements de l'investissement***

Outre les difficultés d'accès aux financements, le faible niveau de l'investissement au Brésil reflète le climat défavorable pour l'activité économique, qui pousse les coûts à la hausse et limite le rendement des investissements. L'adoption de réformes dans plusieurs domaines pourrait contribuer largement à améliorer la situation et fournir ainsi un coup de pouce bienvenu à l'investissement au Brésil.

L'un des facteurs clés du problème est le système de taxe sur la consommation, fragmenté, qui renchérit le capital parce qu'il ne rembourse pas la taxe payée en amont sur les immobilisations, faisant du Brésil le pays où les coûts de mise en conformité fiscale sont les plus élevés (graphique 22). Les six impôts indirects du Brésil sont prélevés en partie par l'État fédéral et en partie par les États fédérés, dont chacun applique un code, une assiette et des taux qui lui sont propres. Les entreprises qui souhaitent vendre des biens et des services à l'échelle nationale doivent respecter les règles fiscales de chaque État (CNI, 2014). Les entreprises ne peuvent recevoir des crédits d'impôt sur les intrants intermédiaires que si ceux-ci sont intégrés au produit final, ce qui donne lieu à un recours intensif aux comptables spécialisés et à de nombreux contentieux.

**Graphique 23. Nombre d'heures nécessaire pour respecter les formalités fiscales**

Pour une entreprise manufacturière standard, 2017



Note : LAT = Argentine, Chili, Colombie et Mexique. Argentine : 2016

Source : Banque mondiale (2017).

Une solution consisterait à fusionner les différents impôts indirects en une seule taxe sur la valeur ajoutée régie par des règles simples, comme l'a fait l'Inde récemment et comme le recommandait l'Étude de 2015 de l'OCDE sur le Brésil (OCDE, 2017c ; OECD, 2015g). Le gouvernement fédéral pourrait ouvrir la voie en fusionnant ses propres taxes sur la consommation en une TVA unique à large assiette, avec restitution intégrale de la taxe payée sur les intrants et un taux zéro sur les exportations. Une fois cette taxe instaurée, les taxes des États pourraient être intégrées à ce système, en prévoyant des surtaxes spécifiques à chaque État sur la même assiette fiscale. Cette intégration pourrait se faire de manière progressive et n'empêcherait pas les différents États de pratiquer des taux d'imposition différents, pour autant que l'assiette fiscale soit uniforme et que le principe de destination soit appliqué systématiquement aux échanges entre États. Le gouvernement fédéral pourrait verser une compensation temporaire aux États qui risquent de subir une perte de recettes à cause du passage au principe de destination, les aidant ainsi à s'ajuster progressivement et à parvenir à un consensus, comme cela a été fait en Inde (OCDE, 2017d).

De nombreux secteurs se caractérisent par un faible degré de concurrence, ce qui a tendance à encourager des structures sectorielles rigides, dans lesquelles les entreprises qui obtiennent de bonnes performances ont plus de mal à s'agrandir aux dépens des entreprises à faible productivité. De ce fait, les ressources sont piégées dans ces dernières, ce qui restreint les opportunités d'investissement et les incitations à l'innovation et au progrès technologique (Pinheiro, 2013 ; IEDI, 2011 ; IEDI, 2014 ; World Bank, 2018).

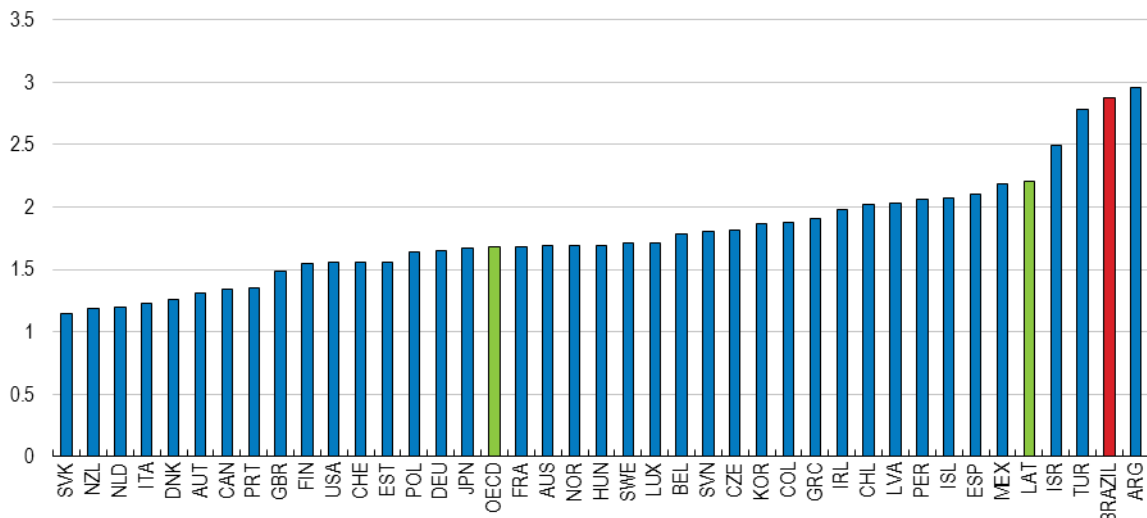


Cette situation résulte tant des obstacles à l'entrée sur le marché que du manque de concurrence étrangère. Le Brésil dispose d'une marge de réduction des lourdeurs administratives et peut aussi rationaliser les procédures d'obtention d'une licence pour les nouvelles entreprises, afin que la réglementation ne freine pas indûment la concurrence (graphique 23). Au Portugal, par exemple, l'application d'une règle de type « le silence vaut acceptation » a donné de bons résultats, dans des domaines exempts de problèmes majeurs de sécurité ou d'environnement. Plus généralement, le Manuel de l'OCDE pour l'évaluation d'impact sur la concurrence (OCDE, 2010a) fournit des conseils pour repérer mais aussi réviser les politiques qui restreignent excessivement la concurrence. Les résultats empiriques font état d'un lien entre lourdeur de la charge administrative et faiblesse de la productivité des entreprises (Arnold et Flach, 2018).

Enfin, les politiques industrielles devraient traiter équitablement les entreprises en place et les entrants, ainsi que les différents secteurs d'activité. Par le passé, les politiques industrielles ont souvent concouru à la consolidation des structures sectorielles existantes ; pourtant, la sortie des entreprises moins productives libère les ressources dont les entreprises plus dynamiques ont besoin pour atteindre une échelle plus efficiente (Andrews et al., 2017). De plus, les autorités pourraient rendre le système de licences environnementales plus simple et plus prévisible, sans pour autant ouvrir la porte à des exemptions de licence de grande ampleur.

**Graphique 24. Les obstacles réglementaires à l'entrepreneuriat sont élevés**

Les valeurs de l'indice vont de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif), 2013



Note : LAT = Argentine, Chili, Colombie et Mexique. Argentine : 2016.

Source : Indicateurs de réglementation des marchés de produits de l'OCDE, 2013, disponibles sur [www.oecd.org/eco/pmr](http://www.oecd.org/eco/pmr).

Dans le secteur des infrastructures, l'investissement pourrait augmenter si certaines des règles et pratiques actuelles étaient révisées, en particulier celles qui concernent la structuration et la préparation des projets dans la perspective d'un appel d'offres, ainsi que les règles infranationales. À cause du manque de capacités techniques, il arrive que des projets soient structurés par les entreprises mêmes (ou leurs filiales) qui répondent ensuite à l'appel d'offres. Ainsi, le nombre d'offres soumises se réduit souvent à un, ce qui ouvre la voie à des comportements anticoncurrentiels (World Bank, 2016). Les capacités de structuration des projets d'infrastructure pourraient être améliorées par une formation plus approfondie des fonctionnaires chargés de cette activité. Parallèlement, la BNDES a accumulé de substantielles capacités techniques dans la structuration des projets, et les autorités nationales et locales pourraient faire plus largement appel à son savoir-faire.

Le Brésil jouit d'une vingtaine d'années d'expérience en matière de concessions rémunérées par les redevances des usagers, mais les partenariats public-privé (PPP) pourraient lui offrir un outil supplémentaire lorsqu'il est difficile de mettre en place des redevances d'usagers. Bien qu'il existe une loi fédérale sur les PPP, les exemples sont rares à ce jour et sont surtout le fait de collectivités infranationales. L'harmonisation des politiques et procédures permettant d'établir les priorités, de préparer, de structurer et de mener à bien les soumissions d'offres de PPP sur l'ensemble des juridictions pourrait réduire l'incertitude et les coûts pour les investisseurs (World Bank, 2016). Cependant, par le passé, les PPP ont été attrayants pour certains pays parce que les engagements futurs qu'ils représentent n'étaient pas réellement enregistrés dans le budget, ce qui montre les dangers dont s'accompagne un recours aux PPP en l'absence d'un cadre comptable transparent et approprié. L'enseignement à tirer de cette expérience est qu'il importe d'inscrire intégralement dans le cadre budgétaire à moyen terme l'incidence budgétaire des PPP sur la totalité de leur durée de vie.

En 2016, une nouvelle loi sur le partenariat d'investissement a porté création d'une entité centrale rattachée directement à la présidence, et chargée de sélectionner les projets, de les classer par ordre de priorité et de suivre leur mise en œuvre. Le rôle de coordination dévolu à cette entité centrale serait calqué sur la planification des infrastructures qui est menée pour le réseau électrique. Le Secrétariat du PPI (*Secretaria Executiva do Programa de Parcerias de Investimentos*) opère conformément aux bonnes pratiques internationales et devrait continuer à bénéficier de ressources suffisantes, tant humaines que financières. Les préoccupations environnementales devraient également faire partie intégrante de la planification des infrastructures.

### **Favoriser l'intégration au sein de la région et de l'économie mondiale**

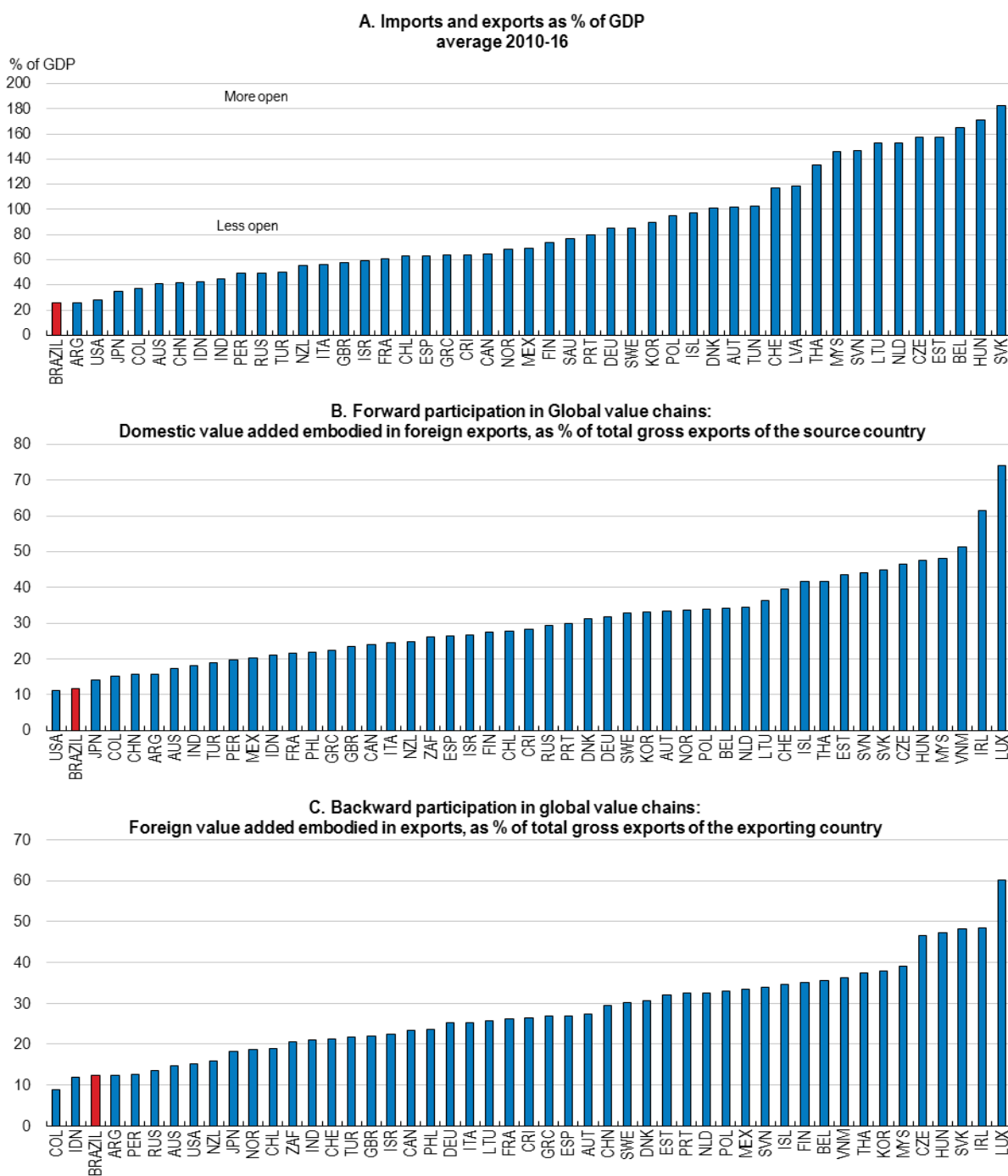
Avec des exportations et des importations qui représentent moins d'un quart du PIB, l'économie brésilienne est sensiblement moins intégrée dans le commerce international que d'autres économies de marché émergentes de taille semblable (graphique 25). Cette situation est l'héritage de plusieurs décennies de politiques axées sur un fonctionnement autarcique, y compris d'une stratégie d'industrialisation obéissant à un objectif de substitution aux importations. Compte tenu de son modeste volume d'échanges, le Brésil est resté à la périphérie des chaînes de valeur mondiales (CVM) : ses exportations contiennent surtout une valeur ajoutée locale et ne sont guère utilisées comme intrants intermédiaires dans les exportations d'autres pays. La seule intégration visible du pays dans une CVM est sa relation avec l'Argentine voisine ; il n'a aucune autre relation commerciale importante dans le reste de la région, alors que, en Asie, les économies sont en étroite interdépendance au travers de leurs échanges, tant entre elles qu'avec les économies avancées (graphique 26).

### ***L'économie n'a pas accès aux opportunités mondiales et elle est protégée de la concurrence étrangère***

Cette situation reflète des barrières commerciales de divers types. Le niveau moyen des droits de douane pondéré des importations est près de deux fois plus élevé que dans la Colombie voisine et près de huit fois supérieur à ce qu'il est au Mexique ou au Chili (graphique 27). Le taux le plus fréquent au Brésil est de 14 %, tandis que quelque 450 lignes tarifaires sont au maximum, soit 35 %, y compris, entre autres, le textile, la confection, le cuir et l'automobile. Compte tenu de la répercussion en cascade des droits de douane sur les différents niveaux de la chaîne de production, le niveau effectif de protection est en moyenne de 26 %, mais il est compris entre 40 % et 130 % pour le textile, la confection et l'automobile, par ordre croissant (Castilho et Miranda, 2017). Le Brésil est le pays où existe le plus grand nombre de lignes tarifaires supérieures à 10 %. Outre les droits de douane, diverses formes d'obligations de contenu local offrent probablement une protection supplémentaire aux producteurs nationaux, et il ressort de simulations par modélisation que ces mesures réduisent de façon significative les importations et les exportations (Stone et al., 2015).

Le niveau élevé des obstacles aux échanges empêche le Brésil de profiter d'une grande partie des avantages d'une économie mondiale de plus en plus intégrée. Les consommateurs comme les entreprises qui achètent des biens intermédiaires ou d'équipement paient des prix qui sont nettement plus élevés que dans d'autres pays. Les obstacles aux échanges de biens d'équipement sont souvent encore plus élevés que les droits de douane moyens, et ce peut être un bon point de départ pour une réduction des droits de douane au fur et à mesure de la généralisation à l'économie toute entière des bénéfices d'un abaissement du coût de biens d'équipement. Un régime de réduction des droits à l'importation a été mis en place pour les biens d'équipement, mais il s'applique uniquement s'il n'existe pas de produit national équivalent, et le Brésil possède dans ce domaine une industrie bien développée. Ce sont les entreprises brésiliennes qui utilisent le moins d'intrants importés parmi toutes les économies de marché émergentes et d'Amérique latine, ce qui explique en partie la faible productivité au niveau de l'entreprise (Brambilla et al., 2016).

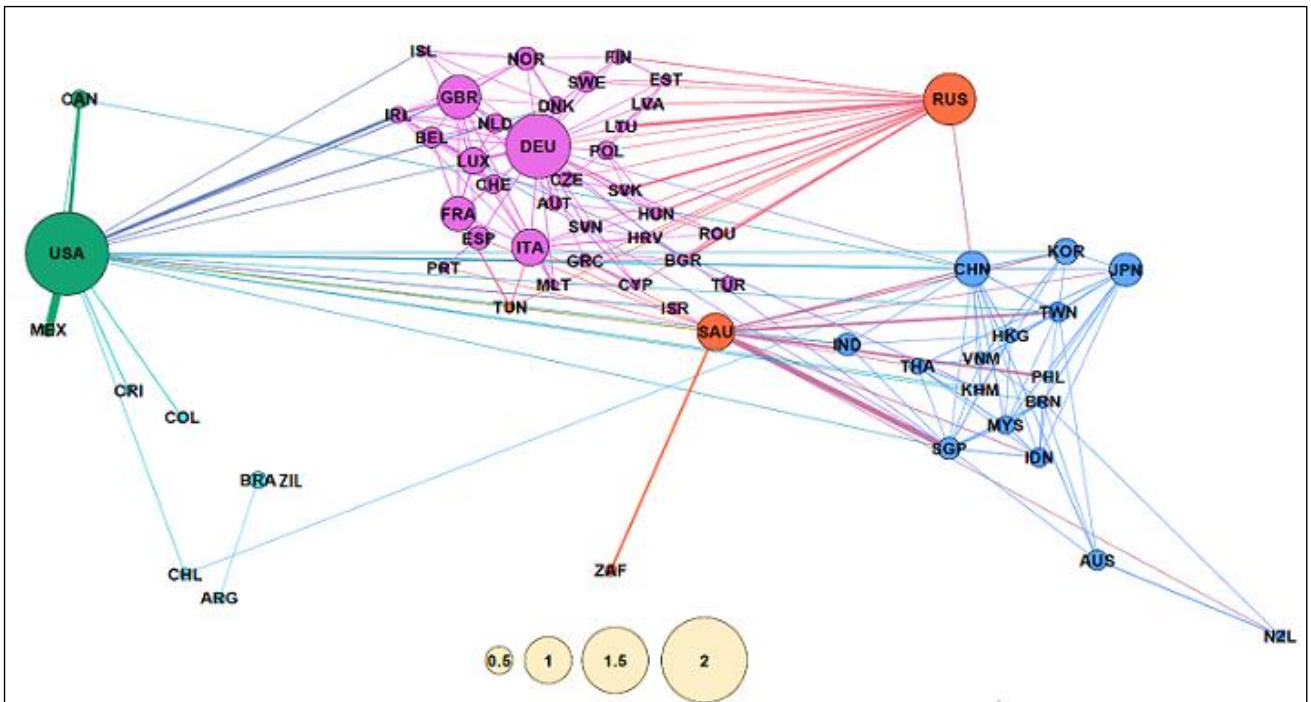
**Graphique 25. L'exposition aux échanges et la participation aux chaînes de valeur mondiales sont faibles**



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, OCDE, et TiVA Nowcast Estimates.

**Graphique 26. Le Brésil est resté à la périphérie des chaînes de valeur mondiales**

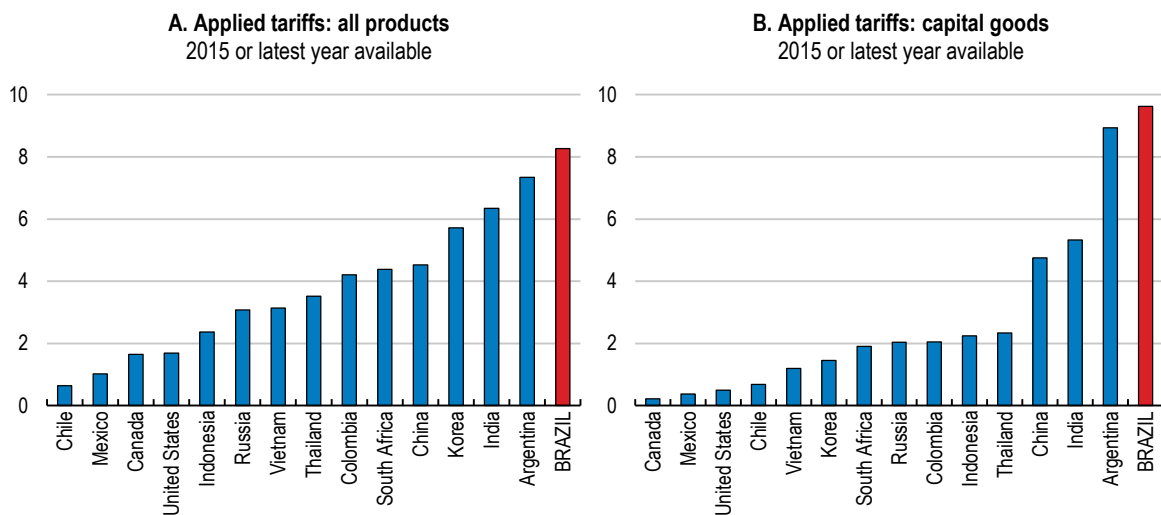
Carte des chaînes de valeur mondiales



Note : un cercle plus large dénote une économie dont les secteurs sont davantage connectés aux réseaux mondiaux de production.

Source : Criscuolo and Timmins (2017).

**Graphique 27. Les obstacles aux échanges sont élevés, surtout pour les biens d'équipement**



Source : Base de données World Integrated Trade Solution (WITS).

Par ailleurs, stimuler la concurrence encourage la croissance et la création d'emplois. L'ouverture des marchés serait probablement le moyen le plus efficace d'intensifier les pressions concurrentielles dans de

nombreux secteurs. Ce serait aussi un moyen de soutenir la performance du Brésil à l'exportation : celle-ci a fléchi de près de 25 % sur les 15 dernières années, tandis que celle du Mexique augmentait de 25 %. Compte tenu de leur faible intégration aux échanges de manière générale, les entreprises brésiliennes ne participent guère aux chaînes de valeur mondiales. En Amérique latine, le Mexique et le Chili sont deux exemples qui montrent comment les échanges et l'intégration aux CVM peuvent nourrir la croissance économique et la résilience (OCDE, 2017b ; OECD, 2015c).

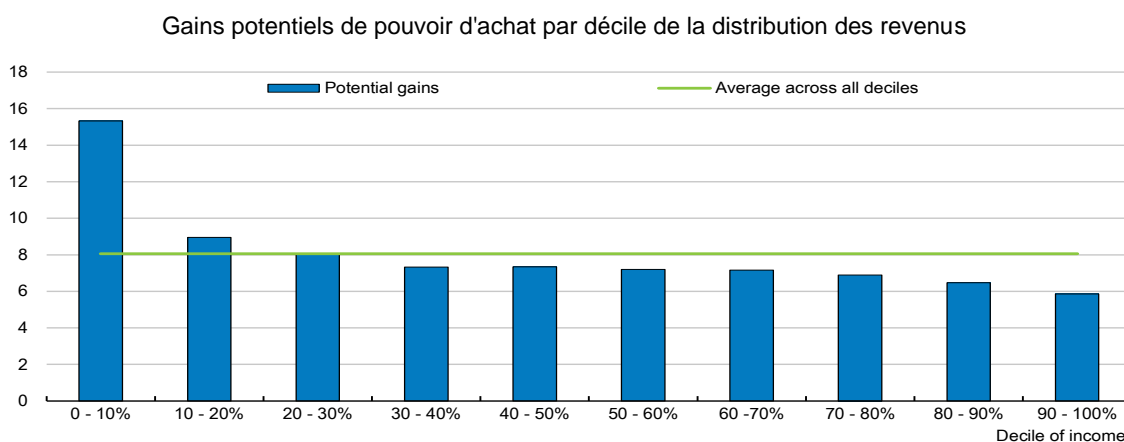
***Une intégration plus poussée au commerce international favoriserait la croissance et le progrès social***

Pour élever la productivité, qui est plus ou moins stagnante depuis 15 ans, le Brésil devra tirer parti plus activement des opportunités qui se présentent sur les marchés mondiaux. Les effets les plus évidents et immédiats de l'abaissement des barrières commerciales résident dans la baisse des prix à l'importation pour les consommateurs. D'après les estimations, les Brésiliens pourraient voir leur pouvoir d'achat augmenter de 8 % en l'absence d'obstacles aux échanges (graphique 28). En outre, ces avantages sont fortement progressifs, parce que les ménages à faibles revenus dépensent une plus grande fraction de leurs revenus pour acheter des biens échangeables tels que denrées alimentaires, électroménager, mobilier et habillement. Une analyse détaillée d'une réduction de la protection commerciale, tenant compte des différences de paniers de consommation entre les ménages, laisse penser que le décile des plus faibles revenus pourrait gagner jusqu'à 15 % de pouvoir d'achat, contre 6 % pour le décile supérieur (Arnold et al., 2018). Un abaissement des droits de douane serait ainsi particulièrement avantageux pour les consommateurs les plus pauvres, et notamment pour les femmes chefs de famille (UN-IANWGE, 2011). Il n'entraînerait pas de pertes de recettes budgétaires importantes du fait que ces droits représentent actuellement environ 0.5 % du PIB et que les effets sur la productivité d'une meilleure intégration au commerce international entraîneraient vraisemblablement une expansion de l'activité économique et, partant, généreraient des recettes fiscales supplémentaires.

S'agissant des entreprises et de l'emploi, la diminution des obstacles aux échanges apporte généralement des avantages à moyen terme mais s'accompagne aussi de coûts d'ajustement à court terme, car elle provoque une réallocation des ressources entre secteurs et entre sociétés, y compris des pertes d'emplois dans certains secteurs et des créations dans d'autres. D'un côté, les entreprises – tout comme les consommateurs – voient s'améliorer leur accès aux intrants intermédiaires et aux biens d'équipement grâce aux importations, mais aussi au travers de la réaction des producteurs nationaux à l'intensification de la concurrence. Pendant les années 1990, l'abaissement des droits de douane a entraîné de substantiels gains de productivité (Lisboa et al.; 2010 ; World Bank, 2018). Une étude récente a conclu qu'un abaissement de 1 % des droits appliqués aux intrants accroîtrait la productivité d'environ 2 % (Gazzoli et Messa, 2017). Des effets similaires ont été constatés dans d'autres pays (Amiti et Konings, 2007 ; Grossman et Helpman, 1991).

D'un autre côté, l'allègement des obstacles tarifaires intensifie les pressions concurrentielles auxquelles les entreprises nationales sont confrontées sur leur propre marché. Il en résulte que certaines entreprises faiblement performantes perdront des parts de marché et pourront même être évincées du marché. C'est précisément ce processus de réallocation qui permet au capital et à la main-d'œuvre de s'orienter vers les secteurs plus productifs et les entreprises qui créent de nouveaux emplois, mieux rémunérés (Criscuolo et al., 2014). Une fraction importante des gains de productivité obtenus dans les économies avancées peut être attribuée à ces effets de réallocation (Hsieh et Klenow, 2009). Pour le Brésil, les estimations laissent penser que ces gains pourraient atteindre quelque 40 % (Busso et al., 2013).

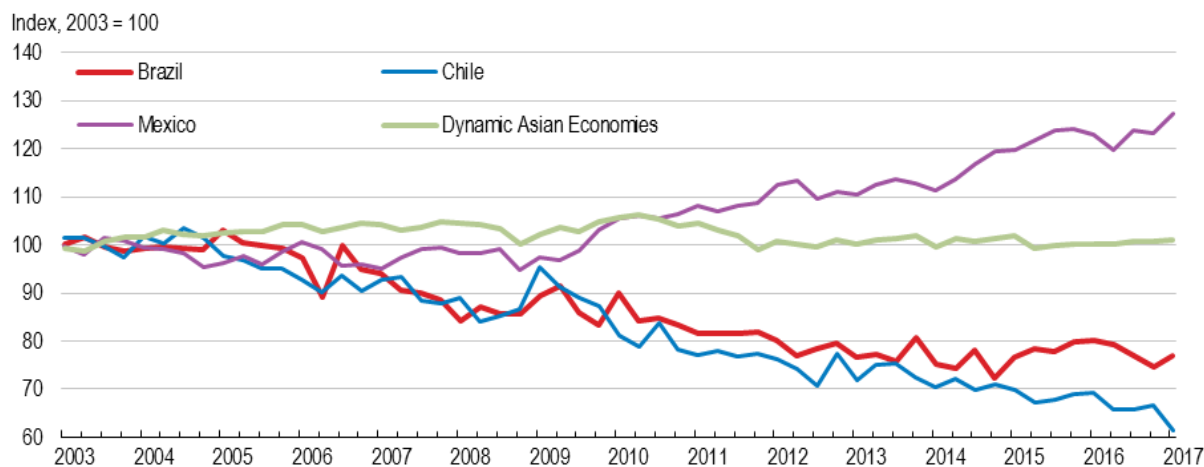
**Graphique 28. Les avantages potentiels que procure aux consommateurs l'abaissement des barrières commerciales sont fortement progressifs**



Gains potentiels      Moyenne pour l'ensemble des déciles  
 Décile de revenus

De même que certaines entreprises perdent des parts de marché sous l'effet d'une intégration accrue, d'autres saisissent de nouvelles occasions d'exporter, de se développer et d'embaucher du personnel. La performance du Brésil à l'exportation a été faible sur la dernière décennie, et la promotion des exportations serait une bonne raison de réduire la protection des producteurs nationaux (graphique 29). En termes d'emploi global, c'est l'effet à l'exportation qui pourrait dominer : les analyses semblent indiquer que les gains d'emploi globaux dépasseraient 1 % (Araújo et Flaig, 2017). Qui plus est, la demande de main-d'œuvre peu qualifiée augmenterait probablement beaucoup plus que le rendement du capital, ce qui laisse prévoir que les nouvelles possibilités d'emploi, dans une économie brésilienne plus ouverte, aideraient proportionnellement davantage la population pauvre (Harrison et al., 2004). Les précédentes réductions de la protection du marché intérieur ont été associées à une hausse de l'emploi féminin (Gaddis and Pieters, 2012), comme le confirment les données internationales qui montrent que les femmes bénéficient particulièrement des nouveaux emplois découlant d'une intégration renforcée (UNCTAD, 2009). Les emplois créés par des entreprises qui exportent sont en outre plus susceptibles de se situer dans le secteur officiel et d'offrir de meilleurs salaires : les exportateurs brésiliens versent des salaires supérieurs de 51 % à ceux que paient les entreprises qui n'exportent pas (Brambilla et al., 2016).

Pour certains travailleurs, la réallocation des ressources se traduira par la nécessité de chercher un nouvel emploi. Au Brésil, le taux de rotation des emplois est élevé : un tiers des salariés du secteur manufacturier change d'emploi chaque année (Assunção et al., 2017 ; DIEESE, 2014). Ce phénomène résulte en partie des incitations qu'offre le régime d'assurance chômage FGTS. Ainsi, un taux supérieur de renouvellement des entreprises pendant la période d'ajustement représente probablement une charge supportable pour les personnes qui vont trouver un nouvel emploi dans le même secteur. Cependant, lorsqu'un secteur entier subit une contraction et que les travailleurs doivent apprendre de nouvelles compétences, les coûts d'ajustement risquent d'être plus lourds. Une analyse empirique, utilisant les variations exogènes des taux de change pour représenter l'évolution de la protection commerciale, permet de penser que seul un nombre très limité de secteurs – textile et habillement, construction mécanique et métallurgie – se trouveraient dans une telle situation, tandis que tous les autres secteurs résisteraient bien à la concurrence d'entreprises étrangères plus compétitives sur le plan des coûts (Arnold et al., 2018). Les simulations modélisées effectuées par Messa (2017) mettent elles aussi en évidence des effets de contraction uniquement pour les secteurs de l'habillement et du cuir. Pour les autres secteurs, l'effet est soit négligeable soit positif.

**Graphique 29. La performance à l'exportation est médiocre**

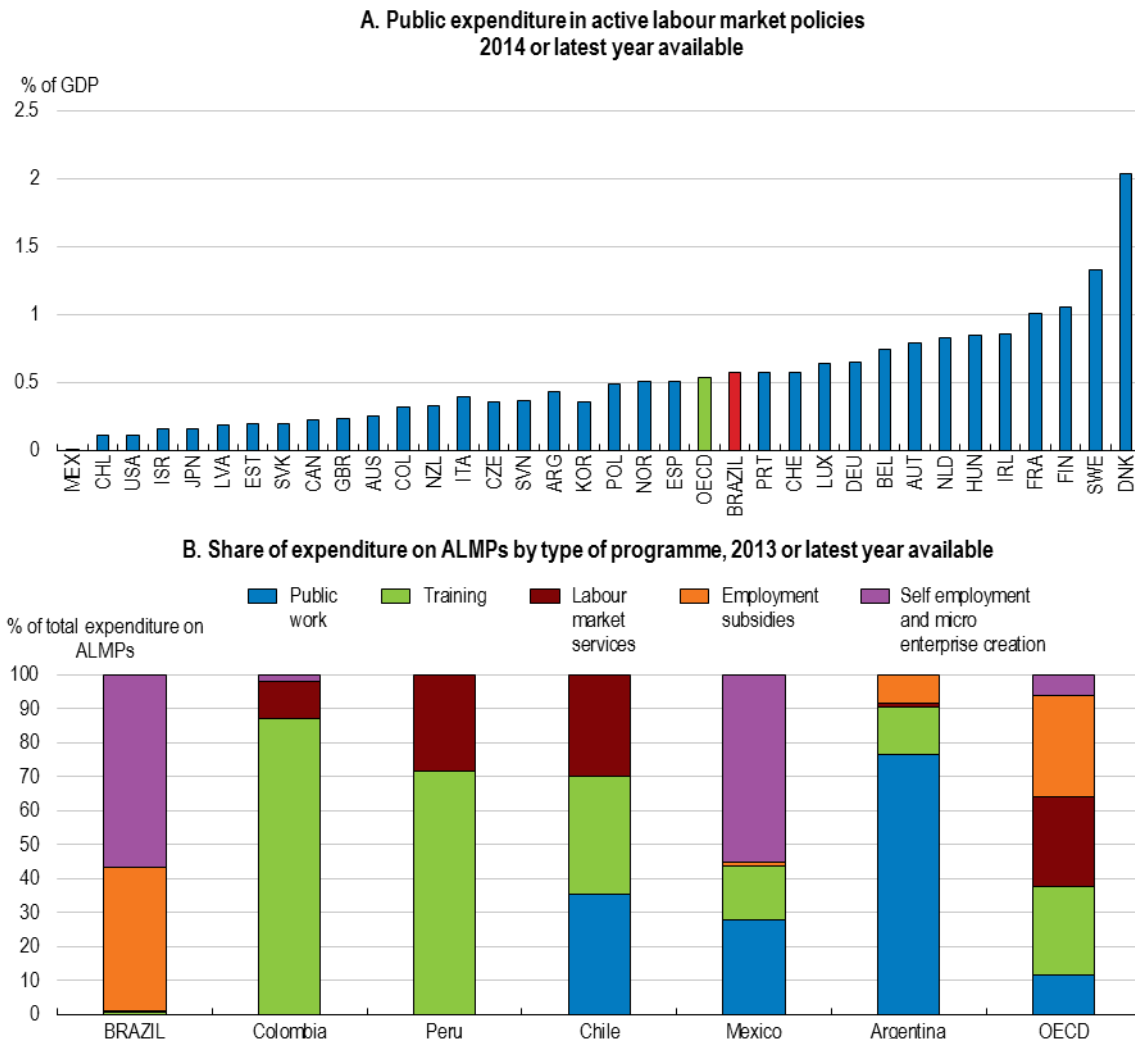
*Note* : la performance à l'exportation est la croissance réelle des exportations rapportée à la croissance du marché local à l'exportation, ce qui représente la croissance potentielle des exportations d'un pays, à supposer que ses parts de marché restent inchangées.

*Source* : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Pour les travailleurs ayant des difficultés à retrouver un emploi, les politiques actives du marché du travail peuvent faire beaucoup pour réduire les effets néfastes de l'ajustement. De telles politiques, dont l'objectif doit être de protéger des travailleurs et non de protéger des emplois, des secteurs économiques ou des entreprises, peuvent aider les travailleurs à changer de secteur grâce à une formation, une assistance à la recherche d'emploi et des mesures d'activation (World Bank, 2013 ; Flanagan et Khor, 2012). Si le total des dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail est proche de la moyenne de l'OCDE, la composition de ces dépenses est très axée sur le soutien à l'emploi indépendant et sur les subventions en faveur de l'emploi (graphique 30). Or, ces programmes sont souvent moins efficaces pour accroître l'employabilité future des participants (Brown et Koettl, 2015). De même, l'effet des subventions en faveur de l'emploi est généralement de courte durée. Ainsi, réorienter les dépenses vers des mécanismes qui favorisent l'acquisition de nouvelles compétences, comme la formation, aiderait davantage les Brésiliens à se préparer à occuper les nouveaux emplois qui seront créés. La formation peut en effet aider les travailleurs dans la perspective des nouveaux emplois à venir dans des secteurs en expansion, et même accroître leurs chances de trouver un emploi mieux rémunéré. Les programmes de recyclage professionnel, visant à doter les travailleurs de nouvelles compétences, demandées dans d'autres secteurs, n'en sont qu'à leurs débuts, mais devraient devenir une priorité. En parallèle, un solide filet de sécurité sociale peut préserver les revenus durant les épisodes de chômage (voir ci-dessus).

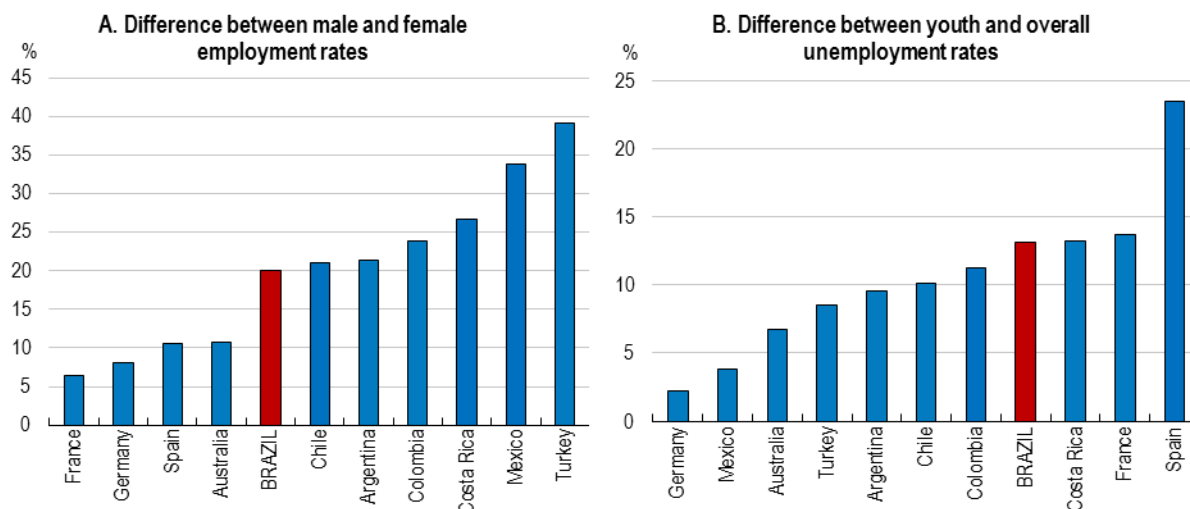


**Graphique 30. Les politiques actives du marché du travail ne sont pas centrées sur la formation et les services au marché du travail**



Source : base de données de l'OCDE « Programmes du marché du travail : dépenses et participants » ; OMT ; et OMT (2016) « What works. Active labour market policies in Latin America and the Caribbean. »

Si les politiques publiques se concentrent davantage sur la formation, elles contribueront à ce que l'intégration bénéficie aussi aux jeunes et aux femmes, deux catégories qui se caractérisent par un lien avec le marché du travail inférieur à la moyenne (graphique 31). Des politiques actives du marché du travail ayant une forte composante de formation peuvent être efficaces pour réduire les inégalités hommes-femmes, car les données montrent que les femmes en profitent davantage (Bergemann et van den Berg, 2007). Le taux de chômage des jeunes au Brésil est, à 27 %, élevé par comparaison internationale, et il est essentiel que les jeunes conservent un lien avec le marché du travail pour éviter les effets stigmatisants du chômage et l'exclusion sociale plus tard dans leur vie. L'acquisition de compétences est un facteur déterminant de l'impact des échanges sur les opportunités économiques qui s'offrent aux femmes et aux jeunes (UN-IANWGE, 2011).

**Graphique 31. Les femmes et les jeunes ont un lien moins solide avec le marché du travail<sup>1</sup>**

Note : Partie A : 2015, partie B : 2016.

Source : OECDstat, ILOstat.

### *Mesures possibles pour renforcer l'intégration*

La définition d'un programme concret de mesures en faveur de l'intégration impose de réfléchir à leur ordre chronologique et au rôle des négociations internationales sur le commerce. Pour le premier point, il est tentant d'affirmer que les réformes nationales destinées à renforcer la compétitivité des entreprises brésiliennes doivent précéder le renforcement de l'intégration. Malgré l'ample marge d'amélioration possible, cet argument aboutirait probablement, en pratique, à bloquer tout progrès à court terme. Étant donné les faibles perspectives de croissance en l'absence de réformes structurelles, le Brésil ne peut pas se permettre de rester suspendu à l'émergence d'un consensus politique sur l'ensemble des réformes nationales à adopter. Il conviendrait plutôt d'annoncer sans tarder une réduction progressive mais crédible des obstacles aux échanges, ce qui laisserait aux entreprises nationales le temps de s'adapter. La poursuite des efforts engagés pour améliorer les conditions offertes aux entrepreneurs faciliterait la transition vers une économie plus ouverte.

Une question similaire se pose en ce qui concerne la possibilité de faire fond sur l'ouverture pour négocier un meilleur accès aux marchés des partenaires commerciaux. Le Brésil est membre de l'union douanière MERCOSUL, ce qui a contribué à renforcer les relations commerciales avec les autres membres de ce groupe, en particulier avec l'Argentine. Par ailleurs, les échanges de biens et de services avec le reste de la région sont modestes (IMF, 2017c). L'intégration régionale pourrait être renforcée par des négociations avec d'autres partenariats commerciaux et pays de la région, comme l'Alliance du Pacifique ou le Mexique. Outre l'abaissement des barrières tarifaires, lesquelles sont déjà, au Brésil, sensiblement plus basses en moyenne à l'égard des pays de la région, la convergence des règles commerciales et des normes réglementaires pourrait jouer un rôle important. Enfin, le faible degré de connectivité entre les pays d'Amérique latine, dû à des facteurs géographiques ainsi qu'à l'insuffisance des investissements dans les infrastructures, est l'une des raisons majeures du niveau relativement modeste de l'intégration intrarégionale du commerce. Ces facteurs mettent en lumière l'importance qu'il y aurait à accomplir des progrès dans la qualité des infrastructures de transport, l'efficacité de la gestion des douanes et la qualité des services logistiques (IMF, 2017c).

Au-delà de l'Amérique du Sud, une intégration plus poussée avec de grands marchés étrangers pourrait certainement entraîner une forte stimulation de la concurrence et de l'accès aux intrants intermédiaires. À l'heure actuelle, le Brésil est partie à des accords bilatéraux couvrant seulement 10 % du PIB mondial, alors que, dans le cas du Pérou et du Chili, ces accords représentent quelque 70 à 80 % du PIB mondial. Les négociations, comme celles qui sont en cours entre le Mercosul et l'Union européenne et l'AELE, sont des initiatives importantes, dans lesquelles le Brésil devrait jouer un rôle majeur, en saisissant la fenêtre d'opportunité ouverte par les efforts engagés récemment en Argentine pour encourager une intégration plus poussée à l'économie mondiale.

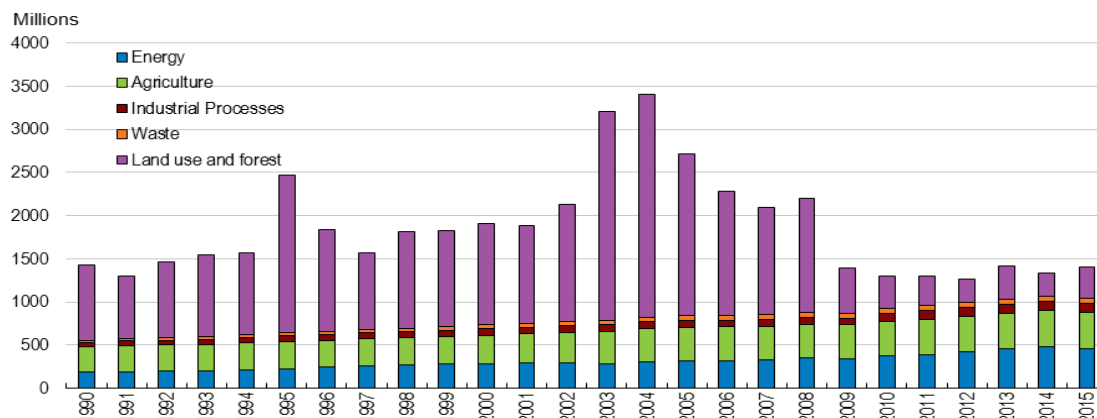
Cela étant, la lenteur parfois extrême des négociations commerciales incite à effectuer des avancées unilatérales, parallèlement aux négociations bilatérales, selon un calendrier progressif et annoncé à l'avance, portant sur les droits de douane et les règles en matière de contenu local, qu'il convient d'éliminer sans tarder. De nombreux pays d'Asie poursuivent une stratégie de libéralisation unilatérale parallèlement aux négociations commerciales régionales et bilatérales, en abaissant leurs droits de douane dans le but d'attirer l'investissement (Baldwin, 2006).

**Tableau 6. Recommandations passées de l'OCDE sur l'amélioration du climat d'investissement**

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2015
Fusionner les taxes sur la consommation au niveau des États et de la fédération et s'acheminer vers une taxe sur la valeur ajoutée unique à large assiette, le remboursement intégral de la TVA acquittée sur les intrants et l'application d'un taux zéro aux exportations.	Aucune mesure prise.
Réduire progressivement le niveau de protection commerciale en abaissant les droits de douane et en allégeant les obligations de contenu local.	Les obligations de contenu local ont été réduites dans le secteur des hydrocarbures.
Renforcer la concurrence en rationalisant la réglementation des marchés de produits et en appliquant les assouplissements programmés de la réglementation à l'entrée.	Aucune mesure prise.
Améliorer les capacités techniques et la planification en matière de concessions d'infrastructures. Mettre sur pied des dossiers plus précis avant de lancer des appels d'offres.	Aucune mesure prise.
Accroître le nombre de participants à la formation professionnelle afin de résorber les pénuries de compétences dans les métiers techniques.	La participation au programme PRONATEC s'est accrue; 67 % des participants sont des femmes; mais le programme ne répond pas toujours aux exigences du marché du travail.

### Les défis de la croissance verte

Le Brésil a accompli des progrès substantiels dans la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, et il est bien parti pour atteindre son objectif pour 2020, à savoir une réduction de 40 % par rapport au niveau de 1990 dans un scénario sans changement de cap. La majeure partie de cette réduction provient d'une diminution de 82 % de la déforestation au cours des dix années précédant 2014 (graphique 32). Ces progrès s'expliquent par le fait que de grandes surfaces ont été placées sous protection et que la loi y est mieux respectée depuis l'entrée en vigueur du code forestier de 2012, dont l'application est surveillée à l'aide d'images par satellite.

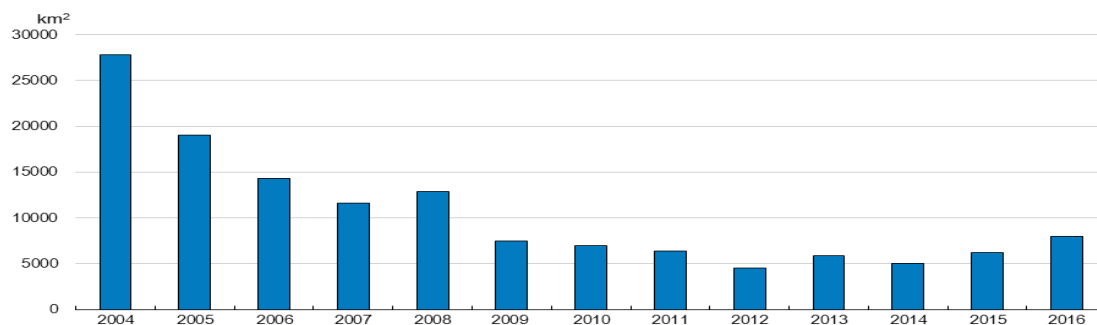
**Graphique 32. Émissions nettes de gaz à effet de serre par secteur d'origine**

Source : Observatório do Clima (SEEG), [http://plataforma.seeg.eco.br/total\\_emission](http://plataforma.seeg.eco.br/total_emission)

Malheureusement, les dernières données font état d'un accroissement de la déforestation de 24 % et 29 % en 2015 et 2016, respectivement, ce qui n'est que temporaire étant donné qu'il est actuellement prévu de rétablir le budget destiné à l'application de la loi (graphique 33). Néanmoins, il serait utile de définir plus clairement les priorités en matière d'environnement. Celles-ci devraient comprendre un engagement clair à ne pas réduire les surfaces actuellement sous protection. La biodiversité des ressources naturelles du Brésil, y compris la forêt primaire amazonienne, recèle des opportunités considérables ainsi que le potentiel de stimuler la croissance économique et l'inclusion sociale dans des régions qui accusent actuellement un retard économique. L'utilisation durable de ce patrimoine naturel joue un rôle crucial pour aider les habitants de ces régions à exploiter leur potentiel productif. Il s'agit notamment des peuples autochtones, qui dépendent de la nature pour leurs moyens de subsistance et dont le mode de vie repose sur la préservation des habitats naturels du Brésil. Un recours plus large au financement vert pourrait permettre de financer des investissements ayant des effets bénéfiques sur l'environnement.

**Graphique 33. La déforestation progresse**

Déforestation dans la région amazonienne (définition légale), en km<sup>2</sup>



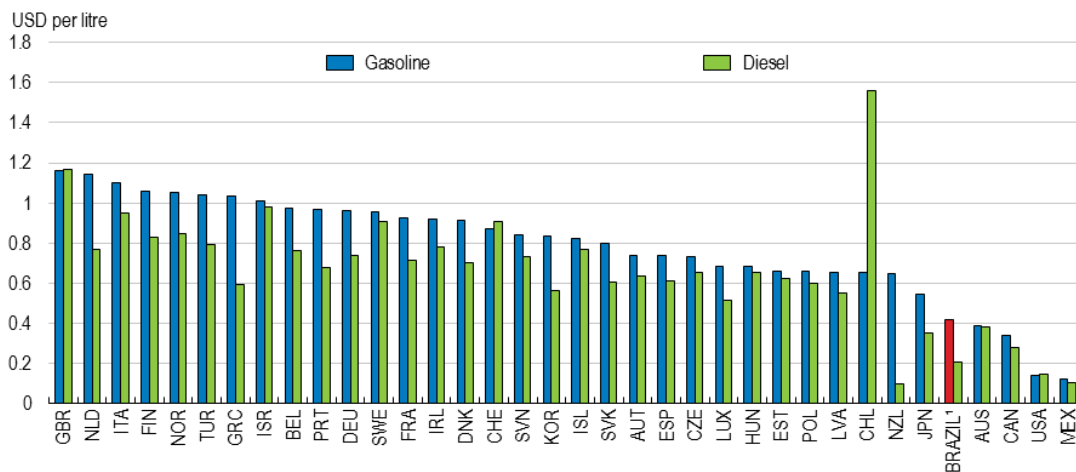
Source : Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais, <http://www.obt.inpe.br/prodes/index.php>.

Contrairement aux émissions résultant de la déforestation, les émissions d'origine énergétique et agricole ont augmenté régulièrement avec l'expansion de l'économie, et en particulier du secteur agricole. La composition du bouquet énergétique est toutefois favorable, puisque, en 2015, 44 % de l'énergie consommée provenait de sources renouvelables, contre 9 % dans les pays de l'OCDE (EPE, 2017). Les sources hydrauliques fournissent 62 % de l'électricité. L'utilisation d'énergie par les transports est en hausse, étant donné l'accroissement du parc de véhicules, mais l'éthanol fabriqué à partir de la canne à sucre couvre 17 % de la consommation de carburant. C'est la part de biocarburant la plus élevée au monde,

et la plupart des véhicules de transport de passagers actuellement vendus au Brésil peuvent rouler soit à l'éthanol soit à l'essence (OCDE, 2015d ; OECD, 2015e). Les taxes sur les combustibles fossiles ont augmenté, en application de recommandations formulées précédemment par l'OCDE (tableau 7). Elles restent cependant faibles par rapport aux autres pays (graphique 34), et leur relèvement pourrait inciter davantage à utiliser des biocarburants. Les taxes sur le gazole devraient être portées au moins jusqu'au niveau des taxes sur l'essence, car rien ne justifie, sur le plan écologique, que les taxes sur le gazole soient inférieures (Harding, 2014). Une hausse des taxes sur les combustibles fossiles pourrait contribuer à inverser l'augmentation récente de l'intensité de CO<sub>2</sub> de l'économie (graphique 35). Elle pourrait aussi rendre la croissance plus inclusive, car les ménages aisés ont tendance à consommer davantage de combustibles fossiles tandis que les plus pauvres sont davantage exposés aux effets néfastes de la pollution atmosphérique sur la santé.

**Graphique 34. Les taxes sur les combustibles fossiles sont faibles par comparaison internationale**

Montant des taxes en dollar par litre, 2015



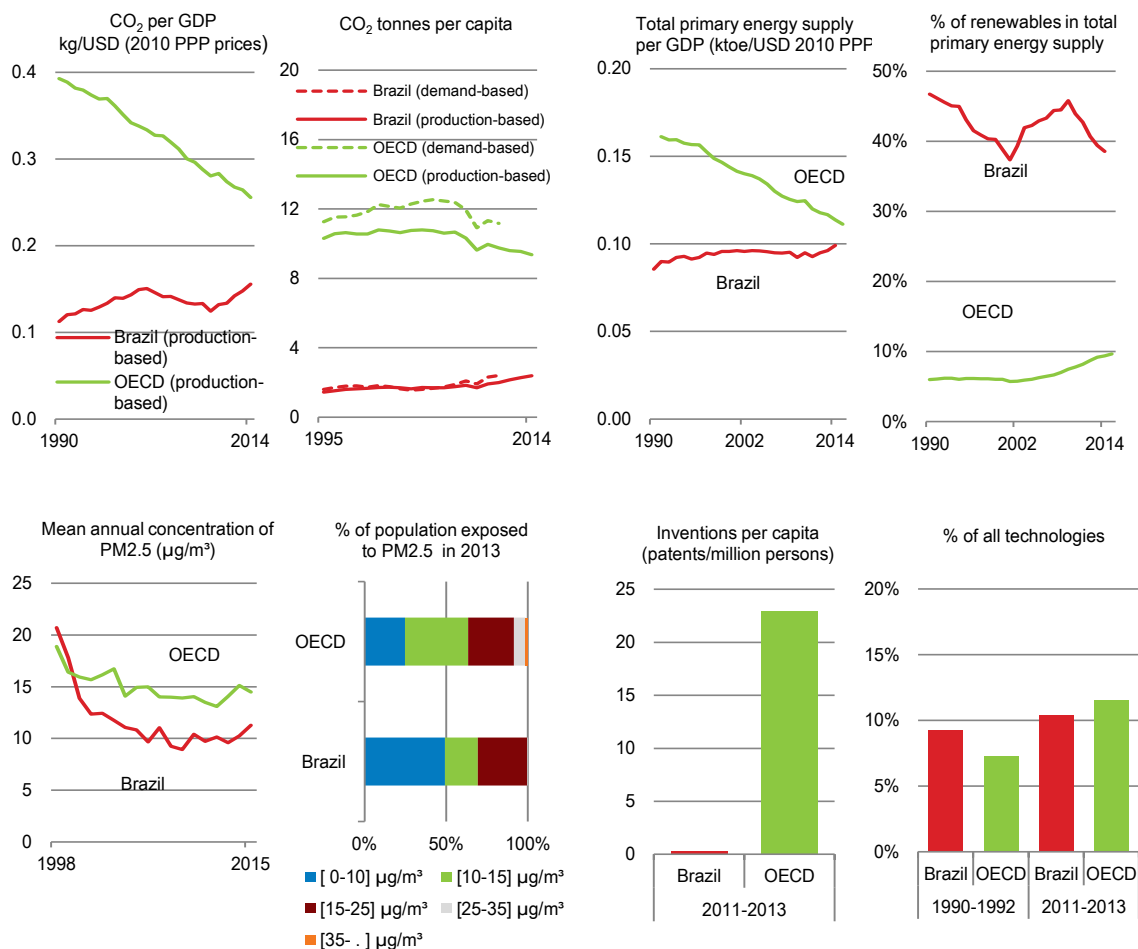
1. Brésil : 2016.

Source : OCDE, base de données sur la fiscalité ; et Petrobras.

**Tableau 7. Recommandations passées de l'OCDE sur la croissance verte**

Recommandations	Mesures prises depuis l'Étude de 2015
Envisager de nouvelles hausses des taxes sur les carburants. Éviter la réapparition de subventions implicites à l'utilisation de l'essence en cas d'augmentation des prix du pétrole en ajustant régulièrement le prix de l'essence à la pompe.	Les taxes sur les carburants ont été relevées en 2017, mais elles restent modestes par comparaison internationale. Les subventions implicites à l'utilisation de l'essence n'ont pas réapparu.

**Graphique 35. Indicateurs sur la croissance verte**



Source : OCDE (2017), base de données des statistiques sur l'environnement (indicateurs de croissance verte, exposition à la pollution atmosphérique, Brevets : développement technologique) ; OCDE (2017), base de données des comptes nationaux ; AIE (2017), IEA World Energy Statistics and Balances database.

## Bibliographie

- Acemoglu, D., S. Johnson and J. Robinson (2005), "Institutions as a fundamental cause of long-run growth", Aghion, P. and S. Durlauf (eds.) *Handbook of Economic Growth*, Volume IA, Elsevier Publishing.
- Amiti, M. and J. Konings (2007), "Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity: Evidence from Indonesia," *American Economic Review*, 97(5).
- Andrews, D., M. Adalet McGowan and V. Millot (2017), "The Walking Dead? Zombie Firms and Productivity Performance in OECD Countries", *OECD Economics Department Working Papers* No 1372, OECD Publishing, Paris.
- Araújo, S. and D. Flaig (2017), "Trade Restrictions in Brazil: Who Pays the Price?", *Journal of Economic Integration* 32(2).
- Arnold, J., A. Gonzalez-Pandiella and M. Bueno (2018), "Much to gain and little pain: Evaluating economic effects of a stronger integration into the global economy in Brazil", *OECD Economics Department Working Papers*, forthcoming, OECD Publishing, Paris.
- Arnold, J. and M. Bueno (2018), "Raising the effectiveness of social transfers in Brazil", *OECD Economics Department Working Papers*, forthcoming, OECD Publishing, Paris.
- Arnold, J. and L. Flach (2018), "Structural reforms to boost productivity in Brazil: Empirical findings from firm-level data", *OECD Economics Department Working Papers*, forthcoming, OECD Publishing, Paris.
- Artuc, E., G. Porto and B. Rijkers (2017). "Trading-off the Income Gains and the Inequality Costs of Trade Policy," mimeo.
- Assunção, J., R. Cayres Pinto and G. Gonzaga (2017), "Tenure-dependent firing costs and turnover in Brazil", mimeo, *Department of Economics*, PUC-RIO, Rio de Janeiro.
- Azevedo Sodré, A., M. F. Colaço Alves (2010), "Relação entre Emendas Parlamentares e Corrupção Municipal no Brasil: Estudo dos Relatórios do Programa de Fiscalização da Controladoria-Geral da União", *Revista de Administração Contemporânea* 14 (3), pp. 414-433.
- Baldwin, Richard, 2006, "Multilateralising Regionalism: Spaghetti Bowls as Building Blocs on the Path to Global Free Trade," *The World Economy* 29(11), pp. 1451-1518.
- BCB (2015), *Relatório de Inclusão Financeira*, N°3-2015, Central Bank of Brazil, Brasília. Available at <http://www.bcb.gov.br/Nor/reincfin/RIF2015EN.pdf>.
- BCB (2017), *Financial Stability Report*, Central Bank of Brazil, Brasília, April 2017, Available at <http://www.bcb.gov.br/?RELESTAB> .
- Bergemann, A. and G. van den Berg (2007), "Active Labour Market Policy Effects for Women in Europe - A Survey", *IZA Discussion Papers* No. 2365, IZA - Institute of Labor Economics, Bonn, Germany.
- Bersch, K., S. Praça and M. Taylor (2017) "State Capacity, Bureaucratic Politicization, and Corruption in the Brazilian State," *Governance* 30(1), pp.105-124.

- BNDES (2017), "A indústria, o PSI, o BNDES e algumas propostas", *Textos para discussão*, No. 114, Rio de Janeiro, <https://web.bndes.gov.br/bib/jspui/handle/1408/11534>.
- Boas, T., F. Hidalgo and N. Richardson (2014), "The Spoils of Victory: Campaign Donations and Government Contracts in Brazil", *The Journal of Politics*, Vol. 76, No. 2, April 2014, Pp. 415–429.
- Bonomo, M., R. Brito and B. Martins (2014), "Macroeconomic and Financial Consequences of the After Crisis Government-Driven Credit Expansion in Brazil", *Working Paper Series*, no. 378, Central Bank of Brazil, Brasilia.
- Brambilla, I., N. Depetris Chauvin and G. Porto (2016), "Examining the Export Wage Premium in Developing Countries", *Review of International Economics*, <http://dx.doi.org/10.1111/roie.12231>.
- Brown, A. J. G. and J. Koettl (2015), "Active labor market programs - employment gain or fiscal drain?", *IZA Journal of Labor Economics*, 4(12).
- Busso, M., L. Madrigal and C. Pagés (2013), "Productivity and resource misallocation in Latin America," *The B.E. Journal of Macroeconomics*, De Gruyter, 13(1), pp. 1-30.
- Castilho, M. and P. Miranda (2017), "Tarifa aduaneira como instrumento de política industrial: A evolução da estrutura de proteção tarifária no Brasil no período 2004-2014", Messa A. and I. Machado (eds), *Política Comercial Brasileira em Análise*, IPEA, Brasilia.
- Castro, F. A. (2014), "Imposto de Renda da Pessoa Física: comparações internacionais, medidas de progressividade e redistribuição", Master Thesis, University of Brasilia, Brasilia.
- CEMEC (2017), "Recuperar poupança do setor público para retomar o crescimento. Investimento e poupança na economia brasileira: 2000-2016", Centro de Estudos de Mercado de Capitais Nota, 6/2017, Instituto Brasileiro de Mercado de Capitais – IBMEC, Rio de Janeiro, <http://ibmec.org.br/instituto/wp-content/uploads/2014/10/NOTA-CEMEC-03-DESAFIO-RECUPERAR-POUPAN%C3%87A-DO-SETOR-PUBLICO.pdf>
- CNI (2014), *Custo tributário dos investimentos: as desvantagens do Brasil e as ações para mudar*, Confederação Nacional da Indústria, Brasilia.
- CNJ (2016), "Justicia em Numeros: ano-base 2015", Conselho Nacional de Justiça, Brasília, [www.cnj.jus.br/files/conteudo/arquivo/2016/10/b8f46be3dbb344931a933579915488.pdf](http://www.cnj.jus.br/files/conteudo/arquivo/2016/10/b8f46be3dbb344931a933579915488.pdf).
- Criscuolo, C., P. N. Gal and C. Menon (2014), "The Dynamics of Employment Growth: New Evidence from 18 Countries", *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, No. 14, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jz417hj6hg6-en>.
- Criscuolo, C. and J. Timmis (2017), "The changing structure of GVCs: Are central hubs key for productivity?", 2017 *Conference of the Global Forum on Productivity*, Budapest, [https://www.oecd.org/global-forum-productivity/events/Changing\\_structure\\_of\\_gvcs.pdf](https://www.oecd.org/global-forum-productivity/events/Changing_structure_of_gvcs.pdf).
- Da Ros, L. (2015), "O custo da Justiça no Brasil: uma análise comparativa exploratória", *Observatório de Elites Políticas e Sociais do Brasil*, Version 2, No. 9, Universidade Federal do Paraná and Núcleo de Pesquisa em Sociologia Política Brasileira, <http://observatory-elites.org/wp-content/uploads/2012/06/newsletter-Observatorio-v.-2-n.-9.pdf>.



- DIEESE (2014), *Os números da Rotatividade no Brasil: um olhar sobre os dados da RAIS 2002-2013*, Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Socioeconômicos São Paulo, <http://www.dieese.org.br/notaaimpresa/2014/numerosRotatividadeBrasil.pdf>.
- Egert, B. (2017), “The quantification of structural reforms: extending the framework to emerging market economies”, March 2017, *OECD Economics Department*, No. 1442, , OECD Publishing, Paris. Available at: <http://dx.doi.org/10.1787/f0a6fdcb-en>
- EPE (2017), "Relatório Síntese do Balanço Energético Nacional", Empresa de Pesquisa Energética, <http://ben.epe.gov.br/default.aspx>.
- Estevão, M. and I. de Carvalho Filho (2012), “Institutions, Informality, and Wage Flexibility: Evidence from Brazil”. IMF Working Paper. WP/12/84.
- Flanagan, R. J. and N. Khor (2012), “Policy Priorities for International Trade and Jobs”, *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, OECD, Lippoldt D. (ed.), OECD Publishing, Paris.
- Gaddis, I and J. Pieters (2012), “Trade Liberalization and Female Labor Force Participation: Evidence from Brazil”, *IZA Discussion Papers* No. 6809, IZA - Institute of Labor Economics, Bonn, Germany.
- Gazzoli, E.L. and A. Messa (2017), “Impacto das tarifas dos insumos sobre a produtividade das firmas brasileiras”, in: Messa, A. and T. Machado (eds.), *A Política Comercial Brasileira em Análise*, IPEA, Brasília.
- Gomez de Castro, P., E.A Fernandes and A. Carvalho Campos (2013), “The determinants of foreign direct investment in Brazil and Mexico: an empirical analysis”, *Procedia Economics and Finance*, 5, pp. 231-240.
- Grossman, G. and E. Helpman (1991), *Innovation and Growth in the Global Economy*, Cambridge, MIT Press.
- Hammond, G. (2012), "State of the art of inflation targeting", Handbook No. 29, *Centre for Central Banking Studies*, Bank of England, London.
- Harding, M. (2014), “The Diesel Differential: Differences in the Tax Treatment of Gasoline and Diesel for Road Use”, *OECD Taxation Working Papers*, No. 21, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jz14cd7hk6b-en>.
- Harrison, G.W., T.F. Rutherford, D. Tarr, and A. Gurgel (2004), “Trade Policy and Poverty Reduction in Brazil”, *The World Bank Economic Review*, Vol. 18, No. 3, pp. 289-317.
- Hsieh, C. and P. Klenow (2009), "Misallocation and Manufacturing TFP in China and India", *The Quarterly Journal of Economics*, 124(4).
- IBGE (2017), Tabela 5947 - Pessoas de 14 anos ou mais de idade, ocupadas na semana de referência, por contribuição para instituto de previdência em qualquer trabalho, available at <http://www.sidra.ibge.gov.br/tabela/5947>
- IEDI (2011), *Uma Comparação Entre a Agenda de Inovação da China e do Brasil*, Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial .

IEDI (2014), *A Reorientação do Desenvolvimento Industrial*, Instituto de Estudos para o Desenvolvimento Industrial.

IFI (2017a), *Relatório de Acompanhamento Fiscal*, Instituição Fiscal Independente, March 2017, <https://www12.senado.leg.br/ifi/publicacoes-ifi>.

IFI (2017b), *Relatório de Acompanhamento Fiscal*, Instituição Fiscal Independente May 2017, <https://www12.senado.leg.br/ifi/publicacoes-ifi>.

IFI (2017c), *Relatório de Acompanhamento Fiscal*, Instituição Fiscal Independente, July 2017, <https://www12.senado.leg.br/ifi/publicacoes-ifi>.

IFI (2017d), *Relatório de Acompanhamento Fiscal*, Instituição Fiscal Independente, December 2017, <https://www12.senado.leg.br/ifi/publicacoes-ifi>. ILO (2014), "Policies for the formalization of micro and small enterprises in Brazil", Notes on Policies for the Formalization of Micro and small enterprises, Regional Office for Latin America and the Caribbean, ILO.

IMF (2017a), "Brazil: 2017 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Brazil", International Monetary Fund, *IMF Country Report* No. 17/215, Washington, DC.

IMF (2017b), "Brazil: Fiscal Transparency Evaluation", International Monetary Fund, *IMF Country Report* No. 17/104, Washington, DC.

IMF (2017c), "Cluster report - Trade integration in Latin America and the Caribbean", *IMF Country Report* No. 17/66, Washington, DC.

Lisboa, M. B., N. A. Menezes Filhoz and A. Schor (2010), "The Effects of Trade Liberalization on Productivity Growth in Brazil: Competition or Technology?" *Revista Brasileira de Economia* 64(3), pp. 277–89, available at <http://dx.doi.org/10.1590/S0034-71402010000300004>.

Messa, A. (2017), "Impacto de Políticas de Exigência de Conteúdo Local: o Caso do Programa Inovar-Auto", in: Messa, A. and T. Machado (eds.), *A Política Comercial Brasileira em Análise*, IPEA, Brasília.

Mohallem, M. and C. Ragazzo, (2017), "Diagnóstico institucional: primeiros passos para um plano nacional anticorrupção", *DIREITO RIO - CJUS: Livros*, Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, <http://hdl.handle.net/10438/18167>.

Monteiro, J. and J. Assunção (2012), "Coming out of the shadows? Estimating the impact of bureaucracy simplification and tax cut on formality in Brazilian microenterprises", *Journal of Development Economics* 99(1).

OECD (2010a), *Competition Assessment Toolkit*, version 2, OECD Publishing, Paris, <http://www.oecd.org/competition/assessment-toolkit.htm>.

OECD (2010b), *Collusion and Corruption in Public Procurement*, OECD Publishing Paris.

OECD (2012a), *Latin American Network on Corporate Governance of State-Owned Enterprises (SOEs)*, Background Note, 2012 meeting of the Latin American Network on Corporate Governance of State-Owned Enterprises.

- OECD (2012b), *Recommendation of the OECD Council on Fighting Bid Rigging in Public Procurement*, <http://www.oecd.org/daf/competition/RecommendationOnFightingBidRigging2012.pdf> .
- OECD (2012c), "Closing the gender gap: Brazil", OECD Publishing, Paris.
- OECD (2014), *Fighting corruption and promoting competition*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015a), *Pensions at a glance*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015b), *OECD Guidelines on Corporate Governance of State-Owned Enterprises*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015c), *Measuring Trade in Value Added: An OECD-WTO joint initiative*, Database, [oe.cd/tiva](http://oe.cd/tiva), last accessed July 2015.
- OECD (2015d), *OECD Environmental Performance Review: Brazil*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015e), *Taxing Energy Use in the OECD and Key Partner and Associate Countries*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015f), *PISA 2015 Results (Volume I): Excellence and Equity in Education*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015g), *OECD Economic Survey of Brazil 2015*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2015h), *National Strategies for Financial Education, OECD/INFE Policy Handbook*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016a), *Committing to Effective Whistleblower Protection*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016b), *Low-Performing Students: Why They Fall Behind and How To Help Them Succeed*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264250246-en>.
- OECD (2016c), *Committing to Effective Whistleblower Protection*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264252639-en>.
- OECD (2016d), *Financing Democracy: Funding of Political Parties and Election Campaigns and the Risk of Policy Capture*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249455-en>.
- OECD (2016e), *The Productivity-Inclusiveness Nexus: Preliminary version*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264258303-en> .
- OECD (2017a), "Pension Reform in Brazil, OECD Policy Memo", April 2017, <https://www.oecd.org/brazil/reforming-brazil-pension-system-april-2017-oecd-policy-memo.pdf>.
- OECD (2017b), "How to make trade work for all", OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 1, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017c), "International VAT/GST Guidelines", OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264271401-en>.

OECD (2017d), *OECD Economic Survey of India*, OECD Publishing, Paris.

OECD (2017e), "Brazil: Follow-up to the Phase 3 report & recommendations", OECD Directorate for <http://www.oecd.org/corruption/anti-bribery/Brazil-Phase-3-Written-Follow-Up-Report-ENG.pdf>.

Penfold, M. et al., (2013), "Regulating Foreign Direct Investment in Latin America", Development Bank of Latin America, World Bank, <http://scioteca.caf.com/handle/123456789/701>.

Pinheiro, M. C. (2013), "Inovação no Brasil: panorama geral, diagnóstico e sugestões de política" in: F. A. A. Veloso, L.V. Pereira and Z. Bingwen (org.), *Armadilha da renda média: visões do Brasil e da China*, Vol. 1, p. 81-106, FGV, Rio de Janeiro.

Piza, C. (2016), "Revisiting the impact of the Brazilian SIMPLES program on firms' formalization rates", *Policy Research working paper*, no. WPS 7605, Impact Evaluation series, Washington, D.C., <http://documents.worldbank.org/curated/en/901421467995383598/Revisiting-the-impact-of-the-Brazilian-SIMPLES-program-on-firms-formalization-rates>.

Porto, G. G. (2006), "Using survey data to assess the distributional effects of trade policy", *Journal of International Economics*, 70(1), 140-160.

Ribeiro, E. (2016), "Brazil Financial Intermediation Costs and Credit Allocation", *Discussion Paper* (draft), Finance & Markets Global Practice, World Bank, Washington, DC.

Segura-Ubiergo, A. (2012), "The Puzzle of Brazil's High Interest Rates", *IMF Working Paper* No. 12/62, Washington, DC.

Silva, J.; R. Almeida and Victoria Strokova (2015), "Sustaining Employment and Wage Gains in Brazil - A Skills and Jobs Agenda", *Directions in Development*, Washington, DC. Available at <http://doi.org/10.1596/978-1-4648-0644-5>

Stone, S., J. Messent and D. Flaig (2015), "Emerging Policy Issues: Localisation Barriers to Trade", *OECD Trade Policy Papers*, No. 180, OECD Publishing, Paris.

Transparency International (2016), *Corruption Perception Index 2016*, Transparency International, Berlin, Germany, [www.transparency.org/cpi2016](http://www.transparency.org/cpi2016).

UNCTAD (2009), *Mainstreaming gender in trade policy*, Note by the UNCTAD secretariat, [http://www.unctad.org/en/docs/ciem2d2\\_en.pdf](http://www.unctad.org/en/docs/ciem2d2_en.pdf).

UN-IANWGE (2011), *Gender Equality & Trade Policy*, United Nations Inter-Agency Network on Women and Gender Equality, Resource Paper, [www.un.org/womenwatch/feature/trade/](http://www.un.org/womenwatch/feature/trade/).

World Bank (2013), *World Development Report 2013*, World Bank, Washington, D.C.

World Bank (2014), *Enterprise Surveys*, World Bank Group, Washington D.C., <http://www.enterprisesurveys.org/data/exploreconomies/2009/brazil>.

World Bank (2016), *Brazil Systematic Country Diagnostic: Retaking the path to Inclusion, Growth and Sustainability*, World Bank, Washington, D.C.

World Bank (2017), *Um ajuste justo – Análise da eficiência e equidade do gasto público no Brasil*, Volume I: Síntese, November 2017.

World Bank (2018), "Growth and jobs: Brazil's productivity agenda", *Forthcoming*.

WTO (2017) "Brazil — Certain Measures Concerning Taxation and Charges", *WTO Panel Reports DS472 and DS497*, [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/472\\_497r\\_e.pdf](http://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/472_497r_e.pdf).



# **ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES**

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

# Études économiques de l'OCDE

## BRÉSIL (VERSION ABRÉGÉE)

La forte croissance et les avancées sociales remarquables qui ont marqué les deux dernières décennies ont fait du Brésil l'une des principales économies mondiales, malgré la profonde récession dont l'économie est aujourd'hui en train de sortir. La stabilité macroéconomique et des tendances démographiques et conditions extérieures favorables ont favorisé une expansion de la consommation privée et publique, dans le contexte d'un marché de l'emploi solide et d'une croissance soutenue des salaires. Le dynamisme du marché du travail, associé à une amélioration de l'accès à l'éducation et à de larges programmes de transferts, a permis à des millions de Brésiliens de trouver de meilleurs emplois et d'améliorer leur niveau de vie. La sortie de 25 millions de Brésiliens de la pauvreté depuis 2003 a contribué à une croissance beaucoup plus inclusive. Ces résultats sont exceptionnels.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : [https://doi.org/10.1787/eco\\_surveys-bra-2018-fr](https://doi.org/10.1787/eco_surveys-bra-2018-fr).

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org) pour plus d'informations.

**Volume 2018/4**  
**Février 2018**

éditionsOCDE  
[www.oecd.org/editions](http://www.oecd.org/editions)



ISSN 0304-3363  
ABONNEMENT 2018  
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-30643-1  
10 2018 04 2 E



9 789264 306431